Sommaire

Articles

Généraux

- Attentat de Londres : Crime contre l'humanité

-Le monde arabe et la République pervertie

-La médecine des camps d'extermination

-Pour non assistance à peuple en danger

- Le "Djihad" américain et son impact sur le monde arabe

- Que peut la loi internationale contre la dictature?

- Attention au dérapage de l'antisémitisme

-Coup de cœur et coup de gueule : *critique du livre de Ben Brick*

- Un printemps de la démocratie au Maroc

- Lettre à mes amis français

- La crise des intellectuels arabes

- L'enfant battu et les attitudes culturelles en Tunisie

Articles sur la ***Tunisie en détresse***

- De l'incompétence avant toute chose

- Haro sur l'usurpateur !

-Retour en Tunisie

- Le point
- Bonne fête du 10 décembre

- Rassemblons-nous pour en finir

- A propos de la dernière escroquerie de Ben Ali

- A vous tous et toutes, bonne fête du 10 décembre

- A propos de mes rapports suspects avec "l'intégrisme"...
une fois pour toutes

- Oussaima ou l'enfance saccagée

- Chaque jour gagné par Ben Ali est un jour perdu pour la Tunisie

- Le retour de Mzali

- Construire sur les Ruines

- Pour Zouheir et Hammadi

-Chirac en Tunisie, Craindre le pire, espérer le meilleur

- La donnée internationale du problème tunisien

Interviews

- Réponse aux questions des forumiers de *TUNeZINE*

- Interview Audace - *Décembre 2003*

- Griots et détracteurs - *L'Autre Afrique n° 21*
22 mai-4 juin 2002

- Dialogue avec un poète masqué

- «La démocratie est totalement parodiée» - Entretien - Basler Zeitung
Date de parution: 20.04.2002

Conférences

- La sécurité du point de vue des droits de l'homme
Sénat français . Mars 2005

- Laïcité et Islam dans le débat politique arabe contemporain:
Sénat français . Mars 2004

- Dictature et oppositions : les enjeux de la liberté d'expression
(Genève Mars 2OO5 – Conférence sur la liberté d'expression)

- La Tunisie sous le joug de la dictature
Bruxelles - AI le 9 mars 2002

-L'application de la convention des droits de l'enfant
Message aux participants – Genève 1997

Crime contre l'humanité

Après les événements du 11 septembre 2001, l'Union des écrivains danois avait réuni un petit nombre d'intellectuels arabes et occidentaux pour élaborer une prise de position commune en opposition à la notion de « choc des civilisations ». Notre dialogue avec nos confrères occidentaux fut parfois vif et amer, sans masques ni complaisance. Bref, nous nous sommes dit ce que nous avions sur le cœur. Ce qui m'a le plus marqué, c'est le courage de Jalel Sadok Al-Adhem, qui a reconnu que sa première réaction à l'annonce de la destruction des deux tours du World Trade Center avait été de la « chamata » [terme intraduisible signifiant, à peu près, « ils ne l'ont pas volé »]. Et qu'il avait dû se battre contre lui-même avant de vaincre un sentiment qu'il était le premier à reconnaître stérile et futile.

Il est certain que c'est ce que ressentent de nombreux Arabes et musulmans en voyant les arrogants pays occidentaux assister en silence et dans l'indifférence au sort des peuples d'Irak, de Palestine et d'Afghanistan. Le monde ne s'alarme que quand les victimes sont des civils occidentaux. Soit ! Y a-t-il l'ombre d'un doute qu'il existe un « deux poids deux mesures », un silence sélectif d'un côté et un vacarme assourdissant de l'autre ?

Certes, les rancœurs des Arabes contre la politique britannique remontent à l'occupation d'Alexandrie, de Bassora en passant par celle de Jérusalem et par la triste promesse de Balfour (1). Mais du malheur de qui allons-nous nous réjouir cette fois ? De celui du peuple britannique qui s'était opposé, encore plus que les peuples arabes, à la guerre en Irak ? Allons-nous exprimer notre « chamata » vis-à-vis des principes et des lois qui permettent à des milliers d'Arabes et de musulmans de fuir des dictatures qui occupent militairement et policièrement nos pays, pour se réfugier en Grande-Bretagne ? Et à quoi a servi notre « chamata » contre le peuple espagnol qui a été, lui aussi, un des peuples européens les plus opposés à la guerre en Irak et qui a profité d'une élection démocratique pour se débarrasser de son Premier ministre va-t-en guerre ?

Que dire de l'agression de New York ? Devait-on saluer le meurtre de 3.000 civils qui n'avaient rien à voir avec la politique de leur pays, comme si leur funeste destin allait venger la mort de milliers d'Arabes et de musulmans, victimes de cette même politique américaine ? New York, Madrid et Londres – et toutes les opérations qui visent des civils – à l'intérieur et en dehors du monde arabo-musulman, sont des crimes contre l'Humanité. Pas seulement au sens des principes des droits de l'Homme, mais selon des valeurs encore plus profondes et plus spécifiques de notre culture arabo-musulmane. À condition, bien sûr que les groupes qui revendiquent ces actes se réclament de ces deux versets coraniques : le premier stipule que « personne ne portera la responsabilité des actes d'autrui » et le second rappelle que « quiconque tuera une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque lui fait don de la vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes. » Ces trois actes, et tous ceux qui ont visé des civils dans le monde arabe, sont des crimes contre l'Humanité et particulièrement contre les peuples arabes.

Si la politique signifie la poursuite de grands objectifs - et pas juste l'accumulation de réactions absurdes ou de vengeances aveugles - elle doit être jugée sur ses résultats et non pas sur les intentions. En voyant les résultats inéluctables des attentats de Londres - qui sont une poursuite d'actions militaires contre des cibles civiles et en dehors du terrain réel de combat - nous découvrons à quel point ces derniers sont néfastes pour toutes les causes que nous défendons.

Premièrement, ils contribueront à renforcer la mauvaise image des Arabes et des musulmans partout dans le monde. Ils compliqueront la vie à ceux qui vivent en Europe ou en Amérique, qui seront toujours des suspects en puissance. Ils donneront plus d'écho aux groupes extrémistes en Occident qui haïssent les Arabes et les musulmans et qui pousseront vers la

guerre des civilisations, cette grande catastrophe qu'il faut absolument éviter. Ils conforteront les solutions sécuritaires des gouvernements occidentaux. Et conduiront ceux-ci à soutenir les dictatures, les considérant comme leur dernière ligne de défense, alors que ces dictatures sont la cause de la situation déplorable à laquelle nous sommes tous arrivés, Arabes et Occidentaux.
Ces attentats débiles auront donc servi les pires ennemis de la Oumma [la communauté des musulmans] en frappant de plein fouet nos meilleurs amis dans les sociétés civiles occidentales et en minant toutes nos chances de casser l'alliance contre nature entre nos régimes dictatoriaux et les régimes démocratiques.
C'est une stratégie sotte qui s'est toujours retournée contre nous, comme individus, comme peuples et comme nations. La vraie lutte est et restera à l'intérieur même de nos pays et pas en dehors. Contre la dictature et non pas contre les civils occidentaux. En recourant à des méthodes pacifiques et non pas à des tueries aveugles qui satisfont certains esprits malades, mais ne changent rien à notre déplorable situation.

Traduction de l'arabe par Taïeb Moalla d'un texte intitulé ''New-York , Madrid , Londres crimes contre l'humanité d'abord , contre les arabes et les musulmans ensuite ''

Paru dans le journal belge '' Le soir'' Le 11-7-2005

Le monde arabe et la République pervertie

Réflexions d'un acteur politique.

L'idée républicaine est si neuve dans le monde arabe qu'en Juillet 2001, naquit en Tunisie, un parti républicain : Le Congrès pour la république (CPR), pour qui l'instauration du régime républicain était la clé de voûte de son programme politique. Tout le monde admettait que nous vivions sous une fausse démocratie mais peu admettaient que nous vivions *aussi* sous une fausse République. Le parti fut mis immédiatement mis hors la loi et je fus traîné, en ma qualité de son promoteur, devant la '' justice'' qui me condamna à une année de prison avec sursis …pour maintien d'une organisation illégale.
En février 2002, je fus invité à un débat sur la chaîne satellitaire '' Al Moustaquella'. A l'époque, elle était le porte –voix des oppositions arabes et vidait avec ''Al Jazira'' les rues et les plages tunisiennes lors de certaines émissions vedettes.
Le journaliste, s'en prit d'abord à ma prétention de réinventer la roue.
La République n'a-t-elle pas a été instaurée en Tunisie en 1957 ? N'existe-t-elle pas au Liban et en Syrie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ? N'est-elle pas en vigueur en Egypte depuis 1952, en Irak depuis 1958, en Algérie et au Yémen depuis 1962, en Libye depuis 1969 ?
Certes, me dit-il ce sont là des Républiques imparfaites mais susceptibles d'évoluer … etc.
Je lui ai alors demandé s'il pouvait qualifier d'imparfait et susceptible d'être amélioré un ''expresso'' qui lui serait servi sans café, sans sucre et sans eau.

Les ''Républiques '' arabes sont comme ce curieux expresso où la tasse est vide de tout breuvage. Elles ne possèdent aucun des ''ingrédients '' minimum qui autoriseraient un observateur objectif à les classer sous la même rubrique que l'Etat sud-africain ou indien, à savoir la souveraineté populaire, l'Etat de droit et l'alternance au pouvoir.
Qu'est –ce qui les autorise donc à se parer d'un titre à l'évidence usurpé ? En fait rien, sinon l'usage du faux dont elles usent et abusent pour se dire par ailleurs nationaliste, progressiste (du temps de gloire de ce concept) …voire démocratique comme c'est le cas en Tunisie et en Algérie.

*

Un problème de dénomination se pose pour qualifier ces drôles de Républiques. A l'évidence ce ne sont pas des monarchies classiques, comme celles qui ont échappé à la vague de putsch militaires des années 60 et qui continuent à régner au Maroc, en Jordanie, en Arabie saoudite ou dans les Etats du golfe. Ce ne sont pas non plus des Républiques au sens moderne du terme et tels qu'elles fonctionnent en Occident en Inde ou en Amérique latine. Que sont-elles donc ?
La République en Arabe se dit '' Joumhouria''…littéralement l'appropriation du pays par le peuple (joumhour).
Kadhafi a bricolé un nouveau concept pour désigner son régime né de la liquidation de la monarchie en 1969 .Il met au pluriel ''joumhour '' ce qui donne '' Jamahir'' et par voie de conséquences '' Jamahiria''…..l'Etat des masses.
Le régime Libyen, par cette surenchère conceptuelle invente la sur- République. En fait ce ne sera qu'une dictature de la pire espèce, plus l'anarchie, mais dans son sens de gabegie, d'incompétence et de désordre destructeur.
En Arabe la royauté se dit ''Mouloukia'', c'est-à-dire l'appropriation du pays par un seul homme : le ''Malik''… littéralement le propriétaire.
En 2000 apparut, pour désigner nos fausses républiques, le concept de '' Joumloukia'' néologisme fabriqué avec le début du mot République et la fin de celui de royauté. Traduit littéralement il donnerait en français '' Républimonarchie '' .Certains m'en attribuent, avec l'Egyptien Saad Eddine Ibrahim, la paternité.
Le terme, aussi barbare qu'il soit, connut une grande fortune. Il est aujourd'hui d'usage très courant dans le monde arabe, popularisé par les débats houleux sur les chaînes satellitaires arabes dont la très écoutée '' Al jazira''. L'apparition du concept et sa diffusion rapide, n'étaient pas le fait du hasard. Elles répondaient à un besoin de vérité.
Reste maintenant à analyser en profondeur le régime ainsi nommé.
Pour faire bref, on dira que *la* ***'' joumloukia'' est le régime politique qui emprunte à la République occidentale moderne sa forme et à la monarchie orientale archaïque son fond.***
Rappelons au passage que la '' Joumloukia'' existe en Corée du Nord ou en ''République démocratique'' du Congo sans parler de son long passage en Haïti. Elle a été et reste une anomalie isolée dans un environnement hostile. Dans le monde arabe, elle est forme dominante de gouvernement.
Trois caractéristiques permettent de l'isoler d'un côté par rapport au régime républicain ou monarchique, de l'autre par rapport à une dictature classique.
Un régime de pouvoir absolu.
Paradoxalement c'est dans la ''joumloukia ''et non dans les vieilles monarchies traditionnelles que l'autoritarisme se présente à l'état pur … à l'état paroxystique.
Il n'existe aucune commune mesure entre, par exemple,entre le pouvoir absolu au sein de la monarchie saoudienne, jordanienne ou marocaine et celui qui règne au sein des régimes'' républicains'' irakien, syrien ou libyen.
Le paradoxe n'est qu'apparent. Dans une monarchie, le jeu subtil des alliances tribales ou politiques, la longue pratique du pouvoir, permettent de réduire les appétits du monarque et

d'arrondir les angles de sa politique. Le président de la '' Joumloukia'', lui, n'a aucun de ses freins. Sauf au Liban qui est un cas particulier, le pouvoir est un butin de guerre que le dictateur a conquis en mettant sa tête sur le billot. C'est souvent un novice en politique, un homme d'origine humble pour ne pas dire fruste. Il est pris par le vertige de la toute puissance absolue qui s'offre soudain à lui. Il voit grand et veut aller vite en besogne pour inscrire son nom dans l'histoire. Il n'a pas de contre-pouvoir et ne permettra à aucun de se mettre en place. C'est le début du refus de toutes les libertés publiques et privées, de la corruption et la répression, quasiment les marqueurs universels de ce type de gestion de la chose publique.

Un régime de pouvoir à vie.

Toutes les ''joumloukia'' possèdent des constitutions écrites et souvent bien écrites, des parlements ''élus'' régulièrement, c'est à dire à intervalles réguliers. Le ''Président'' a des mandats de cinq ou six ans et doit ''solliciter'' du ''peuple'' le renouvellement périodique de son mandat perpétuel.

Tout cela est pur simulacre. Personne n'est dupe, mais le mauvais scénario est régulièrement joué sous le regard las, désabusé, goguenard ou dégoûté de la population.

Il n'est pas rare que lors de la'' campagne '' du '' candidat à sa propre succession, on voit apparaître sur les banderoles criardes accrochées aux murs de Damas, du Caire, de Tunis ou de Bagdad le mot clé : La *'' Bay'a''*. Ici le refoulé refait surface et toute la vraie nature de l'opération se dévoile.

La *'' Bay'a''* est d'abord un concept, probablement l'un des plus fondamentaux du vocabulaire politique arabe. Il signifie allégeance, avec une forte connotation de confiance et de délégation inconditionnelle. C'est aussi un acte hautement symbolique qui court tout le long de l'histoire politique arabo -musulmane et par lequel le peuple prête serment au maître du moment, de préférence à la mosquée, scellant un lien quasi- mystique entre le prince et ses sujets. Fait important, la *'' Bay'a''* est un acte collectif auquel nul individu ne saurait se soustraire sans se rendre coupable du pire péché qui soit en matière de vie communautaire à savoir la '' Fitna'' c'est à dire la discorde. Les récalcitrants sont ipso -facto des dissidents se mettant hors la loi et devant être éliminés. Sans cette unanimité, même imposée et de façade, la légitimité du pouvoir est écornée. L'on comprend mieux le pourquoi du fameux 99% que s'octroie immanquablement le ''vainqueur'' des ''élections''.

Saddam Hussein poussa le souci de cohérence jusqu à se faire'' élire'', quelques mois avant l'invasion américaine, par 100% des ''suffrages ''.

L'exercice à vie du pouvoir est une autre caractéristique du système.

Au mois de mai 2002 le dictateur tunisien Ben Ali, organisa une pseudo- consultation populaire pour amender la constitution en vigueur et qu'il avait juré, lors de sa prise de pouvoir en 1987, de respecter et de défendre. Le nouveau texte introduisait deux nouvelles dispositions. La première annulait la limitation du nombre des mandats présidentiels jusque là restreints à trois, donnant le droit au président sortant de se présenter autant de fois qu'il le désire. De facto c'est la légalisation de la présidence à vie. La deuxième disposition donnait au président en exercice l'immunité totale pour toutes ses actions.

Que toutes les oppositions, unanimes pour une fois, aient condamné ce putsch constitutionnel et appelé au boycott du '' référendum'', que la participation à la farce électorale ait été très faible, n'ont rien changé au score éternel : 99% de oui.

Il faut dire que le dictateur ne faisait que suivre un illustre exemple. C'est Bourguiba, le père de l'indépendance de 1956, et fondateur de la ''République'' de 1957, qui s'octroya la première modification de la constitution en vigueur pour se faire nommer président à vie. Le pauvre homme ne mourut pas au palais de Carthage, mais prisonnier politique de facto , dans la maison du gouverneur de sa ville natale Monastir, onze ans après avoir été déposé par le chef de toutes ses polices M. Ben Ali.

Il n'en alla pas de même du dictateur syrien Hafez El Assad. Lui aussi modifia la constitution à plusieurs reprises et resta au pouvoir jusqu'à sa mort en 2OO0.

Un régime de pouvoir héréditaire.

De la présidence à vie, on glissa subrepticement à la transmission du pays au rejeton.

Mais on n'est plus dans les années 20 où un obscur colonel pouvait se couronner shah d'Iran et laisser '' l'empire'' à son fils. Les temps sont durs pour les couronnements intempestifs. Celui de Bokassa, dans les années 70, relevait de la pitrerie sanglante. Les choses, depuis, n'ont fait qu'empirer .Le Communisme, le démocratisme et l'islamisme en expansion ne font plus beaucoup de place aux restaurations. Les velléités de retour au régime monarchique en Roumanie, ou en Irak, après la chute des dictatures, ont vite tourné à l'aventure dérisoire.

D'une certaine façon, cela est rassurant car c'est là une reconnaissance de la force et de la pénétration de l'idéal républicain dans le monde en général et le monde arabe en particulier. Donc, le contexte national et international actuel étant ce qu'il est, il faut ruser en attendant des temps meilleurs.

A défaut de pouvoir transmettre un royaume, on transmettra une ''République'', du moins là où il y a un héritier disponible.

Moubarak en Egypte, qui en est à sa nième modification de la constitution, Kadhafi en Libye travaillent à paver le chemin à leurs fils très impliqués dans l'exercice du pouvoir. On a toutes les raisons de croire que si Saddam n'avait pas été éliminé par la guerre américaine et s'il était mort au pouvoir, c'est son fils aîné, le tristement célèbre Oddei qui lui aurait succédé.

L'exemple pour tous ces pères attentifs reste celui de Hafez El Assad, mort probablement trop tôt dans son planning .Car voilà que la constitution stipule que le président doit avoir 40 ans , et que l'héritier n'en a que trente quatre. Peu importe, le ''parlement'' syrien modifia en juillet 2000 la constitution lors d'une brève séance et abaissa l'âge réglementaire à trente quatre ans tout juste, ce qui permit le plus légalement du monde à Bashar El Assad de succéder à Hafez El Assad.

La rue arabe réagit rapidement et à sa manière à cette mode. La ''nokta '' (blague) se répand du golfe à l'Atlantique avec de multiples variantes.

L'archange Gabriel reçoit l'âme des défunts et les aiguillonne qui, vers la paradis, qui vers l'enfer. Mais voilà que tous les tortionnaires, tous les politiciens corrompus, tous les marchands d'armes, tous les juges véreux, tous les usuriers, sont acheminés vers le paradis.

Par contre les martyrs, les bons, les justes, les mères courage, tous les gens pieux et honnêtes sont directement envoyés en enfer. Protestations véhémentes dans la queue et demande d'explication. L'archange Gabriel répond .Ici aussi on vient de changer la constitution.

Qu'il s'agisse de Hafez El Assad , de Bourguiba , de Kadhafi, de Saddam ou de leurs copies médiocres comme Ben Ali , nous avons à l'évidence affaire à des rois- roturiers , des monarques absolus .

Même Bourguiba, le moderne, aimait organiser des joutes poétiques ou des rimeurs de bas étage faisaient de la surenchère en matière d'obséquiosités en vers grassement payés…. exactement à la manière des califes de l'âge d'or.

Les'' joumloukia '' ne sont pas simplement des ratés ou de pitoyables parodies de la République moderne. Ce sont des monarchies honteuses.

*

Le problème qui se pose est évidemment de savoir si cet échec au niveau de la rive sud de la Méditerranée du projet républicain, est de nature culturelle ou conjoncturelle.

Je laisserai aux culturalistes et autres racistes occidentaux le soin d'aligner leurs arguments éculés sur les spécificités culturelles, les barrières infranchissables, le caractère '' bien de chez nous '' et de la Démocratie et de la République, purs produits du terroir culturel et qui ne sauraient, pas plus que les ceps du pinot, être repiqués ailleurs.

Je laisserai de la même façon à leurs alter -ego arabes le soin de démontrer que notre culture arabo-islamique n'a besoin d'aucune recette importée d'ailleurs surtout pas de l'Occident impie et impérialiste et que nous avons dans le Coran et la Sunna toutes les solutions à nos problèmes, etc.
N'en déplaise à tous les culturalistes, les cultures sont toujours hétérogènes, faites d'apports divers et d'enrichissements mutuels. On voit mal la culture occidentale du moyen –âge sans le judaïsme et le christianisme, deux religions importées du moyen –orient. On voit mal aujourd'hui ce que serait la musique américaine sans le jazz. De la même façon on voit mal la culture arabe du moyen âge sans l'apport grec, perse et indien ou ce qu'elle pourrait être aujourd'hui sans l'apport occidental.
Mieux, les cultures sont entités vivantes en perpétuel changement et nul n'est en mesure d'en prédire l'évolution ou d'anticiper sur les changements profonds qu'elles pourraient connaître.
Voilà pourquoi je défendrai le point de vue selon lequel les Arabes sont dans un processus d'aggiornamento de leur système politique et que la ''joumloukia'' est leur tentative et échec actuels dans l'instauration du régime républicain occidental, que beaucoup d'entre eux veulent s'approprier au même titre que l'informatique.
L'idée que nous sommes dans un processus et non dans une fatalité n'est pas simplement le fruit de l'expérience politique sur le terrain. Elle est fortement suggérée par l'histoire elle-même.

*

Les linguistes, les historiens et les anthropologues nous ont enseigné la prudence dans l'interprétation de vocables en apparence identiques mais qui ont des sens très différents selon l'espace et le temps.
L'Etat que le Prophète installe à Médine après avoir fui La Mecque en 622, ne peut être qualifié de République. L'égalité qu'il instaure entre les membres de la communauté des croyants n'est pas *notre* égalité. La suprématie de la loi ne recouvre pas *notre* concept moderne de l'Etat de droit. L'ordre qu'il donne à ses compagnons de mettre la chose publique en délibération –dont la nomination d'un chef - n'est pas *notre* démocratie élective.
Ceci étant dit, on peut affirmer avec prudence que ce premier Etat islamique porte les germes qui donneront plus tard et ailleurs la République moderne.
Par contre, ce qu'on peut affirmer en étant certain de ne pas être contredit, est que l'islam est clairement anti-monarchique.
Le verset 27 du Coran (interdit dans les prêches du vendredi en Arabie Saoudite) dit : ''Les rois entrant dans une communauté la corrompent''. Le jugement est clair et sans concessions. Il n'y a pas de bons et de mauvais rois. C'est le fait même de la royauté qui est corrupteur de communauté, le concept de corruption devant être compris au sens le plus large.
Le prophète refuse la royauté, quand les membres de sa tribu la lui proposent, en échange de l'abandon de sa prédication. Les quatre premiers califes (successeurs du prophète) ne se transmettent pas le pouvoir de père en fils mais sont choisis après délibération. Ils sont assujettis à la loi commune, leur mission consistant à promouvoir, protéger et restaurer les valeurs cardinales de l'islam, à savoir l'égalité, la justice et la fraternité entre les croyants.
Cette forme de gouvernement est une rupture totale par rapport aux us et coutumes politiques de l'Arabie d'alors, largement influencée par les deux super-puissances de l'époque : l'empire byzantin et l'empire sassanide.
Qualifions ce premier état islamique, à défaut d'autre vocable, de proto- République.
Elle ne durera que de 622 à 661, dont une première décennie sous l'autorité du prophète lui-même.
Muawiya en écrasant militairement Ali, le dernier successeur élu et le propre gendre du prophète , franchit le Rubicon en fondant à Damas en 661 la dynastie Omeyyade.

C'est son petit fils ''Yazid'', qui fit assassiner Hussein le petit fils rebelle du prophète, à Karbala le 10 octobre 680, assassinat qui démarra la carrière qu'on sait du schisme chiite.
Tant Les Omeyyades (661-750) que les Abbassides(750-1258) se prétendirent pourtant les successeurs du prophète alors qu'ils étaient manifestement ces rois corrupteurs dénoncés par le Coran.
La victoire monarchiste sur le rêve du prophète allait durer quinze siècles. Mais le feu n'a jamais cessé de couver sous les cendres. Il flambera sporadiquement sous forme d'innombrables révoltes, toujours d'habillage religieux, toujours de nature politique.
D'une certaine façon, seule la lecture historique permet de comprendre au plus juste la nature de la guerre que fait l'intégrisme actuel aux royautés sans fard et aux royautés honteuses. Elle dévoile dans ce combat titanesque le rêve jamais oublié de refaire Médine, maintenant hissée au rang de mythe fondateur. Les Occidentaux qui se plaignent du terrorisme islamiste ne réalisent pas à quel point, en devenant les protecteurs des ''rois corrupteurs'', ils se sont fourvoyés dans un conflit qui ne les concernait en rien.
Ce n'est pas un hasard si la première grande victoire islamiste sur une royauté corrompue a installé un Etat qualifié de République islamiste.
Depuis, cette dernière est devenue le modèle pour tous les révolutionnaires de droite, que sont les intégristes islamistes.
Le Soudan s'est engagé depuis le début des années 90 dans la mise en place d'un tel régime.
Grâce à l'intervention américaine qui a pavé le chemin du pouvoir aux chiites irakiens, il se profile à l'horizon en Irak.
Qu'ils le clament ou le taisent, qu'ils abordent la question par le biais du politique, ou du caritatif, les islamistes travaillent partout à l'avènement de la République islamiste.
Pourquoi un Républicain arabe n'adhèrerait- il pas à un tel projet, à la fois si enraciné dans la culture et si porteur de valeurs dites modernes ?
La religion ? Mais la République américaine n'est-elle pas, par beaucoup d'aspects, une République chrétienne, ce qui ne l'empêche nullement d'être une vraie République.
La réponse est simple : La République islamiste est peut être islamiste mais ce n'est certainement pas une République. C'est une joumloukia à masque religieux.
Envisageons les grands principes de fonctionnent du régime iranien actuel.
On retrouve tout le goût du formalisme des ''Républimonarchies '' arabes comme la promulgation d'une constitution, la tenue d'élections régulières ou le statut de ''citoyens'' magiquement octroyé aux sujets de l'Etat despotique. Certes, en Iran, le jeu est plus ouvert qu'en Syrie au niveau des soit –disant consultations électorales, mais le noyau dur des institutions du régime syrien y est.
Le pouvoir n'émane pas de la volonté du peuple mais de celle du ''Fakih'', ce souverain pontife de Qom, tout aussi inamovible et aussi infaillible que celui de Rome, à la fois, dépositaire, gardien et seul interprète de la parole de Dieu et de la tradition de Médine. La République islamiste ne sépare donc pas les pouvoirs et ne les répartit pas. Elle les unifie et les concentrent dans les mêmes mains.
Il n'y a pas de transmission héréditaire nous dira-t-on. Oui mais il y a transmission au sein du même clan. A la limite, peu importe que ce dernier soit le milieu du renseignement, une caste militaire, ou une école religieuse , l'essentiel est que le peuple en soit exclu .
On peut rappeler aussi que le souverain pontife chiite n'a pas d'équivalent dans l'islam sunnite. Peu importe, un groupe ou un homme pourront, à l'ombre d'un régime autoritaire occuper une fonction si fondamentale.
Les intégristes ne semblent pas comprendre que la corruption se développe d'autant plus facilement que le champ politique est fermé par l'autoritarisme, l'opacité et l'impunité.

Ils ne perçoivent pas que la supériorité de la forme moderne de la République ne tient pas de l'idéologie , somme toute banale, mais des techniques mises en œuvre pour combattre les ''rois corrupteurs'' quel que soit leur masque.
Dans cette République moderne, on ne compte ni sur les sermons, ni sur la répression, mais sur des institutions gérant les garde-fous et les procédures de retour à l'équilibre. Les libertés notamment celle de la presse, l'indépendance de la justice, la remise régulière en jeu de tous les mandats, y compris de la fonction suprême, permettent cette navigation au long cours où l'on peut garder le cap, à force d'ajustements continuels. Dans ce type de fonctionnement la corruption est reconnue pour ce qu'elle est : une plante vénéneuse et vigoureuse qui pousse en continu sur le champ du politique et sur laquelle il faut faire passer la tondeuse régulièrement.
La République moderne n'est une vraie République que si elle est démocratique. Sans la Démocratie, les intégristes, comme cela se voit dans la République Chiite d'Iran ou la République Sunnite du Soudan, sont condamnés à refaire ce qu'ils ont défait. La malédiction de Sisyphe en somme.

*

Nul ne se fait beaucoup d'illusions sur l'avenir des '' Joumloukia''. Le protecteur américain lui-même veut leur disparition .Les vrais royautés se lancent timidement sur le douloureux chemin de l'aggiornamento, comme au Maroc ou en Jordanie. Mais à long terme et pour la majeure partie du monde arabe, le choix du système politique dominant se fera entre la République islamiste et la République démocratique. On aura remarqué que le terme de laïcité a été soigneusement évité. Je ne rentrerai pas ici dans le débat complexe sur la relation presque automatique que font les Français entre République et laïcité .On ne peut que souligner au passage que cette notion qui n'est déjà pas transposable aux USA ou en Grèce, est encore moins transposable dans le monde arabe.
La laïcité y étant perçue comme une idéologie anti-religieuse, c'est vraiment condamner à l'échec le projet républicain arabe que d'exiger de lui son adoption. Cela ne ferait que renforcer le courant intégriste. Or ce dernier est déjà comme porté par une sorte de Gulf – stream politique , toujours chaud ,en permanence renouvelé et circulant dans les profondeurs de la culture .Il se nourrit d'un mythe fondateur puissant , s'enracine dans la structure familiale patriarcale , se renforce continuellement par la corruption des vrais rois et de leurs copies et de plus en plus de l'arrogance de leurs protecteurs étrangers. Il est donc inutile que les Républicains lui fournissent une arme de plus pour les combattre.
Maintenant, que pèse, face à une telle force, leur projet de République régie par la démocratie ?
Il faut revenir ici à notre analyse de la situation culturelle sociale et politique en tant qu'elle est changement et processus.
C'est une évidence que la société arabe d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de Médine.
Le changement progressif du statut de la femme, l'alphabétisation, l'élévation du niveau de vie, le contact avec l'Occident ont radicalement modifié les données sociales, culturelles et économiques du problème politique.
Aujourd'hui la majorité des classes moyennes arabes, très largement ouvertes sur le monde et très politisées, ne rêve pas d'un mythique Etat islamique pur et dur, mais d'une Démocratie qui respecte ses droits et libertés. Les sociétés arabes sont d'ores et déjà dans le débat démocratique. Les chaînes satellitaires arabes, au nombre de 140, ont délié les langues et désacralisé les pouvoirs. Les sociétés civiles s'organisent et se renforcent alors que le discours et les anciennes structures d'encadrement des Joumloukia sombrent dans le ridicule et l'impuissance.
Si le projet de République islamiste tire sa force du passé, celui de République démocratique tire la sienne de la force du présent.

De là à affirmer que c'est ce dernier projet qui va l'emporter dans la course à l'héritage des '' Joumloukia'' ….voilà un pas à ne pas franchir de peur de faire rire de nous les historiens du futur.
Mais puisqu'on parle d'ironie de l'histoire , rappelons à quelle point elle est amère pour les Républicains et démocrates arabes qui voient les démocraties occidentales réchauffer dans leu sein un Ben laden , appuyer toutes les Joumloukia , et donner aujourd'hui en Irak la plus détestable image de la Démocratie.
Oui comme il est ironique de voir les Républiques démocratiques occidentales paver le chemin des Républiques islamistes anti-démocratiques et anti-occidentales.

*****

Juillet 2005

La médecine des camps d'extermination

Pour un médecin formé à l'école humaniste, il est parfois difficile de vaincre un sentiment d'incrédulité en reconstituant les expériences telles qu'elles ont été conduites dans les camps.

L'horrible s'est déjà produit, a dit Kafka; mais le propre de l'histoire est de se répéter, ne fut-ce qu'en bégayant. Il est donc bon d'étudier plus précisément les faits.

François Bayle a reconstitué ces expériences et rassemblé une somme impressionnante de documents correspondances des principaux expérimentateurs avec les autorités nazies, comptes-rendus d'expériences, interrogatoires de médecins devant le Tribunal de Nuremberg contre-interrogatoires de la défense etc...

Quoique saupoudré de considérations morphologiques, graphologiques, psychologiques, souvent fort désobligeantes, injurieuses (et sans grand intérêt) à l'égard des expérimentateurs, le livre de Bayle « Croix Gammée contre Caducée », n'en constitue pas moins une mine de renseignements très précieux. Qu'y apprend-on?

Menées avec l'accord et sous la direction des plus hautes autorités politiques dans les campa de concentration de 1933 à 1945, les expériences humaines ont intéressé pratiquement tous les domaines de la médecine.

Ce qui frappe d'emblée dans ces expériences, c'est la façon tout à fait surprenante, en tous cas inconnue jusque là en médecine, de poser les problèmes. Dans une lettre datée du 15mai1941, Rasher, un des plus grands expérimentateurs nazis, écrivait à Himmler : « *il est regrettable de ne pouvoir faire les expériences de vol â haute altitude sur du matériel humain, car ces expériences étant très dangereuses, personne n 'est volontaire... Pouvez-vous mettre â notre disposition deux ou trois criminels professionnels â des fins expérimentales ? Des faibles d'esprit pourraient aussi servir de matériel d'expérience*

La mise à la disposition de Rasher de ((matériel humain » ne posant aucun problème, les expériences purent commencer à Dachau. Une chambre à basse pression fut construite dans laquelle on pouvait simuler les conditions de chute, depuis l'altitude fictive de 15km, le sujet (encore serait-il plus exact de parler d'objet) étant suspendu à des courroies de parachute.

Le compte –rendu décrit avec détail la lente asphyxie, les convulsions, l'hébétude

Deux cents hommes furent utilisés dans ces expériences, quatre-vingts périrent.

Un autre problème, rendu dramatique par la guerre à l'Est et la mort des pilotes tombés en mer, à savoir la réanimation des gelés, fut aussi cavalièrement résolu. Les essais comparatifs des diverses méthodes de traitement pouvaient se faire sur des soldats déjà atteints, mais c'est méconnaître là l'esprit scientifique et rigoureux des expérimentateurs, pour qui le problème est d'abord de dominer tous les paramètres. On reprit la question depuis le début.

Holz-Holmer, honorable professeur de physiologie à la faculté de Kiel, conduisit ces expériences avec flasher. Un compte-rendu adressé à Himmler le 15 août 1942 décrit bien le déroulement de l'expérience, « *Les sujets furent immergés en uniforme de vol complet avec*

une combinaison d'hiver ou d'été, et un casque d'aviateur, une ceinture de sauvetage en caoutchouc, ou en kapok empêchant la submersion. Les expériences se firent dans l'eau dont la température variait de 2,5° à 12°. Dans une série d'expériences le bulbe et le cerveau

Furent maintenus au-dessus de l'eau, alors que dans une autre série, la région occipitale et le bulbe furent maintenus dans l'eau. Des mesures électriques donnèrent des températures de 26°4 dans l'estomac, et 26°5 dans le rectum. La mort survint seulement lorsque le bulbe et ta région occipitale furent également immergés. Dans les cas mortels, l'autopsie a toujours montré ta présence d'un hématome crânien du volume d'un litre. Le coeur a montré invariablement une extrême dilatation du ventricule droit. Chaque fois que la température centrale atteignait 2°, les sujets mourraient invariablement en dépit de tous les efforts faits pour les ramener à la vie.

Trois cents à quatre cents personnes furent ainsi frigorifiées neuf à quatorze heures par jour, nues à l'air libre, par moins trente degrés, ou immergées dans des bacs glacés. Les expériences permirent de préciser à quelle température survenait la mort, ainsi que sa cause directe, à savoir une fibrillation ventriculaire.

Plusieurs procédés de réanimation furent utilisés dont un procédé suggéré par Himmler en personne, appelé pompeusement : la méthode de chaleur animale. L'idée consistait à blottir l'homme repêché à temps contre une ou plusieurs femmes nues. Rasher, établit avec le plus grand sérieux, les courbes d'élévation de la température rectale de l'homme blotti d'abord, contre une, contre deux, puis contre trois femmes. Il nota si le cobaye était en mesure d'honorer sa bouillotte, à quel point de la courbe survenait la bénéfique copulation; et son rôle dans l'élévation de la température centrale. Le prix de ces expériences dérisoires se monta à quatre vingt morts.

A Sachenhausen, on s'attaqua dès 1939, au problème de l'efficacité des divers traitements des brûlures provoquées par l'ypérite. Hirt devait reprendre ces expériences plus tard à Strasbourg, en expérimentant sur des Polonais, des Russes, des Tziganes et des Juifs. Les choses se passaient de la façon suivante : on déshabillait les prisonniers, on posait sur leur avant-bras une goutte du liquide, et on les observait dans une chambre spéciale Premier point déterminer la chronologie et le type des lésions, avant d'essayer et de comparer les diverses thérapeutiques. Des photographies étaient prises à intervalles réguliers. Les morts étaient disséqués, et les dégâts pulmonaires soigneusement analysés. D'autres furent atrocement brûlés au phosphore avant d'être badigeonnés par toutes sortes de produits antidotes.

Des anticoagulants, des hémostatiques divers furent essayés sur des sujets qu'on saignait... à coups de feu.

Toutes sortes de poisons avec recherche d'antidote furent testées comprimés de cyanure de potassium alcaloïdes, eau contaminée par des gaz toxiques etc... L'expérience des projectiles chargés d'aconitine est très typique de ce genre de recherche particulièrement fréquente dans les camps de l'époque.

Les balles chargées du poison étaient tirées dans la cuisse de prisonniers russes. Mrugowsky notait avec soin les symptômes de l'empoisonnement: troubles moteurs, écoulement de salives, étranglement, vomissements, temps au bout duquel le pouls devenait imperceptible, les bruits du coeur inaudibles, les réflexes absents, et l'installation de la mort. Il concluait ainsi son rapport daté du 12 septembre 1944, « *peu à peu l'agitation se calma, les pupilles*

s'agrandirent au maximum, les condamnés restèrent étendus tranquillement. L'un d'entre eux fut pris de crampes. Un écoulement d'urine f ut observé. La mort survint respectivement 121, 123 et 129 minutes après la blessure ~.

De nombreux médicaments au métabolisme inconnu furent administrés aux prisonniers. Certaines expériences allièrent le cocasse à l'horrible. Ainsi un médecin danois du nom de Vermet essaya des implants d'hormones mâles, pour guérir les... homosexuels et les impuissants. On imagine le déroulement de ces recherches, et le caractère des contrôles appelés à juger l'efficacité du traitement.

De toutes les expériences à visée thérapeutique, les plus cruelles ont été les expériences chirurgicales. Stumfegger, essaya de trouver le meilleur procédé d'ostéosynthèse pour remettre rapidement sur pied les blessés de guerre allemands. Sur une table d'opération, il cassait avec un marteau les tibias et péronés des jeunes détenues, essayait et comparait diverses techniques chirurgicales. Des fragments d'os, des muscles, des nerfs furent prélevés pour être greffés sur des malades allemands. C'est à Ravensbruck que ces dernières expériences furent pratiquées, sur des jeunes Polonaises essentiellement. L'ostéomyélite intéressait les chercheurs de ce camp. Pour mener à bien ce travail, ils disposaient d'un matériel humain *nombreux,* isolé dans un bloc spécial, constitué par des femmes répondant au gentil sobriquet de « lapins du bloc 5 ». Il s'agissait dans un premier temps, d'injecter aux femmes, saines des cultures virulentes de streptocoque, de staphylocoque et de bacilles tétaniques, sous la peau, dans les muscles et les os. Une fois l'ostéomyélite expérimentale créée, on procédait à l'essai des sulfamides. Pour savoir si les os pouvaient se régénérer sans périoste, on prélevait des fragments d'os longs : cinq centimètres de tibia, ou de péroné. Ces fragments étaient parfois remplacés par du métal, parfois laissés tels quels... et on attendait!

Les expérimentateurs voulurent mettre au point certaines techniques de greffes audacieuses. Des femmes bien portantes subirent des amputations hautes; un membre supérieur était enlevé avec la clavicule et l'omoplate, ou un membre inférieur enlevé avec l'os iliaque. Immédiatement enveloppés dans de la gaze stérile, les membres amputés étaient transportés pour être greffés sur des blessés en manque d'un bras, avec clavicule et omoplate. Quant aux femmes, elles étaient gazées. Leur mission était accomplie.

Autre préoccupation des chercheurs nazis : la pathogénie, l'essai thérapeutique et la vaccination des maladies infectieuses. Le protocole de ces expériences était toujours le même. Les cobayes étaient divisés en deux groupes. Le premier groupe était simplement infecté par tel ou tel germe virus, bactérie ou parasite, tandis que le deuxième était vacciné ou traité en même temps qu'infecté. Les expériences sur le typhus sont particulièrement significatives de cette approche d'objectivité maxima, particulièrement bien mise au point dans les camps.

Question quel est le moyen le plus sûr et le plus pratique pour provoquer une infection artificielle?

Réponse 2 cm^3 de suspension de rickettsies (Charles Nicolle qui avait étudié la même question, dans un tout autre but, opérait en injectant... 2/100 de cm^3).

Pour garder une réserve de rickettsies, les expérimentateurs élirent un groupe dont la seule fonction était d'abriter le germe. Régulièrement infectés, ils pouvaient mettre à la disposition des chercheurs les rickettsies par simple prise de sang. 150 à 160 prisonniers trouvèrent la mort dans cette fonction d'hommes éprouvette. Des Juifs furent utilisés pour élever et

nourrir.., les poux qui sont les hôtes naturels des germes. Les essais de vaccination et l'utilisation de diverses thérapeutiques fournies par les laboratoires pharmaceutiques pouvaient alors commencer.

Il en alla de même pour la recherche d'un vaccin antipaludéen. Shilling infecta à Dachau, par *du plasmodium vivax,* 1 100 détenus dont 200 prêtres polonais. Une fois inoculés, ils devaient subir divers traitements tout aussi hasardeux et dangereux les uns que les autres. 300 à 400 personnes payèrent de leur vie, l'infestation, le traitement, les examens complémentaires dont des ponctions — biopsie du foie qui entraînaient chaque fois des hémorragies cataclysmiques.

Cette expérimentation nazie pourrait être tenue pour un épiphénomène du nazisme. Or il n'en est rien, car il s'agit d'un lieu central où transparaissent la structure mentale, les fantasmes, et les motivations profondes de la mentalité fasciste.

A cet égard les expériences de stérilisation et d'euthanasie entreprises à grande échelle sont très significatives. La politi9ue d'assainissement' de la. race, et le retour à la pureté biologique de l'âge d'or aryen, était inscrite en toute lettre dans le manifeste politique nazi. HitIer avait écrit dans Mein Kampf: l'Etat *doit déclarer indigne de procréer et en empêcher toute personne apparemment malade et chargée d'une hérédité dont elle risque d'accabler ta descendance*. Cette politique d'assainissement raciale portera sur deux fronts l'intérieur et l'extérieur.

La liste des pestiférés de l'hérédité fut dressée par la loi du 14 Juillet 1933. Elle comprenait les débiles mentaux, congénitaux, les schizophrènes, les maniaco-dépressifs, les épileptiques, tous les malades atteints d'une affection neurologique terminale comme la chorée de Huntington, ou d'une malformation corporelle héréditaire grave, les alcooliques, et les. fous criminels,. A origine cette loi ne prévoyait que la stérilisation. Par la suite, Hitler ordonna, par un décret antidaté de septembre i 939, la suppression de ces incurables. La guerre était pour lui, non seulement l'occasion d'agrandir le territoire de chasse, mais aussi l'occasion rêvée de débarrasser la race de ses tares. Ce n'est donc plus l'individu qui est l'objet de l'expérimentation, mais la race dans sa totalité. Il s'agit, par le biais de la suppression d'inaptes, de créer enfin cet homme sain, qui constitue le phantasme numéro un de toutes les idéologies totalitaires.

Aux Allemands présentant des tares médicales et biologiques, les nazis ajoutèrent les étrangers, spécialement Juifs et Tziganes, dont le statut politique et social, n'était rien d'autre que l'expression d'une tare plus profonde et plus totale. Cette tare n'était plus la maladie d'un Système ou d'un organe, mais la déchéance de la personne dans sa totalité, du fait de son appartenance à une race inférieure (voir annexe 1).

Le savoir médical avait donc à répondre à deux types de questions jusque là hors de son champ : Qui est digne de vivre ? Comment tuer les incurables avec le meilleur rendement possible. Quel commentaire devant tant de folie sinon encore et toujours le devoir de mémoire .Qui se rappelle encore ce sont deux médecins français Carrel et Richet, tous deux prix Nobel de médecine qui ont théorisé et préconisé l'élimination des plus faibles.

Pour non assistance à peuple en danger

Le 24 octobre prochain auront lieu, en Tunisie des ‘’élections présidentielles et législatives’’ qui ont toutes les chances de passer inaperçues compte tenu du vacarme du monde et de la proximité de consultations autrement plus importantes pour son avenir. Pourtant ces élections, aux enjeux bien modestes, posent des questions politiques de fond, ne fut-ce que parce qu’elles montrent comment la démocratie peut être insultée par le détournement, la manipulation des ses mécanismes appelés à jeter un voile de légitimité sur la dictature.

Donc le président tunisien, comme tout bon dictateur, s’est fait ‘’élire’’ par 99,7% des voix en 1989, par 99,6% en 1994, par 99 ,4% en 1999. En 2002, il a obtenu la modification de la constitution (devinez par quel pourcentage des voix) l’autorisant à être un candidat perpétuel à sa propre succession et lui conférant de plus l’immunité absolue. Le voilà qui prépare son cinquième 99%, après avoir désigné ses ‘’concurrents’ et décidé de la répartition du 1% qu’ils devront se partager.

Or que se passera-t-il le 25 octobre à l’annonce de ’’l’élection’’ triomphale du dictateur? Rien ou presque! M. Ben Ali recevra des télégrammes de félicitations y compris de chefs d’Etats démocratiques. la tragédie d’un peuple dont la souveraineté et les libertés ont été confisquées se prolongera encore des années, car derrière l’illusion savamment entretenue d’une économie performante, il y a le démenti tragique du détroit de Sicile, véritable cimetière où s’accumulent les cadavres de jeunes cherchant à fuir par tous les moyens le chômage et la répression. Un Etat violent gangrené par la corruptions continuera à régner par la peur et l’arbitraire sur des sujets appelés pour mieux se moquer d’eux des citoyens. La société civile tunisienne ne pourra contester le résultat grotesque devant aucun tribunal constitutionnel tunisien. De plus est il n’existe aucun recours légal international contre un Etat dit national mais illégitime.

Or si nous persistons à croire et à travailler à l’avènement d’un monde où le droit prime sur la force, il faut qu’il y ait une structure judiciaire à laquelle peut s’adresser la société civile nationale ou internationale pour demander justice face à un pouvoir coupable de violer les textes qui fondent aujourd’hui la légalité internationale et constitue l’équivalent d’une véritable constitution universelle.

Rappelons que l’humanité se dote depuis cinquante ans d’un corpus de principes et de lois rédigées par le législateur Universel Onusien sous forme de chartes, déclarations, pactes et autres conventions, qui font office, en attendant mieux, de constitution universelle.

Ses éléments sont la charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits l’homme (DUDH), le pacte International pour les droits civils et politiques (PIDCP) et le pacte International des droits économiques sociaux et culturels (PIDESC). Les diverses commissions de l’ONU, chargés de suivre le respect de ces textes, la cour de justice de La Haye, le tribunal pénal international (TPI) sont les bras séculiers de ce pouvoir international en gestation. Or il manque à ce dispositif une pièce clé qui aurait rendu impossibles ou sans lendemain dans tout le monde les ‘’élections‘’ à la tunisienne.

J’ai proposé, d’appeler une telle structure la cour constitutionnelle Internationale (**CCI)**.

Osons rêver et imaginons un organisme chargé de veiller à ce que tous les Etats occupant leur siège à l’ONU, et reconnus par tous les autres Etats, soient des Etats

légitimes, donc issus de vraies élections couronnant l'exercice de toutes les libertés privées et publiques garanties par la DUDH. Cette cour pourrait contrôler le processus électoral, voire exiger que les élections contestées soient refaites sous contrôle de l'ONU. En cas de refus, la sanction serait la prononciation de l'illégitimité internationale de tout régime croyant pouvoir s'imposer à l'intérieur par la fraude et la peur et à l'extérieur par la complaisance due aux ''vainqueurs'' peu regardants sur les moyens de leur victoire.

Venant d'une instance judiciaire et morale mondiale, représentative, indépendante et crédible, ce verdict d'illégitimité renforcerait la résistance démocratique interne, mettrait les pays démocratiques devant leur responsabilité, isolerait le régime hors la loi, l'affaiblirait et diminuerait considérablement sa durée de vie. La CCI serait aussi une pièce maîtresse dans la prévention de la guerre. L'Europe n'a mis fin à ses guerres civiles et commencé à s'unir, qu'à partir du moment où toutes les dictatures européennes ont été liquidées. Le Chaos irakien actuel n'aurait jamais eu lieu, n'eut été l'invasion par le dictateur irakien de l'Iran en 1988 et du Koweït en 1990. Les dictatures arabes sont aujourd'hui le principal ferment du terrorisme qui s'en nourrit tout en les nourrissant. Dans un monde en interdépendance croissante les effets pervers de la dictature, responsables de cette nouvelle forme de la guerre, pourront de moins en moins être cantonnés et circonscrits. La solution est à la fois locale et globale.

La création de la CCI, à l'instar de celle du TPI, ne peut être que le résultat d'un long combat commençant par l'appropriation du projet par tous les démocrates du monde et par les ONG de défense des droits de l'homme. Il se continuerait par une campagne de ''lobbying'' pouvant amener tel ou tel gouvernement démocratique à défendre le projet devant les instances Onusiennes. S'en suivrait alors une guerre de tranchées menée par des dictatures affolées, pour faire avorter le projet ou le vider de sa substance

Nous sommes ici bien entendu dans des perspectives incertaines et à long terme. Nous avons besoin de recourir à des mesures à court terme.

La société civile internationale doit réagir fermement devant les élections à la tunisienne, en les dénonçant et en faisant pression sur les gouvernements démocratiques pour ne pas en reconnaître les résultats. Les commanditaires d'élections aussi grossièrement trafiquées doivent être systématiquement dénoncés. Il s'agit des mêmes, qui pour se maintenir au pouvoir, ne reculent pas devant l'usage systématique de la torture. Il est nécessaire d'aller plus loin que la dénonciation de leurs crimes mis en général sur le compte d'un régime aux contours flous. Il faut au contraire personnaliser la responsabilité. La multiplication des plaintes, comme dans le cas Pinochet, la saisie du tribunal pénal international, l'attribution annuelle du anti- prix Nobel (Qu'on pourrai appeler le prix Hitler) au dictateur de l'année ou à un de ses séides, sont autant de mesures qui pourraient faire réfléchir des hommes ivres de pouvoir et convaincus de leur invulnérabilité.

Loin d'être reconnue pour ce qu'elle est, à savoir l'équivalent d'une catastrophe naturelle, l'installation et le maintien d'une dictature dans un pays donné, est considérée dans les pays démocratiques, au mieux comme une fatalité contre laquelle on ne peut rien, au pitre comme une situation normale avec la quelle on doit s'accommoder voire dont on doit tirer un bénéfice politique ou économique.

Or Pouvons – nous oublier que la ruine d'un des pays les plus riches d'Afrique comme le Congo a pu être organisée et menée à terme du fait d'un seul homme: Mobutu.

Avons–nous le droit d'oublier que des millions d'hommes ont été détenus, humiliés, sont morts inutilement par la volonté de simples mortels

appelés Hitler, Staline, Mao, Pol Pot, Mussolini, Pinochet, Jim Il Sung, Hafez El Asad. Que l'on songe à ce qu'a coûté hier le maintien au pouvoir d'un Saddam Hussein, de ce que coûte toujours en souffrances pour des millions de gens le maintien des dictateurs arabes actuelles. Or il n'y a aucune fatalité à la répétition de tels désastres si l'on se donne simplement la peine de considérer la dictature comme une maladie politique et sociale, qui tue et blesse des millions d'hommes, et qui à l'instar du Sida, de la tuberculose ou des accidents de la route est susceptible d'être contrôlée, voire éradiquée par une conjonctions de mesure curatives et préventives.

_____

Libération _ septembre 2004

Le "Djihad" américain et son impact sur le monde arabe

Il y a quelque chose de surréaliste à entendre les media se demander quand débutera la guerre contre l'Irak, alors qu'entre bombardements et embargo, elle a déjà fait un million de morts dont six cents mille enfants. Ne serait-il pas plus pertinent de parler de l'ultime bataille d'une guerre non déclarée que fait l'Amérique à l'Irak et ce depuis 1991?
Donnée pour inéluctable, cette phase importante du "Djihad" américain contre "l'axe du mal", aura des répercussions à l'échelle planétaire notamment sur le plan économique, géostratégique et politique. Mais c'est le monde arabe, qui sera frappé de plein fouet par son onde de choc. Celle–ci en affectera de façon profonde et durable les trois principaux protagonistes: les régimes, la société civile et la population générale.

La décomposition accélérée des régimes

En Afrique (Somalie, Congo, Liberia, Angola ou Côte d'ivoire) on voit apparaître le phénomène inquiétant de peuples sans Etats. Au nord du Sahara et au moyen–orient c'est un phénomène inverse qu'on observe: celui d'Etats sans peuples. Le divorce aujourd'hui entre la quasi-totalité des régimes arabes et leurs populations est tel, que pour les élites, la Démocratie est assimilée a une seconde indépendance et les maffia au pouvoir à des régimes d'occupation interne. La contestation est massive et publique. Elle fait l'objet par exemple, de débats passionnés dans les chaînes satellitaires indépendantes de plus en plus nombreuses comme "Al Jazira" et ce, devant des dizaines de millions de téléspectateurs . Elle ne porte plus sur les politiques des régimes, mais pose de façon crue le problème leur légitimité même.
Dé-légitimisés par leurs mascarades électorales, une corruption scandaleuse, des échecs cuisants notamment dans le domaine économique, une impuissance totale face au drame palestinien, ces régimes ne survivent que par la répression policière et le soutien occidental notamment américain. Or la bataille ultime contre l'Irak, va les mettre dans une situation tout simplement impossible. Ils ne peuvent rien refuser au protecteur américain et seront donc obligés de réprimer la rue massivement rangée derrière la cause Irakienne. Le fossé qui les séparait de leurs peuples va devenir un gouffre. La tête de beaucoup de régimes est déjà sur le billot. Pour ce qui est du couperet, c'est une simple question de temps.

Le recul de la démocratie, la flambée de L'intégrisme

La société civile arabe est comme partout un fourre-tout d'organisations et de partis, constituant le dernier carré, à la fois base de repli et de renaissance du politique, dans des sociétés profondément dégoûtés de la politique. Elle est actuellement composée de deux courants: le démocratique et l'Intégriste.

Pour les Démocrates et pacifistes arabes, le Djihad américain constitue la menace la plus sérieuse sur les chances de démocratisation de nos sociétés. Le premier mécanisme est l'indéfectible soutien américain à toutes nos dictatures Saddam Hussein n'est pas voué aux gémonies parce que dictateur, mais parce que c'est le seul dictateur hors contrôle. Le second mécanisme est plus complexe. Les populations arabes se ferment de plus en plus à un discours utilisé à profusion par des gens qui mettent des Arabes et des Musulmans dans des cages d'animaux à 2Guantanamo", pratiquent un double standard grossier, ne reculent devant aucun ridicule (notamment en allouant. 29 millions de dollars (sic) à la promotion de la Démocratie dans nos pays) et surtout qui l'utilisent comme justification de la bataille à venir. Ce continuel parasitage américain du discours des démocrates arabes fait de nous au regard de notre opinion publique au mieux des naïfs, au pire des agents. De ce fait les peuples Arabes ont tendance à vider le bébé

démocratique avec l'eau du bain de la politique occidentale. Toute notre technique de "vente" consiste en permanence à essayer de dissocier la Démocratie de l'Occident et de ses politiques, à la présenter comme une technique, ubiquitaire au même titre que l'informatiqueque nous devons nous approprier pour notre survie et notre salut.

Le discours Intégriste, lui, n'a pas à s'embarrasser de telles complexités. Il parle au cœur et aux tripes. Il se pare de la gloire de la résistance armée à l'arrogance et à l'hégémonisme, que ce soit en Afghanistan, en Palestine ou au Sud-Liban. Sa popularité s'étend et son influence se renforce. On l'a bien vu aux résultats des dernières élections au Maroc, ou dans ce pays qu'on croyait à peine musulman: La Turquie. Le Djihad américain ouvre en réalité dans tout le monde arabo-musulman, une autoroute à l'intégrisme qu'il prétend combattre. Quel paradoxe dira-t-on, en fait rien de plus logique . Le complexe militaro–industriel, notamment pétrolier, a besoin d'un ennemi, comme le bébé a besoin d'une maman pour le nourrir. comment pourrait-il justifier autrement son existence et ses politiques? Que le prix, soit le ''clash des civilisations", l'extension dans le monde entier de la misère et de l'oppression, ne pose aucun problème puisque loin d'affaiblir le "Djihad", il le renforce au contraire.

Le renforcement de la xénophobie

Tous les soirs des millions de foyers arabes suivent le calvaire palestinien qu'ils imputent tout aussi bien à Bush qu'à Charon. Ce traumatisme psychologique risque de s'aggraver considérablement avec l'arrivée des images irakiennes. Les Américains organisent déjà l'embargo sur de telles images, pour que ne se renouvelle pas leur mésaventure avec la couverture d'Al Jazira de la guerre en Afghanistan. Le discours des démocrates arabes risque de devenir de plus en plus acrobatique. Comment découpler dans l'opinion publique arabe Démocratie et occident tout en s'opposant à une vague de xénophobie anti- occidentale?

Il est en effet difficile pour des peuples blessés de distinguer entre les valeurs occidentales, les politiques de Etats et des sociétés civiles massivement hostiles à la guerre et qui plus est sont nos meilleurs alliés contre nos dictatures. Par contre l'opinion publique perçoit la différence entre un Occident américain détestable, et un Occident européen plus proche et moins hostile. Ironiquement, il y a cinquante ans, c'était tout juste le contraire. Il est vrai qu'à l'époque, comme lors de la crise de Suez en 1956, la gentille Amérique s'opposait au colonialisme européen et à ses soubresauts. C'est là la chance de l'Europe d'aujourd'hui. Activement impliquée dans la recherche d'une solution pacifique ou travaillant à circonscrire l'incendie allumé par les intégristes de Washington, l'Europe, au delà des résultats politiques tangibles, maintiendra les liens que les Américains sont en train de déchirer avec les peuples et les élites du monde arabe. Reste à espérer que la société civile américaine puisse elle aussi faire entendre sa voix, pour le Djihad de Bush répondant à la croisade de Ben laden, ne réalisent pas les prophéties savamment manipulées autour de ce qui pourrait devenir le cauchemar du XXI siècle: La guerre des civilisations, ou au moins un divorce orageux.

Décembre 2002

(critique de livre parue en arabe sept 2003)

Les éditions "Etudes maghrébines" viennet de publier à Londres, le dernier livre en arabe de Moncef Marzouki intitulé" *Min Al Kharab ila Tassis* qu'on pourrait traduire par construire sur les ruines.

Les ruines se sont celles de nos sociétés arabes dont l'auteur analyse avec son sens clinique de médecin chevronné le délabrement politique, économique, culturel et surtout psychologique et spirituel. Toute la première partie du livre est consacrée aux mécanismes fins qui ont détruit à la fois nos rêves, nos aspirations, nos institutions et nos chances d'occuper la place qui devait nous revenir dans le concert des grandes nations. Pour l'auteur, il ne fait aucun doute que le principal responsable est le système politique arabe dans ce qu'il a de constant, d'essentiel à savoir la dictature.

Qu'elle se présente sous le masque du nationalisme, du pan arabisme ou de l'islamisme, ses effets destructeurs ont été partout les mêmes. Mais Ce qui intéresse l'auteur n'est pas de condamner un système ou des régimes qu'il sait condamnés de toutes les façons par l'histoire. Il est déjà dans cet avenir de la reconstruction. Sans être un programme politique la deuxième partie du livres traite des bases théoriques d'un tel programme.

Marzouki y esquisse sa conception de l'Etat démocratique et surtout de la société démocratique arabe en gestation menacée par la résistance de la dictature, les méfaits de la mondialisation… et les insuffisances des démocrates.

Dans ce livre concis et riche, Marzouki poursuit sa réflexion politique sur l'implantation de la Démocratie et des droits de l'homme en Tunisie et dans le monde arabe entreprise il y a près d'un quart de siècle dans de nombreux ouvrages tant en Arabe qu'en Français*.

A la fois témoin, acteur et théoricien de la mutation de notre société, Marzouki incarne la détermination à transformer une révolte en une utopie, une utopie en un rêve, un rêve en un combat. Homme de pensée et de terrain, il nous donne à travers ce dernier livre une leçon d'espoir et de courage. En ces temps où le délabrement psychologique est à son comble, où l'on n'ose plus rêver, l'auteur conscient de toutes les difficultés qui guettent la naissance d'un nouvel ordre politique arabe, mais optimiste et re-constructeur nous rappelle surtout à nos propres responsabilités dans la reconstruction de nos sociétés mutilés et avilies par des systèmes vils dont la survie se fait au prix de celle de nos peuples.

Lettre à mes amis français

Lors d’une des dernières manifestations qui ont sillonné Paris, j’ai été frappé par une pancarte qui disait "le droit d’asile c’est ce qui reste quand tous les autres ont été confisqués".

Celui dont je bénéficie depuis quelques mois en France m’intime l’obligation de réserve dans ce qui semble être une affaire franco-française.

Mais comment se taire devant de tels enjeux, surtout quand ils dépassent largement les frontières de la France.

Comme tous les immigrés, exilés ou Français d’origine "douteuse", j’ai été blessé par le score du front national. J’ai eu aussi une pensée attristée pour mes deux filles nées et vivant ici.

Décidément elles n’ont pas de chance . voilà qu’elles pourraient revivre dans le pays de leur mère le cauchemar qu’elles ont fui dans le pays de leur père.

Mais j’ai été aussi surpris par la surprise de mes amis Français.

Venant d’une zone du monde qu’on dirait infestée par la dictature comme on dit d’autres régions qu’elles sont infestées par le paludisme ,j’ai fini par en connaître tous les visages. Intégriste Islamiste comme au Soudan, nationaliste comme en Syrie ou en Irak, démocratique et droithomienne comme en Tunisie (eh oui), la dictature est toujours la folie d’un homme, le crime organisé d’un entourage, la déchéance d’un peuple.

Pour l’avoir combattu si longtemps en tant que républicain, démocrate, laïc et universaliste j’ai appris à la débusquer sous tous ses accoutrements, subodoré tous ses frémissements quand elle n’est encore qu’une vague menace.

C’est ce frémissement que j’ai ressenti comme tant d’autres ce soir ou tout a basculé par l’annonce de la présence du front national au second tour des élections présidentielles.

J’ai surtout appris à mesurer ce qu’il y a de fragile, de complexe et de miraculeux dans la démocratie.

Comme la santé elle est ce bien inestimable, dont la maintien nécessite une vigilance constante car elle peut s’étioler, s’affaiblir et finir par n’être qu’un agréable regret.

Il n’en demeure pas moins que le sursaut, notamment de la jeunesse, montre bien que le peuple français a encore beaucoup de vie démocratique devant lui.

La santé ne consiste pas dans le fait de ne pas tomber malade mais dans celui de pouvoir rétablir rapidement l'équilibre un instant menacé.

En ce sens, l’équilibre sera rétabli au second tour, et la France pourra croire que ce ne fût qu’une mauvaise fièvre passagère.

Moi aussi j’ai demandé – pour ne pas dire supplié - mes filles de voter pour Jacques Chirac et de plus sans états d’âme, pour participer au rétablissement de l’équilibre.

Mais à quoi servirait de faire barrage à Lepen si c'est pour laisse passer le Lepénisme même rampant?
Outre le grand coup de barre à droite qui viendrait répondre au soi disant message du premier tour, nous démocrates du sud redoutons surtout de voir M Chirac renforcer son appui constant à la dictature dans les pays du sud et notamment en Tunisie.

Or s'il y a, de notre point de vue, une leçon à tirer du cataclysme qui vient de frapper la France, c'est justement le danger d'une telle politique.
Regardez de quoi se nourrit l'extrême droite, non seulement en France, mais dans tout L'Occident.

Immigration et terrorisme international sont ses deux principaux chevaux de bataille.
Mais qu'est ce qui fournit et entretient ces deux sources de l'instabilité sinon la misère, la corruption et la répression dans les pays du sud?

M Chirac et les hommes politiques occidentaux qui jouent la carte des régimes forts dans les pays du sud pour les protéger de l'Intégrisme et du terrorisme prennent les pyromanes pour les pompiers .

La mondialisation n'a pas mis que l'argent et les financiers en réseau. Elle a rendu la Démocratie une et indivisible.

Menacée partout, elle ne peut survivre à long terme dans le nord que si elle s'implante durablement dans le sud. Affaiblie dans le sud elle sera très gravement fragilisée dans le Nord par importation du sud des facteurs favorisant son déclin.
C'est ce lien organique entre le destin du sud et celui du nord qui vient d'être démontré par les élections françaises.

M Chirac entendra-t-il aussi ce message et changera-t-il de politique lui que l'histoire a mis en charge de défendre la démocratie?.

Comprendra-t-il enfin que les premières lignes de défense de cette démocratie française dont on voit à quel point elle est menacée, passent par Tunis, Alger, Rabat, Nouakchott ou Abidjan?

C'est le devoir de toute la société civile et la classe politique française d'inclure plus que jamais cette donnée dans son plan de combat pour sauver "sa" démocratie, sachant qu'elle est aussi la nôtre.

Avril 2002

Attention au dérapage de l'antisémitisme

Les agressions criminelles contre les synagogues d'Istanbul doivent être des signaux d'alerte très forts pour tous les Arabes et les Musulmans. On s'embarque dans la mauvaise direction et nous allons tout perdre si on continue dans cette voie, y compris et surtout notre honneur.

En 1984, au moment du 3eme Congrès de la ligue Tunisienne des droits de l'homme, j'ai vécu une scène à la fois affligeante et rassurante quant à l'antisémitisme arabe.

Nous étions un certain nombre de candidats à briguer un siège dans le nouveau comité directeur. C'était à la fois une lourde responsabilité mais aussi un très grand honneur que d'être élu à cette instance dirigeante de l'organisation de défense des droits de l'homme la plus prestigieuse du monde arabe.

Quelle ne fût ma surprise de voir certains congressistes d'obédience Baasiste, s'en prendre à l'un des candidats à cause de ses origines juives. Outré aussi bien par le racisme bête, que par sa présence dans une telle enceinte, je suis monté à la tribune ne sachant trop comment j'allais stigmatiser le comportement de gens dont on me disait proche. J'ai laissé parler le cœur qui a spontanément trouvé le ton et les mots. Si nous pouvons être fiers d'être arabes, n'était- ce pas, parce que nous appartenons à une nation si peu raciste, qu'elle propose à ses enfants depuis leur naissance, un noir –Antara- comme modèle du courage, un chrétien –Hatem- comme modèle de l'hospitalité et un juif-Samaoual- comme modèle de la fidélité et de l'honneur. La réaction émue de la salle, sa condamnation ferme des propos et comportements antisémites, permit l'élection du candidat Serge Adda par une très large majorité. Cela me rassura énormément. Oui il y a de l'antisémitisme épidermique, mais cela ne peut aller très loin, me suis-je dit . Erreur. Le pourrissement du conflit au proche –Orient, l'apparition de Ben Laden, l'écho de ses discours irresponsables avec ses amalgames et ses simplifications, ont considérablement aggravé la situation depuis vingt ans. L'anti sémitisme arabe se développe au grand dam des démocrates et des militants des droits de l'homme, et pour le plus grand mal de nos causes légitimes.

L'erreur de soi–disant nationalistes ou islamistes, est de mélanger les registres, de se tromper d'adversaires, de faire payer l'innocent à la place du coupable.

C'est ce que font aujourd'hui ceux qui agressent les lieux de culte juifs ou profanent leurs cimetières. Ils semblent faire fi du tort considérable porté à l'image des Arabes et des Musulmans dans le monde. Leur haine les aveugle au point de ne pas voir le caractère contre-productif de telles pratiques et ses effets désastreux sur la cause qu'ils prétendent servir: la fin du véritable martyr que vit le peuple palestinien.

C'est tout cela qu'il faut enseigner à nos jeunes, déboussolés par la colère et le ressentiment. On ne le leur répètera jamais assez que notre problème est avec la politique d'apartheid et de colonisation de l'état d'Israël, non avec les juifs en tant que Juifs, et surtout pas avec les centaines de milliers d'entre eux qui participent à ce formidable élan espoir qu'est l'initiative de Genève. Ce sont les palestiniens qui nous ont appris dés les années 70, à distinguer entre juifs et Sionistes. Si nous perdons de vue ce principe de base, la guerre entre le sionisme et mouvement national de libération Palestinien, pourrait – qu'à Dieu ne plaise – se transformer en une sale guerre de races et de religions. Pour l'instant les profanateurs de tombes et les poseurs de bombes dans les synagogues nous salissent et nous déshonorent .Dans tous les cas de figure ils ne nous représentent pas, ou plus exactement ils ne représentent que ce que toute nation a en elle de détraqué de sombre et d'inhumain. C'est à nous de terrasser la bête avant qu'elle nous terrasse.

Novembre 2003

Un printemps de la démocratie au Maroc

Le Maroc est un pays dont je ne peux pas parler comme du Brésil ou de la Thaïlande. C'est mon second pays. Mon père y est enterré après y avoir vécu trente ans d'exil politique. J' y ai passé mon bac. Deux sœurs et un frère nés de mère marocaine y vivent avec leurs enfants tous marocains et constituent la branche Tetouanaise et Marrakchie de la famille Marzouki. C'est chez eux que je suis allé passé les vacances cet été (où j'ai été pris en charge immédiatement par la police politique). J'ai donc pu suivre la campagne électorale par le menu détail et en discuter avec le petit peuple et certains acteurs.

L'impression est complexe. D'abord, on a beau être prévenu. La différence du climat politique avec notre pays vous saute à la gorge. Il paraît vu de Rabat une république bananière arriérée et sans avenir. J'ai été blessé par le ton de pitié voire de mépris que j'ai entendu partout à propos de la Tunisie sous domination maffieuse .l' incroyable climat de liberté qui règne dans le pays me rappelait curieusement celui qui régnait chez nous au début des années 80 :La même presse déchaînée, la même vie associative riche, les mêmes partis ambitieux bien que de plus grande taille, le même sentiment de légèreté, la même espérance. A une différence près. Au Maroc un jeune souverain qui veut être de son époque permet et accompagne la transition démocratique alors que chez nous un autocrate nous a refusé le droit de devenir un peuple adulte. Le croisement de chemin et l'amorce du processus qui nous a livré à Ben Ali et ses bandes ne fut-il–pas l'annulation par Bourguiba des premières élections libres de 1982? La question est de savoir si les élections de 2OO2 sont la croisée de chemin qui va livrer le Maroc à la Démocratie et non aux Maffias?

Bien sûr tel est mon plus profond souhait. La victoire de la Démocratie au Maroc, c'est sa victoire au Maghreb et donc en Tunisie. Bien sûr les choses se sont passées plutôt bien, et Abderrahmane Youssfi a été vraiment le grand seigneur de ces élections en acceptant l'alternance et en la préparant.

Mais mon amour du mon second pays et mes expériences traumatisantes avec le premier me rendent un peu prudent, pour ne pas dire franchement inquiet. L'apparence ne doit pas nous tromper. Comme chez nous des années 80, les ingrédients d'une évolution à la tunisienne sont tous là et d'abord l'épouvantail islamiste. Certes les Islamistes ont bien joué en refusant de rééditer le coup du FIS, en ne se présentant pas dans tourtes les circonscriptions. Mais leur réussite éclatante a été un message bien reçu par les forces hostiles et qui ont maintenant tout le temps de préparer la politique du ''containment '' de l'ogre.

Rappelons nous que la corruption reste le problème majeur de la société, que la pauvreté y est encore très grande nourrissant l'électorat islamiste et crispant les classes possédantes.

Le risque est qu'on finisse par vider le bébé de la Démocratie avec l'eau sale du prétendu danger islamiste

Si l'affrontement devait y passer à un cran supérieur, le Maroc accouchera pour notre plus grand malheur de Son Ben Ali, confirmant une sorte de loi qui fait que la Tunisie a toujours une longueur d'avance sur lui mais sur un même chemin. Puisse le Maroc ne jamais nous emboîter le pas sur ce chemin qui fût celui de la destruction de l'Etat et de l'implosion de la société.

Il faut donc adopter l'attitude préconisée par Emile Habibi: le pessioptimisme. Faisons confiance à l'histoire qui peut être bloquée comme chez nous pour un temps, mais qui reprend toujours sa marche. Gardons-nous des illusions de la facilité. La Démocratie au Maghreb sera un long et difficile combat.

Mars 2002

Que peut la loi internationale contre la dictature?

Le 27 Mai prochain, un problème inédit va être soumis à ce qu'on appelle la communauté internationale. Posons rapidement les données.

Il existe un pays qui s'appelle la Tunisie, habité par un peuple pacifique, modéré, développé et avide de vivre dans une société démocratique, mais soumis à une dictature d'un autre âge.

Son président a confisqué toutes les libertés individuelles et collectives dont le droit à des élections honnêtes. Il s'est fait "élire" deux fois en 1994 et 1999 par 99% et des poussières. Il se prépare le 26 Mai Prochain à modifier par referendum la constitution qui lui interdit un troisième mandat en 2004.

Nul n'a de doute concernant le résultat de la soi disant consultation du peuple. Elle va lui donner ce qu'il exige: l'impunité, la présidence à vie et le droit de déposséder les traîtres à sa personne de leur nationalité.

Or toute La Tunisie, bâillonnée et fliquée comme nulle autre population au monde, rejette avec horreur une telle perspective

Malgré une répression qui s'emballe, la résistance démocratique s'intensifie et prépare la riposte au putsch constitutionnel en marche. Parmi les mesures qu'elle envisage, une plainte aux Nations Unies, le lendemain de l'annonce des scores habituels. La plainte portera sur la confiscation de la souveraineté du peuple tunisien à travers une ''consultation'' trafiquée de bout en bout et donc illégale. Elle s'accompagnera d'une demande d'invalidation de ce référendum et la non- reconnaissance de la légitimité du pouvoir tunisien en découlant.

Pour beaucoup la démarche relèverait d'une opération de public relation à la limite de la bouffonnerie. Au cas ou la bureaucratie Onusienne répondrait à cette plainte inhabituelle, ce sera probablement pour nous apprendre que l'ONU, n'est pas en mesure de la considérer, car son mandat ne le lui permettant pas de s'immiscer dans les affaires intérieures d'états souverains.

Il serait d'ailleurs grand temps de mettre à jour ce concept.
Il a commencé par signifier le droit d'un peuple à ne pas dépendre d'un état étranger. Il a fini par "légitimer" l'oppression de ce même peuple par son Etat national se considérant le maître absolu d'une population, à l'abri de toute critique vite baptisée ingérence étrangère.

Il est devenu patent de nos jours que la souveraineté nationale, cet autre nom du droit à l'autodétermination, n'a de sens qu'a deux conditions: L'interdépendance dans l'égalité à l'extérieur et la démocratie à l'intérieur.

Aucun peuple ne peut se prétendre souverain à l'intérieur de ses frontières s'il n'a pas les trois libertés fondamentales que est la liberté d'expression, d'association et d'élection. C'est cette souveraineté que les dictatures violent en se comportant comme un véritable régime d'occupation interne. Le combat pour la démocratie est devenu dans ces conditions un véritable combat pour une seconde indépendance.

Mais arrêtons-nous aux deux raisons qui rendent la plainte irrecevable par ce syndicat des Etats qu'est l'ONU.

Primo, Il n'existerait pas de textes donnant le droit à un peuple de porter plainte contre

son gouvernement, de contester ses méthodes et encore moins sa légitimité. Il n'y aurait donc aucune base légale pour prononcer, pour un pays donné, la non constitutionnalité d'une loi sur la presse ou sur les associations, encore moins invalider des élections aussi visiblement trafiquées soient–elles.

Secundo, il n'existe pas de structure capable de traiter une telle plainte. Ne parlons pas de l'absence d'une force capable d'imposer ses décisions au cas ou elle viendrait à exister. En fait le message implicite est clair.

Si vous voulez vous débarrasser de votre dictature, faites comme tout le monde. Descendez dans la rue. Faites vous hacher menu par les mitraillettes comme cela s'est fait partout et comme cela a été le cas chez vous en 1978 et en 1984. Si vous l'emportez, on sera bien content pour vous. Si vous n'y arrivez pas, on sera bien obligé de continuer de traiter avec votre dictateur sur lequel nous ne nous faisons aucune illusion par ailleurs.

Les honnêtes gens, continueront donc à traiter sans états d'âme, avec des voisins volant et violant sous leurs propres yeux, au lieu d'appeler la police ou de cesser d'avoir la moindre relation avec eux. On reconnaît par là même dans le saint des saints du droit international, que dans le cas d'espèce, il n'y a pas de solution de droit mais seulement une solution de force.

Une telle attitude de la bureaucratie Onusienne est inacceptable car les textes permettant l'invalidation de tous ces réferundum bidon existent bel et bien.

L'article 25 du Pacte des droits civiques et politiques, que la Tunisie a ratifié, reconnaît le droit à des élections libres comme l'un des droits fondamentaux de l'homme. On peut aussi invoquer l'article 2 de la déclaration du droit des peuples à l'autodétermination de décembre 1960. A quoi serviraient des textes, nous dira-t-on, s'ils n' y a pas d instances pour les imposer?

A quelle structure judiciaire peut s'adresser la société civile nationale ou internationale pour demander justice face à un pouvoir coupable de violer les textes qui fondent aujourd'hui la légalité internationale?

Le cas tunisien est justement là pour souligner l'existence d'un trou important dans le dispositif que l'humanité essaye depuis cinquante ans de mettre en place pour que le droit prévale sur la force. Appelons cette structure virtuelle la Cour Constitutionnelle Internationale.

Elle pourrait invalider les faux referendums, les élections truquées, comme il y en a tant dans le sud, ainsi que pratiques scélérates s'attaquant aux libertés fondamentales ou protégeant la torture comme instrument du terrorisme d'Etat.

Cette structure pourrait exiger que les élections soient refaites sous contrôle de l'ONU. En cas de refus, les sanctions pourraient être prononcées.

Elles ne prendraient pas l'aspect grossier des embargos qui mettent dans le même sac le peuple et ses bourreaux, mais distinguerait la population, l'Etat et le régime. Ainsi, elle pourrait par exemple demander aux Etats de droit de renvoyer les ambassadeurs du régime félon, mais pas les fonctionnaires du consulat chargés des affaires des citoyens, et encore moins pénaliser les citoyens du pays en question.

Les hommes clé du régime désigné hors la loi par la CCI, seraient eux, et seulement eux, la cible de l'embargo. Montrés du doigt, interdits de voyage dans l'espace de droit, voyant leur compte de banque cachés à l'étranger gelés et leur dossier transmis devant le tribunal criminel international pour ceux impliqués dans les affaires de torture; Ces hommes ivres de pouvoir et habitués à l'impunité apprendraient à mieux gérer leur

mégalomanie et leur agressivité.

Certes, on est encore loin de ce rêve, mais ne dit-on pas que c'est le premier pas qui compte. C'est à la société civile internationale, de faire ce premier pas. Elle peut dans un premier temps, en jeter elle-même les bases sous forme d'un tribunal Russel de la Démocratie. Dans un deuxième temps plus ou moins lointain, elle obligerait les Etats à l'incorporer dans l'appareil judiciaire international comme ce fut le cas du tribunal pénal international.

Son existence rendrait l'exercice de la dictature encore plus périlleux, écourterait sa durée en renforçant la résistance démocratique. Elle serait aussi une pièce maîtresse dans le maintien de la paix dans le monde puisque ce sont le plus souvent, des dictateurs à moitié fous qui ont déclenché les plus terribles guerres.

Bien sûr, les Tunisiens ne vont pas attendre que leur liberté soit récupérée par de tels mécanismes, encore loin dans le futur. Ils devront, Hélas, beaucoup se sacrifier pour la mériter. Par contre il est à espérer qu'a l'occasion du débat autour du problème tunisien, on voit s'amorcer une réflexion collective sur les diverses stratégies, dont la CCI, pour éradiquer la dictature au même titre que la lèpre ou de la peste, maladies beaucoup moins mortelles pour l'homme et infiniment moins dangereuses pour l'humanité.

Mars 2002

A propos de mes rapports suspects avec "l'intégrisme"... une fois pour toutes

Elle court , elle court la rumeur

Dans un portrait récemment publié par la revue "l'autre Afrique", l'un des intertitres me présente comme un "farouche partisan de l'intégration des Islamistes dans le jeu politique" (constant, aurait été un qualificatif plus exact)

Voilà de quoi alimenter les cris et les chuchotements à propos de mes relations suspectes avec l'intégrisme.

Ainsi s'entretient la rumeur. Elle court et me précède là ou je vais. Elle empoisonne mes relations avec mes familiers les plus proches, dont mes filles. Elle jette un froid sur mes relations avec mes amis étrangers. Elle entretient une suspicion permanente sur ce que je dis ou fais. Par delà ma personne, elle vise à discréditer une formation politique dont j'ai l'honneur d'être le porte parole, à savoir le Congrès pour la République (CPR) parti dont le père naturel ne serait autre le cheikh Ghanouchi.

Pour expliquer le phénomène, on ajoute (quand on est bien disposé à mon égard) que c'est ma naïveté qui est responsable d'un comportement aussi "aberrant". Quand on est malveillant, c'est d'ambition effrénée qu'il s'agit et de calculs électoralistes, aussi prématurés que ridicules, quand on connaît la duplicité des "intégristes".

Pourtant, tous ceux qui me connaissent, et pour autant que je puisse prétendre me connaître moi-même, savent que je suis un militant des droits, un laïc et un homme qu'on décrirait dans certains pays comme un social-démocrate.

Militant des droits de l'homme, je l'ai été et je le reste depuis un quart de siècle. Tous mes écrits politiques sont des témoignages, analyses et propositions pour une république régie par les lois de la Démocratie et les valeurs de la Déclaration Universelle des droits de l'homme(DUDH) à laquelle j'ai consacré plus d'un écrit dont un livre "Al Insan Al haram".

Laïc, je le suis depuis toujours, sachant que pour moi, le terme ne veut pas dire athée, mais opposé à un état théocratique, car c'est le pire masque que peut prendre la dictature.

Convaincu depuis longtemps par la thèse de Ali Abderrazek, je crois profondément que séparer l'Etat de la religion fait l'affaire et de l'Etat et de la religion et que seuls les manipulateurs de l'un et de l'autre ont intérêt à les confondre.

Comment aurais-je pu donc faire partie, a fortiori fonder un parti "inféodé à l'intégrisme"?

Le grand point commun des autres fondateurs du CPR comme Raouf Ayadi, Oum Zied, Abdelwahab Matar, Abdelwahab hani, Samir Ben Amor, Chokri Hamrouni, Fethi Jerbi, Abdessatar Ben fredj, Jalel Matri, Khaled Ben Mbarek, Chokri Yacoub, Abdelkrim hadj fredj, Habib meddeb, pour ne citer que certains, est un projet: remplacer par une vraie République, la monarchie roturière instaurée sous bourguiba, devenue un Etat voyou sous Ben Ali.

Certains sont des musulmans pratiquants, d'autre comme moi-même, des musulmans culturels à l'instar de la majorité des tunisiens. D'aucuns sont agnostiques et d'autres franchement non croyants. Peu importe, ce qui compte c'est la foi partagée dans le cadre

commun garantissant à tous la liberté et la dignité à savoir la République et l'Etat de droi.

Voilà pourquoi le CPR affirme dans ses textes fondateurs que c'est le peuple qui est source de toute légitimité mais aussi de toute législation. Il exclut donc d'emblée tout compromis avec le concept même d'Etat théocratique régi par la Charia. la République ne peut avoir d'autres lois que celles énoncées par les représentants du peuple souverain. Quand il m'arrive de rappeler de telles évidences, je me fais rabrouer par mes amis: Tu n'as rien à justifier.

Oui mais j'ai à lever des équivoques savamment entretenus dans le cadre du combat à multiples niveaux, dont l'avenir de notre pays est aujourd'hui l'enjeu.

D'où vient donc la rumeur?

Il n' y a pas de fumée sans feu, dit-on. Voyons ce fameux feu. Il vient d'une attitude constante: le refus de la simplification, de la diabolisation de la contestation Islamiste.

Au début des années 90 , cela était tout sauf évident. Le rejet clair des violations des droits de l'homme subies par les Islamistes a été heureusement le choix de toute la ligue tunisienne des droits de l'homme et non de son seul président de l'époque. Nous pouvons tous être fiers d'un choix qui a sauvé l'âme et l'honneur de l'opposition démocratique.

Mais des gens sortis du même moule (laïc, de gauche, démocrate et "droithomien") comme Omar Mestiri, Sihem Ben Sedrine, Mustapha Ben Jaafar Ahmed Smii, Abdelkader Ben Khmiss , Ali Ben Salem et bien d'autres), sont allés beaucoup plus loin.

Ils ont refusé de s'arrêter à une commisération du bout des lèvres, pour voir dans les Islamistes villipendés des partenaires politiques à part entière. Dire que cette attitude tenait de la recherche d'un quelconque intérêt est le comble de l'absurdité. Défendre les Islamistes était suicidaire à l'époque et garantit de solides ennuis jusqu'à nos jours.

Minoritaires, nous l'étions d'abord dans le mouvement démocratique lui-même. La plupart des démocrates de l'époque, obnubilés par un leurre fait de fantasmes savamment entretenus à propos de polygamie, de barbes, de couteaux entre les dents, de mains coupés et de foulards; s'essoufflaient à courir derrière le lièvre en carton pâte criant pas de liberté pour les ennemis de la liberté.

La maffia, pendant ce temps, ravie et ravissant tout sur son passage, se frottait les mains et s'en mettait plein les poches.

Ce qui expliquait –et explique toujours- une position qui n'est plus minoritaire est le discours que n'avons cessé de tenir à Ben Ali: Nous savons parfaitement comment vous avez joué de l'épouvantail Islamiste pour préparer le putsch dés le début des années 80, comment vous l'avez instrumentalisé pour asseoir la dictature, comment vous comptez l'utiliser pour la maintenir. Nous ne marcherons pas dans votre combine. Nous n'acceptons pas la manipulation, les lignes rouges, les tentatives nous faire prendre les vessies pour les lanternes.

C'était la contestation la plus radicale de sa légitimité, de sa raison d'être. le régime a parfaitement compris le message, là où les hallucinés du danger Intégriste continuaient à se tromper d'adversaire et de priorités.

Nous refusions le faux sauveur, nous sauvant de faux dangers, parce que nous jugions que c'était Ben Ali et nul autre qui était la vraie menace pour notre pays. Nous aurions pu avoir tort à deux conditions.

- Ben Ali, après avoir détruit le "danger intégriste" se serait retourné vers les démocrates,

pour construire avec eux, une démocratie réelle.
- Les islamistes, révélant leur "vrai visage" auraient recouru au terrorisme, exigeant l'instauration d'une république Islamiste.

C'est exactement le contraire qui s'est passé. Ben Ali n'a cessé depuis le début de la décennie noire de faire une guerre sans merci aux démocrates engluant chaque jour un peu plus la Tunisie dans la répression et la corruption.

Le refus constant des islamistes de recourir à la violence valida lui aussi notre choix. La ligne "dure" de rejet total de la dictature et de son fond de commerce s'est donc révélée la ligne juste, que les "hallucinés" du danger intégriste ont fini par rejoindre tout en continuant à maugréer ou à vouloir sauver la face:
- Ah mon brave homme que vous êtes naïf, attendez donc le jour où les Islamistes prendront le pouvoir.

Le paradoxe est que ce sont ceux la même, qui ont trahi la Démocratie ou qui se sont trompés sur toute la ligne, qui nous demandent de faire gaffe aux fréquentations dangereuses. Si on doit se méfier c'est bien d'eux. Là au moins ce n'est pas de fictions à venir qu'on parle, mais de faits d'expérience, de plus, récents.

Toujours dans le style procès d'intention:
- Ah mon pauvre vieux regardez ce que leurs semblables ont fait au Soudan, en Iran etc.
- Ah mon pauvre vieux si on devait accepter cet argument, travaillerions nous avec le POCT, les libéraux, les nationalistes arabes vu ce qu'on fait les communistes, les libéraux et les nationalistes arabes, partout où ils ont exercé le pouvoir.
- Soit mon bon monsieur, mais on ne mélange pas les torchons et les serviettes. A chacun son projet et son camp. Ultime rideau de fumée sur une vision à qui on peut pardonner les erreurs du passé mais pas ceux de l'avenir.

Continuons à parler de la question Islamiste, non parce que c'est ma tasse de thé, mais parce qu'elle sera, comme on dit en médecine, un traceur.

Par ce concept on entend en recherche médicale un phénomène facile à repérer dont l'analyse permet de creuser tout ce qui existe autour, dans le cas d'espèce, tout simplement le projet des uns et des autres pour la Tunisie d'après la dictature.

Le fond du cœur, le fond de l'esprit.
Une Tunisie réelle contre celle des fantasmes et des préjugés.
L'analyse qu'on fait d 'un problème est largement tributaire de l'outil qu'on lui applique. Si votre outil est défaillent votre analyse le sera tout autant. J'utilise de nombreux outils pour essayer de comprendre des problèmes aussi complexes que ceux que posent la politique: Deux emprunts à des champs très éloignés de ce domaine se sont montrés particulièrement efficaces

Le premier outil, l'analyse spectrale est emprunté à la physique.
Projetez votre lumière blanche qui semble unie sur un prisme et vous verrez s'étaler les différentes couleurs qui la composent se dispersant de l'infrarouge à l'ultraviolet en passant par les couleurs intermédiaires.

Faites la même expérience devant un prisme mental fait de bons sens, d 'absence de préjugés et examinez un phénomène qui semble uniforme comme l 'Islamisme. Vous verrez le spectre s'étaler des fascistes et criminels du GIA aux Talibans arriérés et obscurantistes, passant par des partis politiques d 'obédience Islamique de droite comme les frères musulmans en Egypte, et virant de plus en plus vers des partis modérés arrivant dans des zones ou l'Islamisme se rapproche, comme chez les frères républicains , de l'idéologie gauchiste de la meilleure tradition.
Pendant que d'aucuns mélangeaient tout, par paresse intellectuelle, mauvaise fois ou

manipulation, j'avais positionné Ennahda au milieu du spectre comme mouvement Islamiste politique et non terrorist, centriste et non extrémiste; J'ai considéré que c'est là une chance de plus pour la Tunisie et agi en conséquence. L'analyse spectrale s'applique tout autant au mouvement démocratique. La dispersion visible est celle qui oppose les tenants de la rupture et ceux du compromis avec le pouvoir ou avec les Islamistes.

Il existe une dispersion invisible que l'épreuve du pouvoir mettra à nu a savoir la position par rapport a la question sociale actuellement au second plan. Gageons qu' il y aura comme partout ailleurs des démocrates libéraux, des sociaux -démocrates et enfin des démocrates d'extrême gauche.

Ceux qui connaissant l'histoire savent que les conflits dans la même famille sont souvent plus terribles que ceux qui opposent les ennemis apparents. Attendons nous donc à l'éclatement des contradictions et des conflits Islamo-Islamistes, democrtico-democrates dès la fin de la dictature,

Le second outil dit analyse des complexes flous est emprunté aux mathématiques modernes. Cette branche de recherche considére que les phénomènes qu'on peut opposer de façon simple (masculin - féminin, zero-un, vie-mort) ne sont qu une catégorie particulière de l'état des choses et pas nécessairement la plus fréquente dans la nature.

Les choses ont tendance, à être plus en continuité qu' en opposition, à avoir des contours et des frontières flous et non tranchés, à se transformer les uns dans les autres, à s'influence mutuellement ,à constituer des hybrides dans les zone tampons.

Cette théorie subtile permet de comprendre la démarche progressive de Rached Ghannouchi, Habib Mokni ou Amer larayed vers la zone flloue où se fait le contact entre Islam et démocratie. De l 'autre cote de la frontière j ai vu de pieux musulmans. comme Nejib Hosni, Mohammed Chakroun, Mohammed Talbi, declarer leur foi dans la démocratie.

Plus loin on voit des démocrates comme Sihem ben sedrine Omar Mesriri, Mustapha Ben Jaffar, refuser tout ostracisme contre l'Islamisme tunisien sans être de fervents pratiquants .La dernière position de Aziz Krichene, militant de l'extrême gauche s' inscrit dans cette logique. Il est évident que ces personnes ne représentent pas que leurs opinions. Ils expriment celle des franges les plus larges de la population. A fur et a mesure que l'on s'éloigne de la frontière floue, les positions passent par toute les nuances de l'attentisme neutre, à l'hostilité froide, arrivant aux deux extrêmes de l'exécration mutuelle.

La théorie selon laquelle les extrémistes des deux bords ne représentent que des franges minimes de la population reste à démontrer. Elle le sera le jour ou les tunisiens auront enfin droit à des élections qui respectent leur intelligence, leur dignité et leurs droits. On comprend la futilité du projet: nous et eux, les bons contre les mauvais, ceux qui possèdent la vérité et ceux qui pataugent dans l'erreur.

Si l'on prend simplement le camp démocratique, ou commence –t-il et ou se termine-t-il? MM Charfi et Zghidi sont–ils plus représentatifs de la vraie démocratie que mes trois vénérables maîtres Mohammed Chakroun, Mohammed Talbi, Hammadi Farhat ou des militants qui ont chèrement payé leur engagement comme Nejib Hosni?

En réalité nous sommes ici dans la frange extrême du mouvement démocratique que j'appelle l'intégrisme laïc, strict pendant de l'extrême de l'autre côté: l'intégrisme religieux se développant à la droite et à l'extrême droite d'Ennhda.

Si les intégristes laïcs constituaient leur pôle démocratique, ne s'agirait–il pas plutôt d'une scission du mouvement démocratique et d'une récupération du sigle, plutôt que d'un rassemblement. Ce qui se passe aux externes est gros de tous les dangers. Ce qui

se passe au niveau de la frontière floue est gros de tous les espoirs.

Au choix des exclusions mutuelles il faut opposer celui de pôle républicain autrement plus pertinent car plus rassembleur et donc plus efficace dans la lutte contre la dictature.

Une Tunisie du milieu contre celle des extrêmes

Ce que l'on ne souligne pas assez c'est a quel point Ben Ali est un extrémiste. Son exigence de la soumission totale est poussé jusqu au ridicule. Enfermé dans une logique paranoïaque, il se donne raison contre le monde entier. Il ignore ce qu' est le dialogue avec les adversaires politiques, ne laisse place à aucune négociation, accumulant les ennemis sur l'étendue du spectre politique.

La caractéristique de tout système politique extrémiste quelqu' en soit le fondement –ou L'alibi idéologique- est d'exiger une forte dose de violence pour perdurer. Rien d'étonnant à ce que Ben Ali ait introduit dans le pays un tel niveau de brutalité inconnu auparavnt, car inutile du temps de Bourguiba.

Ne sachant pas faire des compromis en bon extrémiste, il est condamné à exercer encore plus de répression pour maintenir un pouvoir devenu après le putsch constitutionnel encore plus illégitime. Il existe une loi immuable en politique qui lie le niveau de violence politique à l'illégitimité du système et à l'extrémisme de ses dirigeants, et elle est valable pour tout le monde.

Attendons nous dans les prochains temps à une flambée de violence de l'Etat voyou qui nous opprime. Si les intégristes religieux ou les intégristes laïcs devaient, pour notre malheur, prendre le pouvoir, ils ne pourraient se maintenir que par un niveau de violence équivalent, voire plus important.

En effet la part de l'histoire et de la réalité qu ils refusent de reconnaître n'en continuera pas moins d'exister. Pour réussir à la refouler, il leur faut les mêmes méthodes de Ben Ali : la ruse au départ, l'horreur a la fin. Qui a dit que l'enfer est pavé de bonnes intentions? En fait il serait plutôt pavé de bonnes certitudes sur les bons et les mauvais, le bien et le mal, l' erreur et la vérité.

De par toutes ses caractéristiques objectives, notre pays ne peut être lui même et être bien gouverné qu'au milieu et par des tunisiens du milieu (J'évite a dessin le terme centre / centriste trop français, giscardien et ringard ; encore que des petits malins pourraient railler le concept de tunisiens du Milieu par référence au sens maffieux du terme)
Sur le plan extérieur, la Tunisie ne peut être inféodée à l'occident. Elle perdrait son âme. Elle ne peut lui être hostile. Elle ne se développerait pas.

Sur le plan économique, son tissus social ne résisteraient pas à une économie libérale dans le cadre d une mondialisation sauvage. Elle ne peut revenir pour autant au dirigisme d'état.
Sur le plan politique, elle ne peut vivre en guerre civile larvée permanente tiraillée entre L'intégrisme laïc et l'intégrisme religieux: Il lui faut fonctionner dans la zone floue de la rencontre entre Islam et Démocratie.

Les hommes et femmes du milieu des deux côtés de la frontière l'ont compris et semblent avoir dégagé un large consensus tiré de leur expérience commune de l'accident Ben Ali. Nous savons tous ce dont nous ne voulons plus a aucun titre: le gouvernement par la peur,le pouvoir personnel, le règne de l'arbitraire, la corruption, la destruction des institutions, des valeurs et de l'âme de notre peuple par le mensonge permanent et le grossier simulacre.

Nous savons qu il nous faut une vraie république, qui n'existe que par l'exercice de toutes les libertés publiques et privées, une stricte séparation des pouvoirs et l'alternance.

Les deux fléaux de l accident Ben Ali, à savoir la torture et la corruption suscitent en nous une telle exécration que des chapitres entiers de garanties devront leur être consacrées dans le nouveau contrat social. La chance de la Tunisie, c'est qu 'il n y a plus aucun projet politique affiché ou caché qui soit en compétition avec ce consensus historique.

Par imbibition, conviction, calcul, expérience, les tunisiens du milieu ont déjà leur République dans le coeur et l'esprit. La tentative de Ben Ali de pervertir et récupérer notre projet ne pourra plus servir à un nouveau sauveur. Ben Ali aura eu au moins été utile a une chose et elle est d importance: Notre pays sera immunisé pendant longtemps contre le type d'homme et de régime qu il a incarné.

Une Tunisie de la refondation contre la déliquescence avancée

Peu de tunisiens soupçonnent l'étendue des destructions que l'accident Ben Ali a occasionné à la Tunisie. Ce n'est pas simplement un système politique qu'il faudra reconstruire sur les ruines de la dictature, mais le système éducatif, culturel, bancaire, sanitaire etc. Plus la dictature durera, c'est à dire plus longtemps durera la gestion par l'incompétence, la corruption, la démotivation, et l'arbitraire (appelée ailleurs mal-gouvernance) plus les blessures subies par le pays seront longues et difficiles à traiter.

Le gouvernement de l 'alternance héritera d'un pays exsangue.
L'extrémisme de Ben Ali et sa politique de fuite en avant, interdisent tout espoir de changement politique tant et ce qu'il est à la tête du système. Son départ, tant il a été démontré que cet homme est incapable de changer, devient le seul remède, à la mesure du danger qu'il représente pour la stabilité et le développement de notre pays. Une opposition digne de ce nom ne peut donc se donner d'autre objectif.

Reste la question des moyens.
La politique du régime est si incroyablement maladroite que le pays est devenu comme une forêt de bois sec n'attendant que la première étincelle. On reste confondu devant autant de détermination à se faire détester, railler par tout le monde et le reste, le dernier score du soi disant réferundum n'étant que le dernier faux pas en attendant les autres. On peut parier qu'au sein du système, beaucoup de gens sentent que cela ne peut plus et ne doit plus durer. Tout un peuple est en attente d'un programme, de mots d'ordre, de figures de proue, d'alternatives crédibles.

Voici quelques idées strictement personnelles sur la refondation. Elles seront proposées au CPR cet été lors de son premier congrés et à toutes les forces politiques et associatives du pays:

1-Préparer les assises de la Conférence Nationale Démocratique (CND) pour le début de 2003. Tous les tunisiens du milieu participeront à sa préparation et à sa tenue. Elle n'exclura que ceux qui se seront exclus eux- mêmes ou fait de l'exclusion des autres leur cheval de bataille. Elle sera présidée par le plus âgé et le plus jeune des participants. La CND s'instaurera en tant que pré- constituante ayant pour tâche de préciser le nouveau contrat social et jeter les bases de la constitution abolie par l'accident Ben Ali.

2-La CND élirait un conseil exécutif provisoire (CEP) représentatif de tous les tunisiens du milieu sous la présidence d'un triumvirat composé de nos nobles seniors Talbi,-Chakroun, Farhat. Il serait le fer de lance des luttes qui ne vont pas tarder à éclater dés la rentrée. Il entamerait toutes les actions de négociation avec tous les acteurs politiques pour une transition pacifique en 2004. Cette dernière pourrait inclure une politique de non poursuite judiciaires et de non représailles. La justice sera rendue de manière positive,

en empruntant aux Sud –Africains la structure et les méthodes de la "Commission Vérité et réconciliation" faisant la lumière sur tout ce qui s'est passé, indemnisant les victimes, obligeant les bourreaux à reconnaître leurs erreurs et à demander pardon pour ne pas être poursuivis.

3-Les élections présidentielles de 2004 , ou le pouvoir devra présenter tout autre candidat que Ben Ali et respecter pour une fois les droits et l'intelligence des tunisiens, seront l'occasion de remettre le pays sur les rails du politique. Il ne faut pas craindre de présenter aux peuples plusieurs alternatives, y compris au sein du front républicain. Il ne faut pas confondre en effet projet de société et programme d'action.

Ce qui lie les tunisiens du milieu c'est le projet de la République et de l'Etat de droit. Hormis ce grand cadre, il est normal que le front républicain se disperse de façon spectrale dés que les institutions arbitrant les inévitables conflits politiques sont mises en place.

Le consensus à son niveau ne peut qu'être sur les fondemnts, non sur les fonctionnements. Il est donc normal et souhaitable que dés le départ, soient proposés au pays des politiques sociales claires, des choix affirmés sur les diverses questions en suspens et qu'on ne se leurre pas sur la continuation du consensus stratégique. Plutôt les tunisiens apprendront à choisir, plutôt ils maîtriseront l'un des mécanismes les plus difficiles de la démocratie.

Insistons sur le fait que la transition pacifique vers la démocratie est aussi importante que le but lui même. Ceux qui connaissent l'histoire des dictatures et la psychologie des dictateurs savent qu'à ce stade de la déliquescence du système il faut s'attendre à plus d'une provocation relançant la violence de l'intérieur du système pour prétendre la combattre.

Nous n'avons d'autre choix que d'être vigilants et de maintenir la seule ligne de conduite payante.

Pacifique ne veut pas dire platonique. les tunisiens doivent se ré- approprier toutes les techniques qui ont servi à tous les peuples pour retrouver leur liberté: grève, manifestations pacifiques, boycott –notamment du jour du rackett national etc.

Il est évident que 2004, n'est qu'une étape dans un long combat dont l'objectif ne doit pas changer. Peu importe que Ben Ali se maintienne en 2004, si la CND et le CEP continuent la bataille. Fujimori au Pérou est tombé un an après avoir modifié la constitution et remporté les "élections"

C'est ce projet de salut national que j'invite les tunisiens du milieu à mettre en œuvre en commun , pour que guérisse notre pays souillé et malade de tant d'années sous le joug de la dictature la plus bête du monde.

Juin 2002

Coup de cœur et coup de gueule

The plagieur de Tawfik Ben Brik

Je ne résiste jamais à la tentation d'écrire un commentaire sur les livres qu'on m'envoie, surtout quand il s'agit d'auteurs de chez nous. Cela me réjouit d'avoir un nouveau livre tunisien dans les mains .Plus exactement cela me rassure. Ce que je déteste le plus dans cette triste ''nouvelle ère'', c'est l'affreuse stérilité qu'elle a engendré par la répression et la censure généralisées. Un livre de qualité, une œuvre artistique, un écrit scientifique, sont autant de raisons d'espérer, de garder le moral… autant d'actes de résistance. Mais comment parler en bien d'un livre qui dit du mal de vous ou plus exactement qui vous décoche quelques flèches acérées au passage ? Quelle importance puisque ce que je supporte mal, c'est d'être pris a partie par des imbéciles. Par contre, si quelqu'un m'insulte avec panache, humour, cela m'amuse, voire me flatte. Mais parlons du livre lui-même intitulé *the plagieur* et qui vient de sortir aux éditions Exils.

On aborde les écrits de Ben Brik comme on fouille dans une poubelle. Il faut dépasser la couche des papiers gras pour s'emparer de la perle qui gît au fond.

Les papiers gras c'est la vulgarité outrancière et criarde bien connue de l'écrivain et du journaliste. Je vous épargnerais les citations pour ne pas choquer les faux et les vraies prudes.

Ben Brik, comme d'habitude, brocarde tout Tunis avec les mots les plus contondants. Comment réveiller autrement les tristes clowns qui s'agitent sur le devant de la scène pour se donner l'illusion qu'il y a encore une vie sous une dictature, sinon en les houspillant, en leur jetant généreusement cailloux et injures pétries dans le sexe et la merde. Tahar Belhassine, un homme qui peut dire des choses sensées quand il ne parle pas de politique, me fit remarquer un jour avec beaucoup de perspicacité, que seule l'époque de Ben Ali pouvait produire une Fatma Boussaha dans le domaine de la chanson et un Tawfik Ben Brik dans celui de la littérature. Le ressort le plus profond de la grossièreté chez notre auteur semble bien être: A vulgarité, vulgarité et demie, combattons l'ennemi par ses propres armes et battons le sur son propre terrain. Mais il y a une différence de taille. A la vulgarité, naturelle, plate, médiocre et teigneuse des parvenus qui constituent le système, Ben Brik oppose une vulgarité flamboyante, créative, joyeuse, néanmoins excessive car probablement affectée. Serait-elle une fausse vulgarité, à retourner en doigt de gants et nous dévoilant alors un Ben Brik pudibond? C'est ma théorie, et je l'aime bien car elle me permet d'avancer dans le texte sans me laisser rebuter ou distraire. Allez Tawfik, surprends- nous et scandalise-nous, mais pas avec de gros mots!

Donc l'auteur, pur produit d'un système non seulement vulgaire mais fondamentalement faussaire, commet sous nos yeux le faux livre dont il est incapable d'accoucher. Il pique sans vergogne dans les textes de Dostoïevski, Malcolm Lowry, Cervantès, Balzac, Marquez, Faulkner ou Kazantzakis. Il ne dédaigne pas non plus d'aller faire une partie de son marché chez les cinéastes comme Frederico Fellini ou Ingmar Bergman. Les Tunisiens, médiocres lecteurs et pitoyables cinéphiles, n'y verront que du feu. Seul l'agent secret Ben M'Barek, qui nous surveille tous et Ben Brik en particulier, repère la supercherie.

Encore une diversion et du symbolisme bon marché. Oui, nous Tunisiens et Arabes, actuellement en panne de créativité, ne produisons pas grande chose et piquons à droite à gauche de quoi nous constituer un ersatz de culture. Oui en tant qu'individus, (mais là tous les humains sont logés à la même enseigne) nous construisons notre personnage et notre histoire comme un patchwork dont les lambeaux sont piqués aux

innombrables personnages et histoires rencontrés au hasard de notre errance dans ce monde. Ben Brik a choisi Bukovski, Gainsbourg et Ibn el Ward pour s'habiller du rôle qu'il affectionne le plus: celui de l'écrivain maudit et du sublime clochard. Le vrai Ben Brik, comme le vrai tout- un chacun, restera à jamais secret, peut-être parce que nous ne pouvons exister qu'à travers nos masques et nos rôles et qu'en dehors d'eux il n' y a que le vide de l'indicible. Seuls les masques et l'histoire de chacun, ou plus exactement l'une de ses innombrables versions possibles, nous sont accessibles. Malgré ce que nous subodorons comme tricheries et distorsions, ils nous intéressent, voire nous passionnent.

Nous lisons les romans ou nos allons au théâtre parce que nous sommes tous des voyeurs. Ne pouvant pas regarder par tous les trous de serrure du monde, surprendre toutes les histoires, tous les secrets d'alcôve, encore moins observer tous les humains dans la nudité de leurs corps et leurs âmes, il nous a fallu inventer la littérature. Mais ce n'est qu'un pis aller. La littérature, pour être moins vaste que le monde, n'en est pas moins horriblement prolifique en tragicomédies et en masques. Il nous faut opérer des choix aveugles ou nous laisser ballotter par le flux. La littérature nous restitue donc cet espace privé tant convoité de l'autre. Ce dernier ne demande qu'à s'épancher pour nous séduire, nous intriguer, nous surprendre, nous accuser ou nous appeler au secours. L'écrivain est le médiateur de cette insatiable et saine curiosité portée par une secrète inquiétude: Suis-je cet autre mais coincé dans ma propre histoire? Cet autre, est-il moi mais exilé dans son drame si affreux ou sa terne banalité?

Toute œuvre littéraire joue sur la mise à jour de la différence - similitude entre le lecteur voyeur et l'écrivain exhibitionniste.

Ben Brik s'exhibe avec délectation et morbidité: *«Rien de bon ou de bien n'a frappé à ma porte. Je ne vais pas bien. Le fiasco me griffe, m'agrippe comme un chat qui se noie. Je suis capable de m'ouvrir les veines pour une raison qui semblera, à première vue, insignifiante»*

Le fond de commerce de la littérature est la souffrance comme la rédemption est le fond de commerce de la religion ou la vérité celui de la science. Elle est le pivot de tout et du reste, qu'on la suggère ou étale, qu'on la magnifie ou la maudisse.

Mais attention, dans ce texte, une douleur chronique de l'âme peut en cacher une autre. La pire souffrance est celle de l'enfant. Dostoïevski, comme Dickens ou Mohamed Chokri, en a usé et abusé. Thème récurrent, la revoilà sans surprise au centre de ce livre dont le véritable héros est l'enfant de Ben Brik…Ben Brik enfant. Le gosse est au plus mal. Il est renfermé, triste, irritable et inconsolable. Il a un sale caractère que je n'ai aucun mal à reconnaître. Il me donnait des coups de pieds dans les mollets et refusait de faire l'enfant et de me laisser faire le tonton. Son enfance, comme celle de Nadia, Oussaima, Slim ou Douraid, rejetons des têtes brûlées coupables du crime de lèse - dictature, a été saccagée par une tension permanente faite de peurs cataclysmiques et d'anxiété diffuse. Le petit Ali, lui aussi comme beaucoup d'enfants de la Tunisie de derrière la carte postale, vit dans l'attente des prochaines descentes de police, de la prochaine agressions physique contre un père humilié qui n'a pour se défendre que le chantage de sa propre mort. Comment un tel père pourrait-il protéger l'enfant alors que lui-même a besoin d'être protégé? Que peut faire un petit garçon de cinq ans contre un dictateur d'autant plus dangereux qu'il est enfoncé dans une épouvantable histoire et dont nul ne peut connaître ou alléger les secrètes souffrances? L'enfant sombre dans un silence redoutable. Ali s'entête dans sa grève de l'enfance. Peut-on lui en vouloir?

Quel personnage peut-il se fabriquer avec les visages que lui offrent les sinistres flics en maraude, les voyous flamboyants lui faisant guili-guili tout en couvrant ce père déchu

et scotché à la bouteille de leur sollicitude intéressée? Quelle histoire peut-il amorcer et conduire avec un si mauvais début? Le faux texte où se succèdent les coupé- collé du plagiat tous azimuts, est serti de phrases qui appartiennent bien à l'auteur, à moins qu'il ne se plagie lui-même piochant dans sa réserve d'écrits refusés par les éditeurs.

«Parle–moi Ali, Que dis-tu? Que vois-tu? Un père sans promesses et sans promis, allongé d'asthme et de chaleur, derrière des volets dilatés, devant un frigo en panne. Je suis pareil à Tunis en loques, en rouille, en poussière jaune écaillée. Je pue les égouts, le silence des ports et les fumées des torchères.» Rien n'y fait, l'enfant est parti on ne sait trop où. Supplications aussi pathétiques qu'inutiles: «*Ecris-moi Ali, Ecris le plagiat et le plagiaire. Ecris l'impromesse et l'impromis»* Peine perdue, Ali est définitivement aux abonnés–absents de l'existence. Eclate alors la rage du père, dont la prétendue vulgarité n'était que l'expression bruyante de sa frustration. L'enfant doit être rappelé coûte que coûte de son exil en lui-même car il a une terrible mission à laquelle il ne peut se soustraire: venger le père, le peuple et la nation englués dans d'humiliantes et impuissantes rancunes.

«Un policier me cherche noise: «tu joues au cerf volant à ton âge!» Ali se jette sur lui , l'abat, prend son magnum, m'entraîne dehors, braque la banque centrale ,chope une land Rover, gravit la montagne noire, appelle ses voisins, ses cousins et les chiens de mon roman ''Les chiens'', marche sur Tunis, défait la première armée de Ben Ali en une journée, repousse les français, chasse Bouteflika d'Alger, dépose M6, poursuit Kadhafi, El Assad et Moubarak jusqu'aux confins du Nil bleu, libère la Palestine, reprend Bagdad, plante son étendard sur le jebel Gibraltar, s'allie avec la Chine, le Brésil et l'Andalousie, se procure la bombe atomique, coupe le pétrole et déclare la guerre à l'Amérique»

Pauvre Ali! Deviendra-tu le chevalier arabe de l'apocalypse qui fera payer à nos ennemis tous les arriérés d'une dette inextinguible ou à défaut un vulgaire petit terroriste vengeant son innocence saccagée par le meurtre de plein d'autres innocents ? Comment te sauver de ce rêve furieux, qui loin d'interrompre le cycle de la souffrance universelle ne fera que lui donner force et vigueur ? Peut-être ton seul espoir et le nôtre, résident-ils dans l'autre enfant de Ben Brik. Khadîdja est à peine présente dans le livre. Mais si discrète qu'elle soit, elle est le rayon de soleil illuminant la grisaille de cette affreuse tristesse qui parcourt le livre. L'auteur n'en parle presque pas ou comme à contre-cœur. Elle est soigneusement écartée du délire et des vaticinations. Etrange fillette! Je me souviens bien d'elle. Assise sur mes genoux, elle me regardait les yeux gros d'étonnement, m'arrachait mes lunettes, les cachait derrière son dos et riait aux éclats. Elle, au moins, faisait son âge et me laissait faire le mien. Khadîdja est comme en réserve de quelque chose, mais de quoi?

Je crois savoir, à moins que moi aussi je ne me laisse porter par mes propres rêves de revanche. L'enfant est née le jour de l'anniversaire de la déclaration Universelle des droits de l'homme. Qui osera dire que ce n'est pas là un signe? Depuis, je ne l'ai jamais câlinée qu'en l'appelant ma jolie petite ''dix décembre''. Oui, douce Khadîdj - dix décembre, sauve Ali de Tawfik. Oui, au nom du père, du fils et de tous les saints esprits de ce monde que la souffrance rend chaque un peu plus fou, sauve les et nous tous avec au passage.

Mai 2004

La crise des intellectuels arabes

Comparées aux "sixties", les années quatre-vingt-dix ont été celles des illusions perdues, des rêves envolés, des tristes lendemains des fêtes, des projets de libération remis aux oubliettes ou aux calendes grecques. N'ont-elles pas vu la victoire écrasante du premier monde sur les deux autres, du capitalisme sur le socialisme, de la technologie sur l'idéologie, des financiers sur les intellectuels, de la droite sur la gauche, de l'intolérance sur la tolérance, de la xénophobie sur l'universalisme et de l'argent sur presque tout et presque tous? De tous les vaincus de cette décennie inquiétante, politiques, syndicalistes, révolutionnaires, les intellectuels semblent les plus atteints par une défaite qui a été pour eux un formidable désaveu. Quels drôles de personnages que ces intellectuels toujours à cheval entre Lénine et le professeur Nimbus! Pour bien comprendre le drame de ces hommes et femmes devenus cyniques amers et surtout silencieux, il faut revenir à ce qui fait la spécificité de leur ''ordre''. L'intellectuel tel que nous le connaissons, n'existerait-pas sans les images emblématiques de Voltaire bataillant contre la torture, de Zola fulminant contre l'antisémitisme, de Sartre dénonçant le colonialisme et distribuant des tracts dans la rue? Le scandale de la torture, du colonialisme, du racisme et de l'antisémitisme, est vécu par l'intellectuel comme un drame personnel qu'il va exprimer, dénoncer passionnément avec la seule arme qu'il possède et dont il découvre l'efficacité.: Le discours. Il se dégage ainsi de l'universitaire et autres diplômés (sans indignation et/ou sans engagement) et du politique, gestionnaire de puissance et de privilèges, toujours assiégé et contesté.

Le lettré refuse donc d'être un honnête mandarin au service prince, mais au service de causes qui sont souvent celles de ses adversaires.
Ce qui fonde l'ordre" c'est d un acte de rébellion contre l'abus et la dérive d'une fonction sociale devenue privilège: le pouvoir. On comprend dès lors qu'aucun gouvernement ne puisse prétendre avoir des intellectuels à lui. Il ne s'agit dans ces cas là que de scribes, ou de techniciens La relation du pouvoir et de l'intellectuel ne peut jamais s'améliorer. Tout pouvoir ne fonctionne-t- il pas en permanence la lisière, pour ne pas dire carrément en dehors, des règles et des normes affichées avec cynisme et ostentation? Tout pouvoir ne peut donc qu'ignorer ou traquer ce Cassandre, cet empêcheur de gouverner en rond, car la révolte du mandarin dévoyé peut aboutir à le délégaliser, démoraliser, dé légitimer.

La spécificité de l'intellectuel dans la cohorte des révoltés semble donc d'être l'éternel opposant dénonçant le scandale comme le phénix toujours renaissant de ses cendres.

Le voilà comme on dit communément, la voix des sans voix. En réalité sa fonction est moins de dénoncer le scandale que d'en préparer la réparation. L'intellectuel est souvent le porte parole d'un rêve éveillé qui peut être celui de toute une époque. C'est sous l'influence du deuxième paradigme fondateur, le marxisme, que ce mandarin dévoyé, essayera tout le long du siècle passé et notamment dans nos pays du Sud, de dépasser le rôle somme toute stérile de prophète prêchant dans le désert, pour devenir l'architecte des nouvelles utopies. La position d'Althusser selon laquelle le combat des idées n'est qu'un combat politique dans le domaine de la théorie, prend ici tout son sens. Le discours contestataire n'apparaît dès lors que comme une action dans la théorie et le prélude à d'autres plus incarnées dans la praxis politique. C'est dans le cadre de cette fonction que nos intellectuels se sont engagés dans toutes les batailles sociales et politiques du siècle passé. Ils ont lutté pour la ''Nahda'' ou renaissance culturelle, contre le colonialisme, l'injustice sociale etc. Ils n'ont pas simplement chanté les rêves de l'indépendance, de progrès, du socialisme, de l'unité arabe. Ils ont aussi beaucoup fait pour les voir se réaliser en payant le prix fort. Mais voilà que rien ne marche, ou du moins n'a marché comme prévu ou souhaité.

Que n'ont-ils prédit comme victoires "inéluctables" qui se sont avérées a posteriori inéluctables certes, mais comme illusions, comme pitoyables échecs. Que d'idéologies libératrices, scientifiques, incontournables, n'ont –ils encensées et justifiées, celles la mêmes qui ont conduit tant d'hommes dans les chambres de torture, les camps ou devant les pelotons d'exécution. De quoi ont accouché le socialisme, le nationalisme arabe, l'Etat- nation rêvés avec passion, servis avec enthousiasme et adulés avec la foi des néophytes, sinon, de massives violations des droits du peuple et de la personne, sinon d'immenses et pathétiques dérives?

L'indépendance s'est révélée être une coquille vide. Les Arabes sont toujours des sujets et non des citoyens, simplement ils ne sont plus les sujets de l'Etat étranger mais ceux de l'Etat national. On n'a jamais autant torturé que depuis que l'on agite à tout va, les droits de l'homme. Le présent est, comme les territoires…. occupé. L'avenir est oblitéré par tous ces régimes qui nous barrent la route de la Démocratie. Seul le passé peut être encore peuplé par d'inoffensives légendes ou de dangereux fantasmes de revanche. Les intellectuels des années quatre-vingt-dix, sans grandes utopies à courir et à faire partager, se recroquevillent sur eux-mêmes comme sous le choc d'un traumatisme qui n'a pu être surmonté. Leur silence est dit assourdissant, leur désertion honteuse.

Au premier abord on peut comprendre le profil bas adopté et trouver qu'un peu de pudeur retrouvée est bien la moindre des choses à attendre d'eux avoir après tout ce qui s'est passé.

Mais n'est pas aller trop vite en besogne, que de les enterrer définitivement?
N'est ce pas sous-estimer le rôle provocateur de ce scandale du monde qui les a toujours fait sortir de leurs gonds et qui n'a jamais été aussi insupportable?
N'est-ce pas sous–estimer la nécessité pour toute société d'avoir ces somnambules en état de fonctionnement, car c'est eux qui rêvent le chemin qui doit être essayé par les autres ? Faut-il rappeler que l'empire soviétique, les Etats-Nations de ce siècle ont été pour beaucoup leurs rêves et finalement leurs cauchemars? La vague Islamiste qui déferle aujourd'hui sur le monde peut-elle être comprise sans les idées d' Ibn Taïmia', 'AI Mawdoudi' Ou Said Kotb?

Se pourrait-il que ce silence ne soit pas seulement celui de la désillusion, de l'amertume, de la honte secrète de s'être si souvent trompés, d'avoir été si souvent trompés? Se pourrait-il qu'il soit aussi celui de la méditation, du retour sur soi pour préparer dans le calme d'avant la tempête les nouveaux combats?

Le monde d'aujourd'hui, sans boussole, sans projets mobilisateurs, n'a jamais eu autant besoin d'intellectuels. Qui d'autre aujourd'hui peut et doit dénoncer les ravages et le prix exorbitant en souffrances humaines du nouveau tribalisme planétaire, de la montée de tous les fanatismes, du triomphe du Moloch appelé marché, des mafias conquérantes, de la confiscation du discours des droits de l'homme, de l'appui des grands Etats occidentaux à toutes les dictatures du monde susceptibles de défendre leurs intérêts à court terme, de la progression et l'aggravation de la misère et de l'inégalité, de la mise à sac de la nature?

Le silence gêné ou boudeur doit se terminer rapidement, mais l'expérience, qui en politique sert rarement, doit être utilisée pour mieux assumer à l'avenir le ''sacerdoce''.

Les intellectuels doivent se remettre aux rêves pour les plus ''artistes'', à la magistrature morale pour les plus sages, à l'action pour les plus agités.

Pour que les échecs du passé ne soient pas répétés, il nous faut d'abord nous libérer de ce qu'il y a de plus dangereux dans toute idéologie: la recherche de La solution.

Si la médecine est ce qu'elle est, si les médecins tirent de leur pratique de si profondes gratifications, c'est bien parce qu'ils ont renoncé dès le départ au rêve insensé d'un monde sans maladie, pour s'atteler au combat sans cesse perdu et sans cesse gagné contre les multiples maux toujours renaissants, de plus en plus multiformes et complexes.
Le combat contre le scandale dont le réel est si prodigue ne peut être que celui de l'ici maintenant perpétuellement gagné, perpétuellement perdu et perpétuellement rejoué.

Nous devons surtout sortir du temps eschatologique des dangereux messianismes. Il n'y a et il ne peut y avoir nul lieu dans l'espace ou dans le temps ou placer un réel enfin décapé de tout son mal. Rêver cela, faut-il le rappeler c'est rêver la fin de l'homme, tel qu'il est, tel que nous le connaissons, tel que nous le détestons mais aussi tel que nous l'aimons.

Les intellectuels enfin, plus que tous les autres, doivent assumer la complexité du monde.

Pour l'idéologue rêvant de la compréhension ultime, le réel se révèle scandaleux en tant qu'il refuse obstinément de se mouler dans les théories les plus sophistiquées, de se laisser montrer le chemin par les prophètes les mieux intentionnés. Il fait voler en éclats toute vision visant à s'en saisir. Alors on use de violence sur soi et surtout sur les autres pour imposer les visions simplistes qu'on s'en fait. Pour l'homme d'action, le réel têtu ridiculise tout projet visant à le contrôler. Tôt ou tard on découvre qu'il n'existe aucune idéologie de libération, fusse-t-elle la Démocratie,

qui ne sécrète ses effets pervers, qui ne puisse être récupérée par ses pires adversaires, qui n’entraîne des souffrances humaines dont il s'avère toujours qu’elles ont été aussi cruelles qu'inutiles. Les Islamistes, pour ne pas recommencer l'horreur, seraient bien inspirés de s'en rappeler.

La complexité désordonnée du monde fait que les bons n'y sont pas toujours récompensés, que la vertu y triomphe parfois, que la justice y est l'exception non la règle. Au moment où l'on s'épuise à corriger un scandale, un autre renaît presque spontanément. Quand ce dernier est éteint à la manière d'un feu d'incendiaire, il s'en allume d'autres plus mortels encore. Face à la résistance et à la malice de l’histoire, il ne se présente devant l'intellectuel, comme devant tout un chacun, que deux alternatives. Il peut rebrousser chemin, traverser le Rubicond dans le sens inverse, larguer indignation et engagement, retrouver son statut confortable de lettré et gérer comme il le peut désillusion et culpabilité.. Le cynisme, I'amertume et parfois la trahison pure et simple de toutes les divinités hier adorées, ne sont que les ultimes conséquences de la découverte d'un temps immobile ou cyclique qui ramène immanquablement les mêmes tragédies, les mêmes comédies, les mêmes archétypes et les mêmes éternels acteurs. En renonçant cependant à ce qui est sa mission et son honneur il va être comme un chat repu et ingrat ronronnant sur un tas d'ordures. Il devient ainsi lui-même partie intégrante du scandale du monde. L'autre seul choix est d'assumer une fonction plus que jamais nécessaire. Pour que ce choix soit assumé sans héroïsme tragique et quelque peu ridicule, il faut toujours se rappeler que dans le réel sordide, incompréhensible ou désespérant, la recherche de l'équilibre et du progrès est permanente, infatigable, indémontable.Le côté définitivement tragique du réel interdit tout optimisme benêt. Mais son côté définitivement fécond et prometteur interdit tout pessimisme morbide. Les vents qui font couler nos frêles embarcations malmenées par la tempête sont ceux la mêmes qui nous font avancer et découvrir de nouveaux continents.

Une telle approche ne peut que modifier profondément notre conception de la crise. Loin d'être une étape négative et surtout définitive d’un processus de déchéance irréversible, elle est au contraire le signe d’un intense processus de destruction/reconstruction, maladie/guérison, mort/renaissance. La catastrophe est aussi une chance. Elle est le moment ou le processus par lequel se renouvelle le réel est au maximum de son action. L’intellectuel ne doit pas se laisser démonter par la crise, mais l’utiliser. Pour nous repérer dans le désordre et la complexité du monde, nous ne disposons plus de l’assurance d’une vérité scientifique, ou d’une révélation divine. Nous n’avons à notre disposition qu’un corpus de principes éthiques, une somme d’échecs d’errements qui sont autant de balises pour nos recherches futures. Nous avons surtout cette capacité de produire du rêve qui réfléchit ou de la réflexion qui rêve l’avenir et les alternatives. En politique c’est toujours le préalable incontournable aux grandes entreprises. Malheur à ceux qui ne savent plus rêver ou qui y ont renoncé. Tout est de rêver avec plus de lucidité et de modestie des utopies moins voraces en sacrifices humains, moins prétentieuses, biodégradables et renouvelables de l'intérieur, ayant le sens du relatif, de l'évolutif, sachant intégrer l'échec, le métaboliser et reconstruire sur ses décombres.

Aujourd’hui C’est toute une nation captive d’elle-même, qui rêve à voix haute, à sa libération. Ce rêve s’appelle la seconde indépendance.

Avril 1997

L'enfant battu et les attitudes culturelles:
l'exemple de la Tunisie

M. MARZOUKI, A. HADH FPEDJ AND M. CHELLI
Service de Médecine Communautaire, Faculté de Médecine, Ibn El Jazzar, Sousse, Tunisie

Introduction

LA VIOLENCE qu'elle soit dirigée contre l'enfant, l'adulte, ou soi, est un phénomène universel. Chaque culture gère néanmoins cette violence d'une certaine façon et ce, en fonction de deux paramètres qui nous paraissent fondamentaux: les conditions matérielles de vie et les habitudes et les coutumes. Dans ce travail, nous allons nous efforcer de montrer quelles peuvent être ces habitudes et ces coutumes, face au problème de la violence exercée à l'encontre de l'enfant en Tunisie, et comment elles permettent dans un certain sens de le protéger contre des dérapages incontroléscsignalés par les auteurs dans les pays industrialisés.

Situation Socio-Culturelle

A la fois Méditeranéenne, Arabo-musulmane et Africaine, la Tunisie moderne (petit pays de 7 millions d'habitants) a vu se sédimenter le long d'une histoire de trois millénaires divers apports culturels: Berbère, Carthaginois, Romain, Arabe, Turc, et Européen notamment Français. Sa personnalité reste néanmoins marquée essentiellement par l'apport Arabo-musulman, mais l'influence européenne s'est faite depuis plus d'un siècle envahissante. Société de lère vague selon la terminologie d'Alvin Tofler (agricole) elle en présente toutes les caractéristiques: organisation.patriarcale de la famille, solidarité importante, n'autorisant l'expression de la sexualité qu'au sein du mariage, élevage des enfants (nombreux) au seine d'une famille très large, etc.

La structure de cette famille est très importante pour la compréhension du phénomène de la violence. De type endogame, la famille tunisienne, comme toute famille musulmane, remplit les critères énoncés par E. Todd [1] à savoir la cohabitation fréquente des fils mariés et de leurs parents, le mariage fréquent entre les enfants des deux frères, l'égalité des frères définie par les régles successorales. Cela implique pour l'enfant une très vaste famille, ou l'étranger(e) est l'exception. Cela implique aussi l'existence d'un réseau de relations affectives denses (parfois trop), et securisantes. Malgré le fait que cette famille endogame, connaisse en son sein de graves tensions hommes/femmes, les indicateurs de désintégration sociale, sont très faibles et ce, par comparaison à la famille exogame ou nucléaire, rencontrés dans d'autres cultures.

Ainsi, le taux d'enfants naturels rapportés par E. Todd [1] est de 0.3% pour la Tunisie (7% en moyenne dans les pays occidentaux). Le taux de suicide n'est pas connu

Mais semble se situer dans la fourchette signalée pour tous les pays musulmans 2 à 7/100.000 (14/100,000 dans les pays occidentaux).
L'expérience et les quelques données chiffrées, laissent croire que la famille tunisienne comme toute famille endogame, minimise les tensions psychologiques, assure à l'enfant un nexus familial riche et bienveillant puisque tous ses membres sont parents plus ou moins proches.

Comment un phénomène aussi "naturel" que la violence, va-t-il être perçu et géré dans une telle structure familiale, et dans une telle culture? Pour répondre à cette question, nous avons eu recours à une triple démarche.

1 . Une enquête informelle auprès des pédiatres des hôpitaux de Sousse et de Monastir afin de déterminer l'étendue du phénomène, du point de vue médical.

2. Une enquête informelle auprès de certaines personnes clés de la communauté: instituteurs, médecins, journalistes, hommes de religion.
3. Une enquête systématique par questionnaire sur un échantillon de 70 parents, fréquentant les centres de santé de base semi ruraux où le service est implanté. C'est le résultat de cette enquête qui constitue l'essentiel de ce papier.

Résultats

Existe t-il des enfants battus en Tunisie? Par battus nous entendons: enfants ayant subi des violences occasionnant des dégats physiques ou psychiques nécessitant une prise en charge médicale. Ayant ainsi délimité le sujet, nous avons effectué une enquête auprès des pédiatres des hôpitaux de Sousse et de Monastir. Le résultat est tout a fait négatif. En effet tous les pédiatres affirment n'avoir jamais eu à traiter de syndrôme de Silvermann. Ce diagnostic est totalement inconnu chez les jeunes internes. Ceci repose le vieux problème: absence du phénomène, ou manque de dépistage et refus de reconnaître une réalité pénible?
Cette attitude est d'autant plus malaisée à expliquer, que comme nous le verrons, l'enquête auprès des parents semble confirmer le contraire. Un entretien approfondi avec 70 parents, de niveau socio-économique faible, représentatif de la population qui fréquentent nos centres de santé primaire et généralement les plus proches de la culture traditionnelle, nous a permis de dégager les points forts suivants.

1. La violence exercée contre l'enfant est une donnée de base de l'éducation traditionnelle, puisque moins de 20% des interrogés disent n'avoirjamais été battus dans leur enfance.
On ne peut pas dire que ces parents gardent du fait d'avoir été battus un souvenir particulièrement traumatisant. En effet, près de 64% estiment que cela a été "bon pour leur éducation." Seulement 22.5% estiment, sans condamner expressément le chatiment corporel, que cela n'etait pas nécessaire, à cette même éducation. Rien d'étonnant, à ce que le châtiment corporel soit perçu comme un acte positif. Quand à la façon de traiter leurs propres enfants, 60% en attendent l'apprentissage par l'enfant des bonnes manières, 30% l'amélioration des résultats scolaires, 26% la soumission et la crainte (considérées comme des signes de bonne éducation dans la culture traditionnelle).

Les attitudes culturelles de la Tunisie

Battre l'enfant, comme battre la femme est considéré comme allant de soi. N'est-il pas dit dans le Coran à propos des épouses: "Si elles vous désobeillissent, battez-les et abandonnez leurs couches."
Nous avons pu recueillir une quantité de proverbes, vantant les bienfaits du baton, tels que "il y a du médicament dans un baton," "le baton mène au paradis," "à toute désobeillissance, un remède: le baton."

2. Cette violence est controlée. Dans l'ensemble, les châtiments corporels restent dans des limites imposés par la prudence. Seuls 1 1% battent jusqu'à faire mal. Plus de 50% ont des accès de violence brefs et peu traumatisants. Ce sont les jeunes garçons qui subissent de préférence les sévices et ce, entre 0 et 12 ans, avec des pics à 3 et 7 ans. Fait significatif, 1.5% seulement portent des coups à la tête, région particulièrement "interdite," le reste du corps étant "zone ouverte."

3. La tâche de châtier revient au père pour 40%, la mère vient en second lieu 34%. Fait significatif, les grands parents et les collatéraux ne sont pas cités, et pour cause, leur fonction est de protéger l'enfant. L'instituteur lui aussi, est reconnu comme un des ayant droit à battre l'enfant, après le père et la mère.

C'est d'ailleurs dans l'école comme semble l'indiquer notre enquête informelle auprès des

membres influents de la communauté, ainsi que notre expérience personnelle, que les sévices corporels sont les plus fréquents. Ceci s'explique par le rôle fondamental de l'école comme moyen de promotion sociale, et par l'acceptation de la famille de tout sacrifice permettant à l'enfant de gravir l'échelle du savoir donc du pouvoir.

4. Il n'existe par ailleurs, aucun sentiment de culpabilité ou de honte vis à vis du phénomène, tant du coté des parents que celui des éducateurs. On bat l'enfant pour son bien.

Rien donc d'anormal à ce que la valorisation aille de pair avec le sévice. Les garçons traditionnellement mieux considérés sont les plus chatiés (15% pour les garçons seuls contre 1% pour les filles seules). Au sein des garçons les ainés totalisent 6% "d'attention," là où tous les autres frères réunis ne totalisent que 8% des sévices.

Discussion

S'il n'y a pas de prise de conscience de l'existence d'un problème d'enfant battu, en Tunisie (comme en témoigne l'absence de toute littérature médicale ou sociologique), c'est qu'il n'est pas perçu comme tel, du moins pour le moment.

Dans la culture traditionnelle, battre l'enfant et/ou la femme va de soi. Cette violence acceptée (mais de moins en moins), nous parait être généralisée, non culpabilisante, ritualisée. Curieusement cela pourrait expliquer la relative rareté des mauvais traitements ayant entrainé de graves atteintes physiques.
Ainsi, la culture traditionnelle a réussi à se protéger par des interdits puissants contre l'alcoolisme et la conception hors du cadre rigide mais protecteur de la grande famille patriarcale, de deux causes majeures de violence destructrice contre l'enfant observé dans les cultures industrielles à famille nucléaire.
L'enfant nait dans un milieu hyperprotégé et structuré, contraignant, mais vivable, car l'enfant y est très valorisé ne fut-ce qu'à cause de l'importance de la mortalité infantile qui en fait une "denrée" précieuse. Ceci ne veut nullement dire que son sort soit toujours enviable, (soumission totale, travail précoce etc.), mais que la violence subie, parce que ritualisée et structurée, est rarement aveugle et destructrice. Il faut ajouter néanmoins que cette société traditionnelle est impitoyable vis à vis de ceux qui transgressent les]Interdits. Ainsi l'enfant naturel, aussi rare soit-il, est quasiment un non être social. Il peut être soumis à toutes les violences, sans que cela pose aucun problème de conscience.

Quel ne fut notre étonnement par exemple, de voir certains membres de la Ligue Tunisienne des droits de l'Homme, refuser de voir figurer dans la charte de l'association (très libérale à tout égard par ailleurs et notamment en matière de droits de la femme) la référence à tout droit de l'enfant naturel (Article 16).
Une véritable bataille s'installa autour de cet Article 16 et la référence claire à l'égalité des enfants légitimes ou naturels n'a pu être obtenue lors de l'adoption de la charte en Septembre 1985. C'est dire la résistance (et le potentiel de violence) sociale vis à vis des "déviants."

Conclusion

Dans la société traditionnelle Tunisienne, la structure même de la famille, de puissants interdits contre l'alcoolisme et la liberté sexuelle, limitent de façon draconienne les causes les plus graves de violence contre l'enfant. Des renforcements positifs (valorisation par le Coran de l'enfant et importance de la mortalité infantile) concourent avec les interdits culturels et religieux pour limiter les ravages de la violence grave. Mais la violence n'en existe pas moins, acceptée, déculpabilisée, considérée comme un moyen normal d'élevage et d'éducation.

Il est évident que cette "normalité" est de même ordre que celle qui consiste à trouver normal de battre la femme, ou de se soumettre aveuglement au pouvoir religieux et politique. Bien qu'institutionalisée, et ritualisée la violence contre l'enfant trouve de moins au moins de défenseurs. C'est le droit de l'instituteur à battre l'enfant qui commence à être discuté, celui du parent suivra immanquablement. Qui plus est la société agricole traditionnelle bascule dans la modernité, en fait dans l'ère industrielle. Plus de 50% de la population Tunisienne est déjà urbanisée et ses liens ancestraux avec la terre et la culture traditionnelle se distendent. Déjà l'alcoolisme rampant fait problème. On peut craindre de ce fait que les mêmes causes produisent les mêmes effets que dans les pays industrialisés, où on connait le rôle de l'alcoolisme et l'illégitimité dans la genèse de la violence. Le type de violence signalé dans les pays industrialisés, pourrait devenir la forme commune de ce symptôme de dysfonctionnement social. Qui plus est la famille endogame elle même éclate, et la famille nucléaire, gagne du terrain.

Ainsi l'évolution socio-économique genère deux phénomènes, qui pour être contradictoires n'en existent pas moins simultanément.

1. L'augmentation du niveau socio-économique, l'affranchissement de l'individu, le rôle joue par l'éducation, l'information, etc. pourraient favoriser une meilleure prévention de la violence.

2. L'éclatement des structures traditionnelles, le stress de la transformation trop rapide pourraient au contraire augmenter cette violence.

Dans quelle mesure pouvons-nous intervenir sur les renforcement positifs et négatifs de la culture, faire que le passage de la culture agraire à l'industrialité, se fasse dans le respect de certaines traditions protectrices .Il est bien difficile de répondre à ces questions et encore plus difficile d'agir sur le mouvement de ces "plaques tectoniques culturelles."
Une information honnête des parents, des éducateurs, nous parait être néanmoins un paramètre à introduire dans une équation complexe à n variables en espérant qu'une telle intervention puisse orienter des processus qui paraissent souvent incontrôlables.

1982- Publié dans la revue de L'International society for orevention of child abuse and neglect

II- Articles sur une Tunisie en détresse

De l'incompétence avant toute chose

Je ne suis pas un homme cynique. En politique ou dans la vie privée, je considère le cynisme, cette immoralité contente d'elle-même, comme la pire des attitudes. Néanmoins, comme les plus chastes sont traversés parfois par des pensées lubriques et les meilleurs de méchancetés tues, il m'arrive d'avoir des pensées cyniques. Cela provient sans–doute de notre profonde ambivalence, de notre nature pétrie de contradictions. Il faut donc accepter le retour du refoulé et ne pas trop s'en formaliser car on n'est jamais ni totalement ange ni totalement bête.

Bref, j'ai parfois des pensées cyniques du genre: le grand problème n'est pas que celui qui nous gouverne soit un dictateur, mais qu'il soit si incompétent. Je m'explique. Songez à la différence entre le dictateur argentin Videla et le dictateur chilien Pinochet. Le premier a fini comme un proscrit dans un pays qu'il a laissé exsangue. Le Pinochet, lui, est toujours sénateur, intouchable par la justice nationale et internationale. Pire, il a laissé derrière lui un pays économiquement prospère. Par pitié, ne me rappelez pas le martyr de Salvador Allende. C'est mon héros. Ne me jetez pas à la figure les horreurs de la répression. Je crois les connaître. Rappelez – vous que nous sommes en mode cynique. Autre exemple. Comparez les résultats de la dictature qui a construit Singapour et celle qui continue à détruire le Myanmar. Les généraux sud-coréens étaient de sacrées crapules, mais quels bâtisseurs!

Nous voilà embarqués sur un sentier dangereux: accepter qu'ils puisse y avoir de ''bons'' dictateurs. En réalité, tous les dictateurs sont des malédictions pour leurs peuples, mais certains sont plus maléfiques que d'autres. Les terribles souffrances qu'ils infligent s'avèrent un jour avoir été totalement stériles, inutiles et gratuites. Derrière eux ils ne laissent rien qui justifie leur passage au pouvoir, voire même leur simple passage dans ce monde. Leur fin est à la fois une débâcle personnelle et collective. En général la faillite finale n'est que le couronnement de faillites partielles et successives dans la gestion des affaires d'un pays, tâche à l'évidence au-dessus de leurs capacités. C'est cela le destin d'un dictateur incompétent et le ''nôtre'' est un prototype de première catégorie.

La dernière bourde du dictateur, annulant sans la moindre consultation avec ses pairs (qui dans l'ensemble ne valent pas mieux que lui) le ''sommet'' arabe, n'est que la dernière preuve de cette incompétence fondamentale. J'avoue avoir été amusé plus que surpris par la décision. Cela fait des années que j'assiste, incrédule, à un étalage d'incompétence dans tous les domaines et d'abord dans ceux où un dictateur, même moyen, devrait réussir.

Restons toujours dans le mode cynique et détaillons la chaîne des erreurs grossières qui poussent l'homme vers son inexorable destin.

- Incompétence dans l'art de mentir: le dictateur ment d'une façon si systématique, si grossière qu'on a honte pour lui, honte de lui. A l'évidence il n'a jamais entendu parler de ce proverbe français: ''on peut mentir toujours à quelqu'un, on peut mentir une fois à tout le monde, mais on ne peut mentir tout le temps à tout le monde''

- Incompétence dans l'art de falsifier: la falsification des institutions, des élections, le montage des ''oppositions'' est si grossier, si bâclé, qu'on ne peut qu'en rire. L'image qui me vient à l'esprit à propos de ce maître en faux et usage de faux, est celle d'un faussaire fabriquant ses billets de fausse monnaie mais sur une vieille photocopieuse et en plein marché à l'heure de la plus grande influence .

- Incompétence dans la répression: le dictateur qui s'est défini un jour comme un technicien de l'ordre (lire de la répression), s'est illustré dans une guerre contre le terrorisme, mais une guerre imaginaire. tout le monde sait, sauf lui, qu'il n'y eut jamais de terrorisme en Tunisie. Il n'a montré son soi disant son savoir faire (qu'il prétend exporter) qu'en s'acharnant sur les corps et les âmes de dizaines de milliers islamistes modérés et non violents et de militants des droits de l'homme, on ne

peut plus pacifiques et légalistes. La démonstration de force permanente de ses armées policières pour intimider le pays, n'eut pour résultat que d'accroître l'insécurité et rendre le régime chaque jour un peu plus détestable à tout un peuple. Qui peut se prétendre bon technicien, quand pour écraser une mouche, il utilise l'artillerie et reçoit par ricochet une partie de la salve?

- Incompétence dans la corruption: Il y a plein de dictatures corrompues dans le monde. Mais vous n'en trouverez pas une seule où le dictateur lâche sa famille sur le pays comme on lâche une nuée de sauterelles sur une campagne verdoyante. Vous n'en trouverez pas un seul où le chef de l'Etat organise personnellement le racket comme c'est le cas chez nous avec le tristement célèbre 26-26. Tout cela au vu et au su de tout un peuple… un peuple supposé aveugle, sourd et à jamais muet.

Jetons un rapide coup d'œil maintenant sur les autres domaines d'incompétence: la gestion d'une police (de plus en plus corrompue) d'une justice (de plus en plus discréditée), d'une société (de plus en plus désespérée et désespérante)... Quel gâchis!

Ah, mais mon bon monsieur ! Mais que faîtes –vous du miracle économique? Tiens, il y a encore quelqu'un pour en parler? Au fait, il semble qu'il ait limogé deux ministres des finances les deux derniers mois. La valse des ministres! cela ne vous rappelle rien?

Et la stabilité? Ah oui, la Tunisie connaît la stabilité, mais c'est celle des mares stagnantes, celles des prisons et des cimetières. Levez– vous ô tempêtes bien aimées, que revive enfin mon pays! Non les défenseurs de la compétence du grand incompétent devraient abandonner le terrain miné des ''réalisations''. Il n'y en a pas. Là où ils peuvent cyniquement me donner l'estocade c'est en ricanant : Comment expliquez-vous Monsieur le donneur de leçons, que c'est ce grand incompétent qui a damé le pion à tous les concurrents, que c'est lui qui a recueilli l'héritage, qu'il se soit maintenu au pouvoir depuis si longtemps et qu'il risque de durer encore un bon bout de temps? Là, je titube devant la brutalité de la contre-offensive. Je me tourne vers le mur honteux et déconfit. Oui, c'est vrai. Ce dictateur très quelconque a damé le pion à ses concurrents. Il nous accable de son pouvoir depuis 18 ans. Il se prépare à nous faire le coup de la présidence à vie. Malheureusement pour lui comme pour nous, cette ''réussite'' n'a rien à voir avec la moindre compétence dans le moindre domaine. Elle est le pur produit d'une incompétence encore plus vaste et profonde… celle de la classe politique tunisienne. Mais ceci est une autre histoire…une bien triste histoire.

L'Audace no 110, Avril 2004

Haro sur l'usurpateur !

Que faire maintenant après ces '' élections '' du 24 octobre 2004?

Bonne question mais il faut d'abord savoir ce que s'est-il passé exactement le 24 octobre. L'évènement ne peut être compris s'il n'est mis dans le contexte de l'histoire de notre peuple ….du processus de sa libération.

Le dictateur s'est fait plébisciter en 1989 sans que personne n'ait même songé à se présenter contre lui. En 1994 il eut la désagréable surprise de devoir mettre trois citoyens en prison qui avaient rompu le tabou séculaire qu'on ne défie le maître de l'instant. En 1999 il a dû organiser toute une laborieuse et grotesque parodie d'élections plurielles. En 2004, c'est tout l'édifice de cette pluralité factice, de cette démocratie en carton-pâte qui a étalé son ridicule devant un peuple méprisant et une classe politique de plus en plus combative et unie .Tout cela accompagné d'une hémorragie de sens, de crédibilité, de dignité ……tout cela dans le déshonneur, la panique et la honte.

Avec une participation de moins de 10% du corps électoral, le rejet des résultats de la mascarade électorale par toute l'opposition, le désaveu du principal soutien et allié étranger, l'ironie méprisante de la presse internationale sur le double 90%, le dictateur peut, à partir de maintenant, se targuer d'un nouveau statut : celui d'usurpateur.

Aujourd'hui la Tunisie n'a ni République, ni président. Elle à une '' Joumloukia'' régie par un homme totalement déconsidéré et qui n'a plus la moindre légitimité pour représenter ou gouverner dix millions de Tunisiens.

Que personne ne se trompe sur la signification profonde de la démonstration de force policière ou de l'arrogance médiatique des derniers jours de la '' campagne''.

Tant de nervosité, de susceptibilité et de raideur ne trahissent que l'étendue de la peur et de la fragilité… et pour cause. Le délabrement moral et institutionnel de l'Etat barbouze est largement engagé. La dernière parodie n'a fait que le confirmer devant le peuple et le monde. Il se continuera de lui-même par la conjonction des facteurs de pourrissement internes que tous lui reconnaissent : corruption, népotisme, lutte de clans , schizophrénie , dépendance quasi-absolue d'un seul corps - la police politique- et de la peur qu'elle peut encore inspirer. L'affaire Nabil Abid est d'ailleurs venue montrer à point nommé que même ce corps pouvait être parcouru par de dangereux soubresauts.

Notre rôle est de donner au processus un coup d'accélérateur. Chaque jour de survie politique de l'usurpateur, ne retarde pas seulement la joie de la libération, mais alourdit d'autant plus la terrible facture de tant d'années de gabegie, d'incompétence de ressources humaines et matérielles criminellement dilapidées.

Plus que jamais, nous devons à notre pays d'avancer unis et à marche forcée en vue d'instaurer la République et l'Etat de droit. Ceci passe nécessairement par les étapes suivantes :

1-Maintenir le principal acquis de l'opposition démocratique à savoir son unanimité sur l'illégitimité et du putsch constitutionnel et des '' élections''. Le départ de l'usurpateur, doit

être considéré par tous comme l'objectif incontournable qu'impose l'état d'un pays en perdition sous la coupe d'un régime non réformable.

2- Créer à Tunis, et avant la fin de 2004 , une commission mixte représentative de tout le spectre anti-dictature (partis politiques sans exclusion ou mainmise - ONG- personnalités indépendantes) pour préparer sérieusement la Conférence Nationale Démocratique (CND). Celle- ci pourrait se tenir dans un pays Européen au printemps 2005.

3- Pour ne pas être un séminaire de plus , répétant les mêmes exigences et les adressant à on ne sait trop qui , La CND devrait s'instaurer comme une pré- constituante chargée de parapher les grandes lignes du texte fondateur de l'Etat de droit que nous voulons pour la Tunisie démocratique.

Elle devrait nommer une structure de suivi, chargée d'impulser et de coordonner toutes les actions visant à chasser l'usurpateur depuis l'action diplomatique jusqu'à la mobilisation populaire.

Une telle démarche passe obligatoirement par l'assainissement du climat au sein des oppositions. C'est là la responsabilité de tous et le CPR ne manquera pas à la sienne.

Nous devons tous avoir constamment à l'esprit, que sous ce régime, ni la Tunisie, ni nos structures, ni nos personnes, n'ont rien à attendre sinon le pire. Ne nous trompons pas d'ennemi, de priorités. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Le temps est à l'unité et au plus large rassemblement. Le temps de l'émulation viendra le jour où l'ère des voyous ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Nov 2004

Retour

A la question: Pourquoi j'ai décidé de retourner en Tunisie, la réponse la plus spontanée est: parce que…

Mais cette question n'étant pas un Koane bouddhiste, je vous dois ainsi qu'à vos lecteurs de plus amples explications.

Tout d'abord j'aimerai rappeler que je ne me suis pas enfui en 2001, que Je n'ai fait aucune demande d'exil politique dans aucun pays. Je ne suis parti que pour répondre à l'invitation de l'université de Paris 13 à venir y enseigner la santé publique, après avoir été exclu de celle de Sousse pour les raisons que l'on sait. Donc le retour dès le départ était l'option choisie.

J'ai été, comme chacun le sait, le premier à avoir appelé au boycott actif de ces pseudo-élections qui se préparent pour le 24 octobre et qui n'auront pour conséquences que de déposséder, encore une fois et un peu plus, le peuple de sa souveraineté, le citoyen de sa dignité et la démocratie de sa fonction réelle. Je ne pouvais décemment pas lancer un mot d'ordre de l'étranger et me soustraire à en assumer la responsabilité sur le terrain.

Ayant été depuis le début des années 90 de tous les combats pour les libertés privées et publiques, et ce au centre de la première ligne, j'ai estimé que cette fois-ci aussi je devais être là où les choses se passent.

Cette bataille a une spécificité par rapport à toutes celles qui ont eu lieu depuis 1990. Elle est d'abord et essentiellement psychologique. Il faut sortir le pays de cette léthargie désespérée à laquelle pousse une classe politique en faillite avancée.

Certes ce n'est qu'une bataille de plus. Ce n'est pas elle forcément qui décidera du sort de la Tunisie. Mais je suis convaincu que si elle est bien menée, elle pourrait constituer un pas en avant vers un Etat légitime, une société civile légale et un peuple enfin sorti de l'arbitraire.

La génération de nos pères a dévolu sa vie à la première indépendance: la libération du peuple de l'oppression de l'Etat colonial et étranger.

La mission de la nôtre est de réaliser la seconde indépendance: la libération du peuple de l'oppression de l'Etat dictatorial, dit national.

Ce combat pour la deuxième indépendance est un long et souvent épuisant processus. Il peut s'ensabler, tourner en rond, mais il est impossible à bloquer indéfiniment.

A chacun de lui donner, qui une chiquenaude, qui une franche poussée, et le temps de notre indignité collective n'en sera que plus écourté.

Septembre 2004

Le point

"Plus ça bouge plus c'est toujours la même chose" disent les Français pour caractériser une situation de blocage comme celle qui caractérise la Tunisie aujourd'hui. Je ne partage pas cette vision

1**- La société civile tient toujours en échec le totalitarisme**

Le tissus associatif que le régime de Ben Ali a voulu déchirer, salir ou s'en servir comme un torchon pour faire briller sa façade, non seulement résiste, mais s'enrichit et se renforce. L'ordre des avocats, le Conseil national pour les libertés en Tunisie, le centre de Tunis pour l'indépendance de la justice, l'association internationale pour la défense des prisonniers politiques, L'association des jeunes avocats, et Attac- Tunisie (RAID), qui sont à l'origine de l'initiative, sont avec la LTDH, autant de preuves de l'échec du totalitarisme à soumettre la société civile. Indépendantes sous un régime qui a toujours voulu asservir les associations, actives sous un régime répressif de la pire espèce, tirant leur légalité et leur légitimité du droit international sous une législation rendant impossible le vrai exercice de la liberté d'association; elles expriment à la perfection ce mot d'ordre qui a fait toute la force de notre société civile en lutte : Nos droits nous nous les revendiquons pas , nous les exerçons .

2- la résistance démocratique à la dictature continue

Dans un contexte extrêmement difficile, de par la répression soutenue et le contexte international favorable à tous les régimes répressifs, la résistance ne faiblit pas . Ceci est d'ailleurs une constante dans l'histoire de notre libération. Combien de fois nous nous sommes trouvés une poignée d'hommes et de femmes face à un régime jouant sur toutes les cordes, sur toutes les alliances, sur toutes les justifications fallacieuses. Pourtant cette poignée de résistants traqués et sans moyens, ont dévoilé la face de la dictature au monde, reconstruit le champ dévasté des institutions, repris le terrain gagné un moment par la dictature comme dans la bataille du dernier congrès de la ligue. Aujourd'hui, 11 septembre ou pas, la résistance tient ses positions, étend son réseau, améliore son organisation, persiste et signe dans sa volonté de faire de la Tunisie un pays libre et des Tunisiens les citoyens de l'Etat démocratique et non les sujets de l'Etat policier.

3- Pourtant le délabrement de la Tunisie s'accélère

Ce pays qui, sans l'accident Ben Ali, aurait pu être le premier pays démocratique dès les années 80, se délite et se décompose à vue d'œil. Aujourd'hui plus personne n'a à être convaincu de la responsabilité de ce régime corrompu et incompétent dans ce délabrement généralisé du pays.

Tous savent que c'est la confiscation de nos droits et libertés qui est à l'origine du mal qui nous ronge. En l'absence de libertés de presse, d'association ou de justice indépendante, la Tunisie ne peut disposer des outils nécessaires pour combattre le cancer de la corruption. Sans des élections libres, la citoyenneté n'a aucune réalité et le pays est livré pieds et poings liés à ce qu'il a de pire: les faussaires, les incompétents et les corrompus. Pourtant ces gens sont toujours aux commandes et mènent le pays droit dans le mur. Les résistants ont certes ce qui était en leur pouvoir. Ils ont maintenu la flamme vacillante de la liberté dans les pire ténèbres. Ceci ne suffit plus face à la catastrophe en cours.

4- Donc la mobilisation nationale est une urgence

On ne répètera jamais avec assez de force que la libération de la Tunisie de la dictature qui la détruit et la souille, est la responsabilité de tous. Les Tunisiens doivent cesser attendre d'un homme ou d'une opposition, qu'ils leur sortent d'un chapeau la Démocratie. La liberté ne se sert pas sur un plateau d'argent. Elle se conquiert comme en Bolivie en descendant dans la rue. Les Tunisiens doivent aussi s'imprégner de cette autre évidence qu'il n' y a plus de salut individuel. Nous nous sauverons tous ensemble ou nous coulerons tous ensemble. Aujourd'hui le signal de mobilisation pour l'année politique à venir a été donné par les cinq organisations. Il faut relayer, amplifier le signal. Il faut passer partout le mot d'ordre que 2004 doit être l'année de la reconquête de nos libertés, que la Tunisie n'est pas condamnée à rester le pays d'un peuple avili, d'une société veule et d'un régime vil.

- Octobre 2003

A vous tous et toutes, bonne fête du 10 décembre

L'idée d'appeler tous les démocrates du pays en conclave solennel pour réfléchir sur l'alternance démocratique, et la préparer, trottait dans ma tête depuis 1996.

C'est l'Afrique noire qui nous donnait l'exemple de ce qu'il fallait faire, avec ses conférences nationales démocratiques (CND). Des centaines d'hommes et de femmes, unis contre la dictature, s'assemblaient comme dans l'ancienne agora grecque, pour débattre de la défense la cité en danger, de la reconstruction du pays en ruines. Il restait à convaincre une nébuleuse démocratique divisée de tenir la CND tunisienne.

L'idée finit par se frayer lentement son chemin. C'est Le CNLT qui l'adopta le premier dans son rapport sur l'état des libertés d'avril 1999.

Le 8 décembre au matin, le comité préparatoire se réunissait dans la maison de Sadri Khiari, un des quatre endroits que nous avions choisi pour débattre des pré projets avant de les soumettre à une plénière qui devait avoir lieu le 10 au soir chez notre vénéré doyen d'âge le bâtonnier Mohammed Chakroun. Vers 11 heures du matin, la maison est encerclée par des forces de la police. Vers midi Sihem Ben Sedrine nous annonce au téléphone que les endroits prévus pour les réunions de travail étaient encerclés et que la police renvoyait brutalement tous ceux qui se présentaient. Nous étions dans une souricière. On décide de sortir, après avoir alerté tous nos amis joignables au téléphone. La police nous faisait un véritable corridor humain, silencieux, menaçant mais sans brutalité. Ce n'était encore rien par rapport à ce que j'allais vivre la nuit du 10. Ma première réaction est de sécuriser les textes en les mettant sur la toile. Toutes les maisons ''suspectes '' dont la mienne restent bouclées le 8 et le 9. Les assises de la démocratie sont annulées de facto. Le 10 au soir, je retourne à Tunis pour la cérémonie de la remise du prix ''Hachemi Ayari'' l'un des pères fondateurs de l'organisation. Le CNLT, interdit et pourchassé, avait mis un point d'honneur, à instituer ce prix pour honorer une personne ou une institution qui avait fait avancer la cause de la liberté en Tunisie. Il est rare que des Tunisiens honorent des compatriotes. Même au sein de la mouvance des droits de l'homme, la rivalité peut–être sans merci. Nous voulions par ce prix adoucir les mœurs rudes du mouvement démocratique, et rompre avec une idée bien établie que seuls des associations de la société civile internationale étaient capables de reconnaître les hommes et les femmes de qualité dans notre pays. Nous n'avions pas d'argent pour doter ce prix et la médaille était de bric et de broc. Mais qu'importe, pour nous c'était Le symbole qui comptait. Je faisais chaque 10 décembre au soir un discours enflammé et notre doyen remettait en grand cérémonial un parchemin en papier ordinaire. A cette occasion, la demeure de Maître Chakroun se transformait en maison de la liberté. Mais ce 10 décembre 2000, mon problème est d'y arriver. Impossible de semer mes éternels anges gardiens. Je hèle un taxi. C'est un cortège qui se forme derrière moi. Je saute du taxi. La meute sort de partout. C'est hallucinant. Ils me serrent de façon provocante. Je n'ai jamais vu rien de pareil dans ma longue carrière de gibier de la police. J'ai en permanence l'image de la chasse à courre. Je veux fatiguer ces fonctionnaires, mais en vain. Dans les ruelles où je m'engage pour me débarrasser des voitures, ils lâchent sur moi les motos. Je décide de ne pas aller chez le doyen, craignant d'être celui qui conduira la meute à la maison supposée non brûlée. En fait, ils savaient tout et la maison était bouclée depuis belle lurette. Tous nos invités avaient été refoulés, certains molestés. La police les pourchassera jusque dans les cafés pour les empêcher d'être ensemble. Il y a de plus en plus de flics. Il en sort de partout. Bientôt je marche sur le trottoir avec une moto, roulant à mon pas, quasiment collée à moi et. Les rares piétons, sautent sur la chaussée inquiets de ce manège inhabituel. Soudain je me rappelle le prix! Il faut qu'il soit décerné ce soir. La commission l'avait attribué cette année à la Ligue.

Essoufflé, je rentre dans le premier taxiphone ouvert et j'appelle son président Mokhtar Trifi. Il me confirme que les armées policières sont à pied d'œuvre dans tout le pays. Les barrages interceptent sur la route de Bizerte les amis venant pour la cérémonie.

Bon luis dis–je, oublions tout cela. Je prends ma voix la plus solennelle en surveillant l'entrée menaçante des policiers et le visage effrayé du propriétaire:

- Au nom du CNLT, je suis heureux de remettre le prix Hachemi Ayari de cette année 2000 à la Ligue tunisienne des droits de l'homme pour sa détermination à sauvegarder son indépendance et à lutter pour les libertés en Tunisie. Ouf, c'est fait. Je sens Trifi aussi ému que moi à l'autre bout du fil.

- Je suis très honoré par ce prix. Nous allons continuer quoi qu'ils fassent. Je me sens détendu et en humeur de plaisanter.

- Non seulement il n'y a pas un rond à notre prix, mais en plus on l'attribue à partir d'un taxiphone. En plus on s'attribue des prix entre copains. N'est-ce pas merveilleux? Qui peut faire mieux ou plus mal ? On ne dira pas qu'on ne rigolait pas sous la dictature.

Les policiers montrent des signes de nervosité et le propriétaire est visiblement à l'agonie. Je raccroche et la cavalcade reprend. Je ne sais ou aller avec toutes ces armées policières mobilisées pour les grandes manœuvres de la peur et de l'intimidation. Il est hors de question de traîner ces hordes vers les maisons de parents ou amis. Les rues sont presque désertes alors qu'il est à peine neuf heures. Les lumières blafardes distillent en cette nuit de fête une indicible mélancolie. Le motard me colle un peu plus. La marche dans la nuit se fait de plus en plus irréelle, hallucinatoire Je rentre en moi-même. J'essaye de me concentrer sur le fait que ce jour anniversaire de la Déclaration est jour de fête, ma fête. Bientôt Je n'entends plus le bruit assourdissant de la moto. J'entrevois à peine mes poursuivants courant devant moi pour m'interdire telle rue, et se parlant dans leur talkies- walkies en faisant de grands gestes. Il me faut puiser du plus profond de moi-même les forces pour que rien ni personne ne me la gâche cette nuit de fête. Une alchimie subtile se met à transformer mon humeur. C'est d'abord l'éclat de rire devant le ridicule de toute cette démonstration de force. Puis quelque chose de l'ordre de la jubilation s'empare de moi. Oui, bonne fête à moi, bonne fête à vous tous les bâillonnés, les humiliés, les persécutés de cette ville et de toutes les villes du monde. Par la roue avant de cette moto qui souffle dans mon dos, par cette cavalcade insensée, par les cris étouffés qui montent de toutes les prisons secrètes de la ville humiliée, par mes pieds enflés, par mon souffle court, par mon dos en compote, tu illumineras un jour ma cité et tu seras un jour chez toi dans mon pays: Liberté.

Le 10 décembre 2003

Rassemblons-nous pour en finir

Nous ne retenons de l'histoire que les évènements cataclysmiques. Or ces moments clé n'auraient jamais existé sans une foule de faits minimes voulus par la volonté teigneuse des hommes et par celle indéchiffrable du hasard et qui les ont préparés. Ce sont eux qui constituent et initient un processus d'accumulation pouvant prendre des décennies s'agissant de pays ou de siècles s'agissant de civilisations. Puis vient soudainement le moment de la synthèse, de la conclusion... de la solution. Combien de Tunisiens se souviennent du 12 décembre 1991? Ce fût le jour où la LTDH a frappé sur la table en dénonçant la torture, le fossé entre le discours et la pratique, appelé un chat un chat et une dictature une dictature....et mis en branle la réaction du pouvoir qui alla jusqu'à sa dissolution le 14 Juin 1992. Qui se souvient du 10 décembre 1999 où le CNLT s'est auto-proclamé association de défense des libertés invitant le pouvoir à aller se rhabiller avec sa loi liberticide sur les associations, clamant que les libertés se pratiquent et ne se quémandent pas? Qui se souvient de cette foule de procès dramatiques, de déclarations pathétiques, de réunions avortées, de manifestations étouffées dans l'oeuf, de pétitions mal écrites paraphées par l'habituelle "race des signeurs"? C'est pourtant cette accumulation de faits dérisoires ou sans lendemain apparent, qui a tissé l'histoire de la résistance de notre peuple et qui en prépare chaque jour un peu plus le grand tournant.

L'hypothèse que je formule est que la réunion d'Aix fait partie de cette cohorte d'évènements, qui, pris de façon isolée, peuvent faire sourire les maffieux et leurs valets, mais, qui, mis bout à bout, doivent les faire trembler et blêmir. Après tout, si cette dictature médiocre a été démasquée, brocardée et affaiblie n'est-ce pas grâce en partie à cette accumulation de coups de canifs?

N'oublions pas aussi le rôle éminent de l'autre accumulation: la leur. Quelle force destructive dans cette interminable suite de scandales, de crimes, d'injustices perpétrés par des hommes et des femmes sans foi ni loi, ivres de leur puissance et ignorants de celle de l'histoire ! Quelle magnifique aide elle nous a apporté et apporte encore pour que meure le plus vite possible le "fassadstan" de Ben Ali et Trabelsi et que renaisse la Tunisie de Haddad et de Hachad.

Pour avoir été depuis vingt ans un artisan, un accompagnateur et une victime de la foule des faits "dérisoires" préparant les moments sublimes de la libération, j'ai fini par savoir repérer les graines qui vont "prendre" et celles trop faibles pour résister jusqu'à l'arrivée de la pluie. Il ne fait pas de doute pour moi que la rencontre d'Aix est de ces petits-grands évènements, qu'elle est cette petite boule de neige à partir de laquelle peut se déclencher l'avalanche.

Le contrat politique

Relisez attentivement le texte issu de la conférence et vous verrez qu'il s'articule autour d'un non catégorique et de deux oui francs et massifs.

<u>Le non à toute compromission avec la dictature</u>

La stratégie d'une société civile légaliste, demandant à un régime accepté bon gré mal gré des réformes et ne le mettent pas en cause est aujourd'hui devenue caduque, obsolète, définitivement dépassée. On ne questionne plus les politiques du système mais sa légitimité Et pour cause: la mascarade d'un Etat de droit a été si grossière, ses dés si pipés, ses joueurs si mauvais, ses arbitres si corrompus, que le public las et écoeuré a tout simplement abandonné le spectacle. Il ne veut tout simplement plus de cette obscénité qu'est le régime Ben Ali. Le terme le plus significatif dans la déclaration est "rupture". On ne veut donc rien de ce pouvoir sauf sa fin. On n'exige de Ben Ali que son

départ. On ne veut plus ravaler le décor de la dictature mais le démanteler et mettre à la place les bases de la république et de l'Etat de droit. Aix a été la grande étape dans la dé- légitimation du pouvoir maffieux. Mieux, on met en place les contre-feux de ce 7 bis qui nous pend au nez où un homme souriant de toutes ses canines viendrait nous seriner la chanson "vous êtes mûrs pour la Démocratie, mais attendez que je m'installe moi et les copains, puis je vous dirais ce que je vais vous concéder comme libertés et dans combien de décennies". Ce que le texte dit sans ambages c'est qu'avec ou sans 7 bis, il n'y aura plus désormais qu'un objectif: la fin de toute dictature et le retour au peuple de sa souveraineté si longtemps confisquée par tous ses pseudo-libérateurs

Le oui à un compromis politique sur la Tunisie de demain

On s'est beaucoup arrêté et disputé à propos de la présence des islamistes côte à côte avec les démocrates dans cette conférence. Mon Dieu voilà qu'on ne respecte plus rien de nos jours et surtout pas la ligne rouge tracée par nos maîtres de l'intérieur et de l'extérieur ! Une des raisons les plus profondes de mon attachement au dialogue avec Ennahda a été d'ordre psychologique : le refus de respecter cet interdit décrété par je ne sais trop qui. C'est à moi seul de décider ce qu'est une ligne rouge et à nul autre. Je ne me suis d'ailleurs jamais fait beaucoup d'illusions sur le sérieux de ces lignes acceptées par certains avec quelle empressement et servilité. J'ai toujours su que le pouvoir pris à la gorge sera le premier à la passer. Quant aux Occidentaux, surtout les américains, le temps n'est pas loin où ils chercheront à la loupe des mouvements comme Ennahda au lieu de s'obstiner dans leur politique aberrante d'appui aux dictatures ou de combat du terrorisme et de l'extrémisme par une autre forme de terrorisme et d'extrémisme. Mais au-delà de cette question de tabous acceptés ou rejetés, se trouve la problématique politique de fond: l'intérêt du pays. Un régime démocratique imposé sans concession à l'identité arabo- musulmane du pays est aussi dangereux pour l'avenir qu'un modèle islamiste imposé sans concessions aux valeurs des droits de l'homme et aux institutions démocratiques. A partir de cette évidence, le problème était de dégager, entre un mouvement démocratique méfiant et un mouvement islamiste inquiétant, un espace de rencontre et de discussion pour "négocier" un compromis susceptible d'assurer à la Tunisie de demain la vraie stabilité par une vraie paix civile. Démocrate, socialiste et laïc sans ostentation, j'ai toujours eu en horreur aussi bien les extrémistes Islamistes que les extrémistes laïcs, les considérant comme dangereux au même titre et générateurs d'une guerre civile permanente qu'elle soit de type "froide" ou "cataclysmique". Aucune Démocratie en terre arabe et musulmane, ne pouvant à l'évidence être bâtie contre l'Islam et sans la participation de la partie modérée et éclairée du spectre Islamiste, J'ai toujours été convaincu qu'il faut gagner à la Démocratie la frange modérée de l'islamisme. C'est cette démarche qui a prévalu à Aix et qui a donné ce texte unique en son genre dans le conflit entre démocrates et islamistes faisant rage dans tout le monde arabe. Un modèle tunisien pour les autres peuples Arabes? Espérons le.

Aujourd'hui nous avons donc un texte fondamental où les islamistes acceptent que le peuple soit le seul dépositaire de la légitimité de tout pouvoir, que l'Etat de demain sera démocratique protégeant toutes les libertés et droits tels que statués par la Déclaration Universelle des droits de l'homme - ce qui exclut les traitements physiques cruels et dégradants - qu'il veillera à l'égalité de tous les citoyens, surtout celle de l'homme et de la femme. Dans le même texte, les démocrates ont accepté le droit des islamistes à être partie prenante dans le nouveau contrat social et leur ont concédé que le pays à une identité et une histoire qu'ils ne vont pas jeter aux orties par mimétisme servile ou par dés- acculturation voulue.

Restent les garanties pour que ce compromis historique ne soit pas un marché de dupes. C'est là justement une des raisons d'être de la tenue de la Conférence Nationale Démocratique (CND) à laquelle j'appelle depuis des années.

Le oui au peuple en tant que moteur du changement

Relisez attentivement le texte pour y repérer les mots-clé. N'êtes – vous pas frappés par le fait que le texte ne s'adresse ni au pouvoir, ni à la société civile, mais à toutes les composantes de la société, donc au peuple. Il est exact qu'une certaine fraction de la classe politique s'est habituée à faire la politique dans les réceptions, les salons et les cénacles de la société civile. Il est tout aussi exact qu'une grande fraction des militants de la démocratie a été isolée sciemment du peuple par la confiscation de toutes les libertés. Cette politique a eu pour conséquence de couper l'élite de son peuple, ce dernier de son élite, de faire passer pour un divorce ce qui n'était qu'une séparation imposée. Aujourd'hui la déclaration rappelle la foi de l'élite politique dans son peuple, appelle ce peuple à se mobiliser, à reprendre confiance. Elle rompt donc avec éclat avec la démarche des politiciens en goguette que rien n'effraie davantage que d'appeler cet acteur pour lequel ils prétendent se battre.

Voilà donc un texte peut être fondateur qui dessine les contours d'une résistance unie autour de trois choix fondamentaux: la rupture avec la dictature, l'accord sur les grandes lignes du nouveau contrat politique, l'appel au peuple à devenir l'acteur de son propre destin. La question est qui va le mettre en application et comment?

Les contractants

Regardons attentivement la liste des premiers signataires. Qu'y trouve-t-on?:

Des figures emblématiques de cette Tunisie de la probité et de l'honneur (Me Mohamed Chakroun, le PR Talbi Mohamed, Mokhtar Yahyaoui);

Des purs et durs de la lutte pour les droits de l'homme (Hachemi Jgham, Omar Mestiri, Naziha R'jiba, Abderraouf Ayadi, Khaled Ben Mbarek, Mohamed Nouri, Abdlwahab Matar, Ahmed Semii, Mohamed Ali Bedoui et Abdelwahab Hani;

Des réprouvés, meurtris et pourtant si pacifiques militants d'Ennahda (Ameur Laraïdh, Ahmed Gaaloul, Rafik Abdessalem, Mohamed Ben Salem, Elguennaoui Elammari);

La gauche ouverte dans toute sa pluralité (Sadri, Khiari, Elayachi Hammami, Mustapha Kraïem, Fathi Chamkhi);

Le CPR dans toute sa bouillonnante jeunesse (Samir Ben Amor, Chokri, Hamrouni Imed Abidi, Mohamed Abbou, Mehdi Zougah).

Last but not least le vétéran de la lutte pour la première indépendance Ali Ben Salem pour nous rappeler que ce combat n'a toujours pas abouti.

En analysant cette liste, me revient à l'esprit l'une des phrases clé de la désinformation permanente de la dictature: "l'opposition ne représente rien". Je serai très curieux de savoir ce que récolterait réellement le fameux RCD (Rassemblement contre la démocratie), parti –otage –instrument –cache –sexe de la dictature, s'il devait se présenter contre Hachemi Jgham à Sousse, Ali ben Salem ou Chokri Hamrouni à Bizerte, Ayadi ou Maatar à Sfax, Bedoui à Douz, Laaridh à Medenine etc. Je me demande quelle autorité morale peut-il opposer à ces deux hommes immenses que sont Chakroun et Talbi? Dans qui se reconnaîtrait la justice, les justiciables et les juges: un quelconque laquais sans honneur ou un Mokhtar Yahayoui?

L'opposition telle qu'elle apparaît déjà sur cette liste pourtant incomplète a un formidable poids politique face à un régime devenu non représentatif car sans légitimité, sans dignité et sans crédibilité.

Incomplète! Oui et c'est là que le bât blesse. Que de noms prestigieux manquent et

comme leur absence m'est à la fois pénible et incompréhensible. En y réfléchissant, j'ai identifié deux types de raisons à cette anomalie.

Appelons la première raison l'erreur de type diplomatique. Du côté des organisateurs, impatience, maladresses et naïvetés . De l'autre, susceptibilité, lenteurs et méfiance.

La seconde raison est de nature politique. On ne veut pas d'Aix car la ligne politique suivie ne peut pas aller jusqu'à la rupture avec la dictature, au compromis avec Ennahda, à l'appel au peuple. On le dira de façon crue, où on prendra prétexte des erreurs d'organisation pour se cacher derrière son petit doigt. Evidemment cela ne trompe pas grand monde. Ici il faut que nous soyons fermes et souples à la fois. Il est hors de question que le rassemblement se fasse autour d'une telle ligne politique car c'est elle qui nous a amené là où nous sommes .Ceci étant dit il est tout autant hors de question de passer par pertes et profits tous ceux qui n'adhèrent pas maintenant à la nouvelle configuration. J'ai une solide réputation de radical. S'agissant de l'attitude face à la dictature, elle est totalement méritée. S'agissant de mes rapports à mes frères et soeurs de combat, à tous mes concitoyens en général, elle est totalement fausse. Dans cette phase du combat de notre peuple pour sa libération, je pense que le rôle et la responsabilité de chaque démocrate est de faire preuve d'une absolue intransigeance envers les maffieux au pouvoir. Par contre, il ne doit ménager, ni son humilité, ni sa patience, ni sa peine pour convaincre, négocier et faire des compromis, avec tous les autres Tunisiens. Voilà pourquoi je considère les querelles intestines au sein de l'opposition comme indécentes. Voilà pourquoi je regrette profondément les insinuations et les attaques contre Radhia Nasraoui et Hamma Hammami et que j'invite tous les résistants à réserver leur énergie pour la lutte contre le pouvoir maffieux et lui seul.

Quant l'incendie ravage l'immeuble, c'est le feu qu'on combat, pas les voisins de palier même si l'on ne s'entend pas avec eux. La seule attitude exigée par la situation du pays est de maintenir sans faiblir la nouvelle configuration de l'opposition... et de tout faire pour l'élargir en gardant les bras grands ouverts à tous. Il ne faut jamais oublier que notre meilleur allié pour ramener vers nous les plus récalcitrants est le pouvoir lui-même. Au début des années 90, nous étions une poignée en faveur de la ligne politique entérinée par Aix. Notre nombre n'a cessé de croître grâce à la stupidité bovine d'un régime irréformable, qui accumulant répression et corruption a jeté dans les bras de l'opposition ''radicale'' les moins enclins à la confrontation. Attendez le cirque du congrès du RCD en juillet et le reste pour que les plus sceptiques, à condition d'être honnêtes, abandonnent leurs dernières illusions. De toutes les façons rassembler 100% de l'opposition est un objectif chimérique mais créer une masse critique capable d'influencer le cours de notre histoire est un objectif à notre portée. C'est lui que devons inlassablement poursuivre. Où faut-il dés lors aller chercher le reste des contractants?

Il y d'abord les partis qui nous ressemblent tant : le forum et le PDP. Il y a au sein des partis de la fausse opposition, partie intégrante et spécialisée de la dictature, comme au sein du parti –otage, des hommes et des femmes qui sont de vrais patriotes. Il y a toutes les associations de la société civile qui doivent abandonner cette attitude timorée et hypocrite selon laquelle elles ne font pas de politiques et ne veulent pas se commettre avec les partis. Quand on a un pays à sauver, tous doivent participer et ceci s'appelle faire de la politique. Il y a surtout la jeunesse qui commence à manifester des signes d'impatience et d'irrespect envers ses aînés (enfin !). Il y a surtout les Tunisiens anonymes à qui nous pouvons maintenant nous adresser directement et à grande échelle. Parmi eux il y a toute l'administration, corps de police compris, qui doit être rassurée sur son avenir et mobilisée pour la défense du pays. Laissez moi ici préciser ma pensée sur la question de l'immunité un peu malmenée par le dernier article de Libération (La maladie de Ben Ali, la Tunisie affaiblie). Les maffieux, c'est-à-dire Les familles du dictateur, les grands tortionnaires et les grands forbans de la corruption, ne doivent pas dépasser une centaine de personnes alors que nous sommes dix millions. Ces hommes et femmes vivant dans la peur permanente, peuvent être très dangereux si on ne leur laisse

pas d'issue. La transition pacifique, la paix civile, étant plus importantes que la justice, il faut leur laisser cette porte de sortie qu'est l'impunité ....mais uniquement dans le cas où ils accepteraient de s'en aller sans demander leur reste L'idée est difficile à accepter pour tous ceux qui réclament le juste châtiment de tant de crimes commis contre notre peuple. Je persiste à croire que si la justice est une valeur importante, la vie l'est plus encore. Si une transition pacifique est au prix de cette entorse à la justice-châtiment, il faut accepter le marché, et tout rattraper au niveau de la justice- réparation. Bien sûr si les maffieux décident de faire tirer sur les Tunisiens pour conserver leurs misérables rapines, alors les tribunaux de la république devront le jour inévitable du grand tournant, leur appliquer toute les rigueurs de la loi.

Les échéances

Un contrat ne vaut que par sa clarté, sa pertinence... et sa capacité à être appliqué. Les contractants ne valent que par leur capacité à convertir leurs désirs en réalités et faits accomplis sur le terrain. D'où la nécessité d'un plan d'action. Ses principales étapes esquissées lors de la conférence d'Aix sont les suivantes.

1- Elargir le cercle des contractants d'ici la rentrée. C'est la mission de ce comité de suivi désigné à Aix et chargé par la conférence d'aller chercher ceux dont la place naturelle a toujours été et reste parmi les résistants. Mais ce n'est pas seulement au comité de faire le travail. C'est la responsabilité de tous les contractants et de tous les hommes et femmes de bonne volonté.

2- Réunir Aix2 au mois d'Octobre 2003: Cette conférence élargie à tous les absents et aux nouveaux venus aura pour mission d'enrichir le contrat (non de l'annuler où l'affadir) et surtout de discuter de façon approfondie des objectifs et de l'organisation de la CND. Une date sera fixée et un comité aussi représentatif que possible de préparation désigné.
3-Réunir la CND au courant de 2OO4: Il faut bien comprendre que la CND, n'est pas une messe à grand spectacle mais une suite de conférences, de travaux de commissions, de débats, qui de la séance inaugurale à la séance finale devra réaliser trois objectifs:

- Discuter, amender et adopter le nouveau contrat pour une Tunisie débarrassée des maffieux et résolue à ne plus se laisser dominer par un quelconque dictateur.

-S'instituer en pré- constituante et créer des commissions ad hoc préparant les grandes lignes de la constitution de la République.

- Se constituer en autorité morale et politique de transition, capable de parler au nom d'un peuple faussement représenté par un pouvoir illégal et illégitime. Bien entendu cette autorité n'est pas un gouvernement parallèle. C'est plutôt le vrai parlement du peuple que la dictature a toujours empêché d'exister.

Il faut mettre ici la CND dans le contexte politique de cette période glauque où l'on sent la dictature vaciller et se chercher désespérément une solution de rechange afin que "plus ça change et plus cela soit la même chose". Les Démocrates doivent travailler sur deux scénarii. Le plus mauvais est celui d'un Ben Ali affaibli sur tous les plans s'arque boutant au pouvoir, tenant sa grotesque élection pluraliste télécommandée, où faisant tenir la dite mascarade par l'un des maffieux notoires chargé de défendre l'héritage. La CND sera là pour organiser la résistance pacifique, pour appeler le peuple non seulement au boycott, mais à la grève générale. Elle sera la voix de la Tunisie à l'étranger pour convaincre nos amis des dangers de toute collusion avec un régime honni par un peuple qui n'acceptera plus sa mise aux fers. Le moins mauvais scénario est celui où le système secrèterait un non maffieux pour une tentative de nouveau départ. La CND sera alors cette force politique de contre- poids qui a tragiquement manqué lors du soi disant changement. Sa présence ne dissuadera certainement pas la ruée vers la soupe de politiciens dégoulinant de bonne volonté, de préjugés toujours favorables, faisant "une

totale confiance et s’en remettant au nouveau guide" etc. Mais de tels individus ne pourront plus faire le mal qu’ils ont fait à la Démocratie en 1987, car la vraie force représentative de la Démocratie sera là pour négocier âprement, non le ralliement mais le retour à la souveraineté du peuple, la tenue de vraies élections dans des délais raisonnables... donc une vraie transition démocratique.

Alors et alors seulement les différentes composantes de la CND, reprendront leur liberté d’action pour présenter dans le cadre de la maison commune et une saine émulation, leurs solutions et leurs programmes à une Tunisie enfin maîtresse d’elle même.

Voilà la seule route passante. Comme toutes les routes, elle commence par un petit pas. Faites le vous aussi, afin que cet acte qui vous paraîtra peut être dérisoire, puisse faire partie de l’accumulation et nous faire arriver plus vite au grand tournant de la libération.

Juin 2003

Pour Zouheir et Hammadi

Ils sont donc en grève de la faim depuis plus de deux semaines. Encore un drame qui se noue et dont nul ne sait comment il va se dénouer. plus exactement ce n'est qu'un autre épisode du drame que vit notre pays depuis que qu'il est sous la coupe de ce régime unique dans son histoire. Comme dans tous les drames il y a deux protagonistes: les bourreaux et les victimes.

Les premiers ont le pouvoir mais n'ont aucune autorité. la différence entre les deux est qu'avec de l'autorité vous obtenez tout ce que vous voulez sans avoir besoin de la force. Et pour cause, votre autorité, comme celle de la mère, du maître spirituel ou de l'agent de circulation est reconnue comme légitime, bienfaisante, dans l'intérêt de tous. Elle est acceptée librement et tout se déroule avec le moindre coût d'effort et de peine . Avec l'Etat qui nous opprime et qui n'a ni légitimité, ni crédibilité, ni dignité, seule une force brutale et aveugle peut imposer sa volonté. Du fait de cette exacerbation du pouvoir et de l'absence totale d'autorité, l'Etat et la société se trouvent en état de divorce consommé et de guerre déclarée.

Cette brutalité dont l'exacerbation suit la déliquescence de l'autorité et essaye de pallier tous les déficits qui en sont responsables est à l'origine de cette souffrance généralisée qui accable aujourd'hui les tunisiens.

J'ai toujours été fasciné par la facilité avec laquelle des hommes sans autorité mais ayant les pleins pouvoirs, peuvent causer comme souffrances inouïes à leurs prochains sans que cela les empêche de bien manger, bien dormir et de continuer à se prendre pour des êtres humains à part entière alors que ce sont déjà des monstres. Que de souffrances gratuites n'ont-ils infligés déjà à notre peuple meurtri et empêché de crier sa douleur. Des dizaines de milliers de tunisiens torturés sauvagement, des dizaines de milliers entassés dans des geôles infâmes, leurs familles qui, on l'oublie, sont des centaines de milliers de tunisiens terrorisés, humiliés devant les prisons, ces grèves de la faim qui ne cessent pas, ce taux de suicides qui grimpe, cette désespérance qui suinte de partout, quel prix prohibitif pour qu'une poignée de maffieux aient le droit de spolier le pays et qu'un homme se mette à jouer à Dieu.

Les grèves de la faim qui se multiplient dans notre pays sont à la fois des cris, mais aussi des bouteilles à la mer. A l'autre bout de l'Océan , il n'y a personne. Si l'homme qui hurle sa douleur se fait entendre, c'est par les siens, non par les monstres. S'il obtient gain de cause ce n'est pas parce que l'autre est devenu humain, mais parce que le monstre a fait ses calculs.

Ben Ali et ses sbires au ministère de la police et à celui de l'injustice font toujours la sourde oreille à ces appels au cœur et à l'humanité. Les hommes de pouvoir ne cèdent pas à la "pression", au "chantage". Ils sont magnanimes quand ils le veulent, quand on leur écrit des lettres et des suppliques, quant on les prend dans le sens su poil, quand on les reconnaît pour ce qu'ils ne sont pas: des êtres exceptionnels ayant droit de vie et de mort sur leurs semblables.

Je suis toujours frappé par cette intoxication grave de l'esprit humain qu'occasionne le pouvoir. Elle est d'autant plus grave que sa victime est une personnalité falote, ordinaire, et parfois au dessous de la moyenne. Là l'intoxication prend des proportions gigantesques. La victime n'a aucune de ces immunités naturelles que sont la culture, la connaissance de l'histoire, la sagesse, l'expérience, la modestie, la modération ou simplement l'humanité. Elle va dès lors prendre ce visage hideux du sentiment d'infaillibilité, d'omnipotence, d'impunité. La fermeture à l'autre est totale, tant on est

pris dans son propre système de justifications, dans ce narcissisme pathologique que décrit bien notre proverbe: oiseau chantant à lui même, son aile lui renvoyant son propre écho.

De l'autre côté les victimes. Ben Ali peut-il un seul instant imaginer ce qu'est d'être isolé depuis des années dans une cellule. Bien sûr que non. A-t-il la moindre idée de ce que c'est vivre dans la "quarraka" au 9 Avril, à 100 dans un espace fait pour 10. Bien sûr qu'il ne le peut pas. Les bourreaux ne connaissent rien aux affres qu'ils font subir à leurs victimes. Plus exactement ils voient le dehors, mais n'accèdent jamais au dedans là où tout se passe

Le dictateur traite toujours avec des abstractions: C'est un traître, un ennemi etc. Quand bien même! Le "juge" qui a condamné Hammadi Jbali à 15 ans de prison ne l'a pas condamné -même lui- à quinze ans de prison et de torture, car l'isolement est de la torture pure et simple.

Le "juge" qui a condamné Zouheir Yahyaoui à deux années de prison, ne l'a pas condamné -même lui- à deux années d'enfer. Leurs familles, non plus, n'ont pas été condamnés à des années de torture de telles évidences sont oubliées par les militants obnubilés par leur héros et autre cas emblématiques. en politique personne ne crie : les femmes et les enfrants d'abord . Je voudrai que ce texte fasse exception en parlant des parents des victimes plus que des victimes elles mêmes.J'ai rencontré un jour par hasard la fille de Hammadi Jbali Elle était d'une telle tristesse! A 13 ans, elle n'avait jamais embrassé son père. je l'imagine tous les soirs s'endormant en larmes en pensant à lui mourant à petit feu dans sa cellule. Comme nous sommes aveugles tous sur l'étendue des dégâts causés par les monstres et sur les véritables victimes: ces dizaines de milliers d'enfants "jbali" qui ont vécu leur enfance comme un cauchemar, ces dizaines de milliers de femmes qui ne connaissent de la vie que l'humiliation, la misère et la corvée du couffin.

Zouheir lui n'a pas eu le temps de faire des enfants, heureusement ou malheureusement. Mais il a une fiancée qui se démène comme une diablesse pour sauver de la mort lente l'homme avec qui elle voudrait avoir de tels enfants. l'autre soir elle a eu un coup de gueule pour rappeler une autre évidence. toutes ces souffrances sont gratuites, inutiles, folles et il faut les refuser. Al warda s'en est même pris à notre idéologie à nous les victimes, celles de s bourreaux ne méritant même pas d'être relevée. Vous avez le culte du combat, du sacrifice nous a-t-elle jeté à la figure. Vous êtes prêts à mourir pour vos idées. Zouheir n'est qu'un soldat de plus dans votre combat. peu importe qu'il meurt, s'il a la décence de le faire pour la bonne cause. mais moi qui le veut pour époux , je ne veux pas qu'il meure même pour la bonne cause. je veux qu'il vive, simplement, tout simplement. qui vous dit qu'il a l'étoffe d'un héros. il est simplement humain . Sa grève n'est pas celle d'un militant, mais celle d'un homme qui veut sortir de l'enfer du 9 avril même par la porte d'en haut, celle qui mène vers le ciel.

Oui Sophie, tu as eu raison de nous engueler, car nous aussi nous commencions sans le savoir à nous transformer en monstres.

Mr le président Ben Ali, Mr le ministre de l'intérieur, M. le ministre de la justice trouvez un moyen pour sortir de cette mauvaise passe où nous sommes tous, libérez ces deux hommes.

Janvier 2002

Le retour de Mzali

Si je comprends bien le sens de vos questions, vous me demandez de rebondir sur l'opinion de mon ami Kamel Jendoubi, pour vous livrer le fond de ma pensée sur Mohamed Mzali et sur son retour en Tunisie.

Laissez moi vous dire que j'ai toujours eu beaucoup de scrupules à juger qui que ce soit. Les hommes sont si opaques à eux-mêmes et si obscurs aux autres. Nous n'avons pour juger les autres que nos passions, nos intérêts, des bribes d'informations recueillis par ci par là et des lambeaux de comportements observés au hasard. Mais l'essentiel, à savoir les causes complexes, les ressorts profonds, les angoisses et les douleurs secrètes, nous sont à jamais inaccessibles.

C'est la raison pour laquelle, même mes pires ennemis ont droit à ce que j'appelle la clause d'indulgence au nom du bénéfice du doute qui doit toujours profiter à "l'accusé".

En réalité il s'agirait plus du principe de certitude selon lequel nous sommes tous de pauvres humains dépassés par les évènements, y compris par ceux que nous croyons contrôler.

Mais revenons à Mohamed Mzali.
Il y a des raisons plus simples qui rendent problématique tout jugement "objectif" le concernant. J'avoue que je trouve l'homme sympathique, ouvert, cultivé, "racé". J'ai aimé la très grande dignité avec laquelle il a fait face à l'adversité. Je ne doute ni de son patriotisme ni son intégrité. Mais je n'étonnerai personne en disant à quel point je trouve antipathique et haïssable le système qu'il a servi, voire incarné.

Mais au fait, lequel d'entre nous peut sérieusement prétendre juger en dehors et au-delà de ses sympathies et ses antipathies personnelles?

Mohamed Mzali, ne peut plus être jugé que par le tribunal de l'histoire. Si je devais me présenter devant ce tribunal pour témoigner en tant que citoyen tunisien je dirai ceci:

Comme tous les "pères fondateurs" de la défunte république, Mohamed Mzali, est responsable du meilleur et du pire.

Il est responsable de ce meilleur que fût l'éducation pour tous, la libération de la femme, les soins à la portée des plus pauvres, l'entrée de la Tunisie dans la modernité.

Il est responsable de ce pire que fût, la confiscation de l'Etat par un parti, le culte de la personnalité, la présidence à vie, les élection truquées, la dérive autoritaire et sécuritaire.

Pour être juste, disons que Mzali a essayé de donner sa dernière chance au système politique Bourguibien pour se sauver, et que son élimination a été le premier acte de la mise en place du régime actuel.

Il n'empêche que c'est ce pire, servi en toute bonne foi, qui, accouchant de tous ses effets pervers, a fini par livrer l'Etat à la police, les richesses du pays aux maffia, la république aux orties et le peuple au désespoir.

En aucune façon et sous aucun prétexte, cette partie du bilan, n'aurait dû intervenir, ni ne devrait intervenir dans son droit inaliénable à défendre son honneur et à être défendu

par toutes les associations de défense des droits de l’homme, du moment qu’il était victime d’une flagrante injustice.

Pour ce qui est de son retour, je serai plus bref. C’est son droit le plus absolu. J’ai certes été étonné par la déclaration qu’on a mise dans sa bouche à propos du "climat serein" que Ben Ali aurait instauré dans le pays.

Renseignement pris, il s’est avéré que le "serein" ne devait qualifier que le climat qui a présidé au traitement de l’affaire et non celui, irrespirable et étouffant que connaît le pays.

Rien d’étonnant de la part de nos manipulateurs nationaux dont "le faux et usage de faux" en tout et partout, n’est plus une technique de gouvernement et de propagande, mais un simple tic nerveux.

Août 2002

Oussaima ou l’enfance saccagée

Le 2 février dernier fut jour de deuil tardif d’une justice tunisienne morte et enterrée depuis longtemps, On a surtout

Mais le seul détail que j’ai retenu de cet évènement, tellement je suis habitué à tout le reste qui l’a accompagné, c’est qu’on a frappé un enfant.

Des dépêches d’agence et témoignages qui me sont parvenus, mon esprit n’a retenu que cette image: la police brutalisant ma petite Ousseima accrochée en larmes à son père Hamma Hammami et impuissante à le défendre contre ces hommes de cauchemar qui les traquent tous les eux depuis si longtemps.

Je connais Oussaima Hammami depuis qu’elle avait l’âge de trois ans. A l’époque déjà, elle n’avait plus de père à demeure – ce qui devait et reste toujours son tragique destin.

Espiègle, vive, extrêmement intelligente mais avec comme un voile de tristesse fugitif voilant le regard, tout en elle me la rendait attachante.

A l’époque je n’avais plus d’enfants à demeure. l’aînée était partie en France et la seconde ne tarda pas à la suivre pour des raisons de sécurité.

Une sorte de relation de substitution s’instaura entre nous, comme si chacun voyait chez l’autre le trou béant laissé par l’être cher absent et s’essayer de le combler de son mieux.

Plus tard ce ne sera pas le substitut qui sera aimé mais "Ammi Moncef" pour lui-même et Oussaima parce qu’elle est Oussaima et nulle personne d’autre.

Le pacte d’amour qui s’établit avec un enfant commence toujours par un jeu rarement fruit du hasard. Le nôtre resta toujours le même. Ousseima était à l’époque haute comme trois pommes.

Je tire ses oreilles très fort pour amener son visage à la hauteur du mien. Elle crie, mais d’une fausse douleur. En fait je ne la tire pas. C’est elle qui se hisse en prenant énergiquement appui sur mes avants bras tendus à l’horizontale. Aie! crie–t-elle, mes oreilles, mes oreilles.

Elles sont toutes au plus un peu échauffées mais on crie tous les deux comme si elles avaient atteint la taille de deux crêpes.

Vais-je lui faire oublier ne fut-ce que l’espace d’un instant le visage tuméfié d’un père mythique, ayant subi la nième torture.

Seigneur, me suis toujours demandé, comment les enfants métabolisent cette agression extrême vis-à-vis des êtres qui leur sont les plus chers. Qu’est ce qui se brise au fond de ces âmes fragiles et peut-on jamais le réparer. Ousseima adore notre jeu et en redemande. A travers lui, notre complicité s’instaure et se renforce.

A y bien réfléchir je comprends pourquoi il était si nécessaire et à l’enfant et à moi-même.

Pour Ousseima vivant depuis sa naissance toutes sortes de douleurs exprimées mais le plus souvent tues, Voilà enfin une souffrance qui n’en pas une.

La douleur, on peut maintenant la maîtriser, mieux, en faire une source est de joie. Puis il y a la sourde satisfaction du contrôle qu'on exerce enfin sur des peurs devenues contrôlables. Il y a aussi la force qu'on peut éprouver dans ses maigres bras et celle qu'elle peut sentir dans ceux de cet homme rassurant qui n'arrête pas de lui parler de son père absent car il est son frère d'armes…et qu'il lui manque tout autant qu'à elle.

Mais il y a surtout le message de ce jeu: moi l'enfant je me hisserai un jour par la force de mes bras encore frêles et chétifs jusqu'à pouvoir te regarder toi l'adulte, les yeux dans les yeux.

Pendant ce jeu de la souffrance simulée, celle qui ne l'était pas pouvait enfin être un instant oublié.

Oussaima semble être née avec elle. Elle lui colle au corps et ne la lâche plus depuis son arrivée dans un monde toujours aussi inhabitable pour les innocents.

Qu'a –t-elle entendu tous le long de ses frêles années que ces cris et chuchotements à propos de multiples malheurs présents et d'inquiétantes et diffuses menaces à venir?

Puis il y a les rugissements de sa mère l'autre lionne tunisienne.
- Radhia combien de fois t'ais-je demandé de ne pas parler de ces choses devant Oussaima. Je t'avertis que je vais me plaindre de toi à Hamma. C'est le médecin qui te parle enfin. Que tu te tues c'est ton affaire. Mais pitié pour les filles surtout pour ma petite oussaima.

Cela ne fait que redoubler les rugissements, non contre le harcèlement systématique et misérable dont elle et ses filles sont l'objet depuis tant d'années, mais à cause de la torture du dernier islamiste arrêté, du dernier jeune du POct maintenu au secret, de la dernière grève de la faim de tel ou tel démocrate.
DESEPARNTE Radhia

Un père depuis toujours en prison ou en clandestinité, une mère traquée, des proches aux trajectoires chaotique et cette police omniprésente comme l'ombre de la mort. Quel fardeau pour des épaules d'enfant qui ne demande qu'à jouer à la corde et à la poupée!!!

Qui pense à cette souffrance quand on comptabilise les innombrables violations des droits de l'homme chez nous ou ailleurs?

Je ne dis pas que nous devons banaliser ou relativiser la souffrance des pères soumis à la sauvagerie dans les chambres de torture, où à la barbarie dans les prisons. Je dis simplement que nous avons tendance à oublier les autres victimes: les femmes et les enfants.

J'ai toujours pu effacer de ma mémoire comme une nécessité absolue le souvenir des regards chargés de toute la détresse du monde luisant dans les yeux embués des mères, des épouses ou des sœurs rencontrées à la ligue, au CNLT ou devant les prisons. Je n'ai jamais rien pu contre la souffrance que suscite en moi celle des enfants.

Combien sont-ils, depuis l'installation de la terreur policière, à avoir été terrorisés par les arrestations musclées de la deuxième moitié de la nuit? Combien sont-ils à avoir vu pleurer en silence la mère effondrée et intérioriser les pires tourments de l'âme?

Combien sont-ils à avoir développé des troubles du corps et de l'esprit qu'un médecin aveugle n'a su ni voir ni interpréter? Combien sont-ils à n'avoir connu qu'un père s'efforçant au sourire derrière les bureaux encadré de deux matons méprisants vulgaires et agressifs?

Combien ont souffert des terribles cauchemars qu'a connus Oussaima vers les cinq ou six ans?

Combien sont-ils à avoir souffert parfois de la faim, par ce que la dictature a combattu aussi en affamant?

Combien s'endorment–t-ils à ce jour terrorisés et se réveillent-t-ils effrayés? Je dirais en première approximation: Cent mille Oussaima au bas mot. Quel prix prohibitif pour une si médiocre dictature! Il paraît qu'ils auraient même des enfants et qu'ils seraient humains, de l'extérieur au moins

La souffrance de l'enfant brise-t-elle l'être en construction ou aide t-elle d'une façon trop subtile pour être comprise à cette même reconstruction? Telle fut la question lancinante qui me labourait l'esprit pendant les années ou je voyais grandir Oussaima.

J'ai eu la réponse un jour par hasard. C'est mon frère qui m'en fit cadeau sans même mesurer la portée de ses paroles.

- En prison, ils avaient interdit qu'on reçoive les carnets de notes de nos enfants les gardiens ne supportaient pas que nos enfants à nous les prisonniers politiques soient presque toujours les meilleurs alors que les leurs étaient à la traîne.

Je tends l'oreille. Je vérifie et je recoupe. Le phénomène est parfaitement authentique .Il est le même dans toutes les régions du pays .C'est une quasi-loi.

En y pensant, en l'imaginant, mon cœur se gonfle de joie et d'orgueil. Les petits êtres, ont organisé en silence leur résistance, leur revanche, leur solidarité avec le père entravé, leur part au combat pour la dignité.

La tête dans les épaules ,ils ont tout simplement travaillé leurs leçons pour que père soit aussi fier d'eux qu'ils sont fiers de lui, pour que la joie brille dans le regard de mère, pour que le tyran et ses acolytes ne l'emportent pas eux.

Bravo les enfants, Bravo Oussaima – surtout pour les vigoureux coups de pieds dans les tibias des policiers ce 2 février de triste mémoire.

Février 2002

Chaque jour gagné par Ben Ali est un jour perdu pour la Tunisie

L'invité de l'éditorial - L'Audace

Tout le monde me demande de commenter les grands signes précurseurs du changement dans le changement amorcé par le dictateur. N'a-t-il pas libéré des prisonniers politiques (six sur un millier!), n'a-t-il pas autorisé le forum, connu pour être tout sauf un parti fantoche? Ne va-t-il pas être obligé d'ouvrir le jeu sous la pression nationale et internationale? Etc...

Quand je ris, certains fustigent mon pessimisme, d'autres (les moins conciliants) y voient la marque de mon dangereux ''jusqu'au boutisme''. J'ai beau rassurer et démontrer que je ne suis ni un nihiliste, ni un extrémiste. Rien n' y fait. Ces indécrottables cocus de la politique continueront à voir des ouvertures là ou il n'y a que de reculades, des réformes là ou il n' y a que la poudre aux yeux.

De quoi s'agit-il en fait et surtout qu'est ce que cela cache?
Il existe une loi que les psychologues utilisent pour prévoir le comportement de quelqu'un. Elle est simple: regardez comment il s'est comporté les dix dernières années et pariez que ce sera la même chose les dix prochaines années. C'est cette loi simple qui m'a toujours permis d'anticiper les actions du dictateur et de prévoir juste. Pour l'anecdote disons que c'est cette même loi qui m'a permis de prévenir mes amis que Moada, encore en prison, se rabibocherait avec le pouvoir dés sa sortie. Son itinéraire en dents de scie rendait la prévision facile. On peut dés maintenant ouvrir les paris que vous allez entendre bientôt Moada tenir un discours plus radical que le mien et essayer d'aller en prison. Ne comptez pas sur moi messieurs les rédacteurs de motion de soutien pour signer celle que vous ferez circuler bientôt pour ce pauvre homme. La politique dans notre pays est déjà assez ridicule.

Revenons à notre dictateur et comprenons d'abord ses techniques pour se maintenir au pouvoir. Elles sont au nombre de cinq : Manipulation, répression, désinformation, corruption et falsification. Observez par la même occasion que ce sont là, les techniques des services de renseignements. Ben Ali n'a fait qu'appliquer ce qu'il a appris dans les bas fonds de la police oubliant que si ces techniques sont nécessaires parfois à toute politique , elles ne peuvent constituer à elles seules La politique.

C'est par la manipulation que le dictateur a détruit les grands associations de la société civile que notre pays avait mis en place dans les années 70 et 80 comme la Ligue, le MDS, la presse, pour ne pas parler de feu l'UGTT. Le déploiement grotesque de l'armée policière, les bruits savamment filtrés des salles de torture et des prisons surpeuplées, le climat de peur entretenu avec une grande technicité, les punitions collectives, constituent l'essentiel du volet répression et intimidation. La désinformation est un art de plus en plus mal maîtrisé par le dictateur qui voit l'image d'une Tunisie prospère, stable, démocratique et ''droit- homienne'' voler en éclats. Mais cela a marché un bout de temps .La corruption fournit le nerf de la guerre, permet de tenir les magistrats, les hommes politiques, acheter les journalistes, les doctorats honoris causa et autres prix des droits de l'homme. La cinquième technique est la falsification de tout ce qui peut être falsifié. Le dictateur est un maître absolu dans le faux et usage de faux. Nous avons un faux consensus national, un faux premier ministre, un faux parlement, un faux miracle économique, une fausse justice, une fausse information, une fausse république, une fausse constitution et bien sûr de fausses élections. Le problème que rencontre le dictateur dans ce domaine est cependant de plus en plus sérieux. Il ressemble de plus en plus à un

faussaire imprimant sa liasse de billets sous les projecteurs, qui plus est avec du papier journal et une photocopieuse d'occasion. Je n'aimerai pas être à sa place.

Une fois compris les techniques de l'exercice du pouvoir (son ressort étant la banale folie de la toute puissance relayée par une conception et une pratique archaïque de l'autorité) et considérant notre loi psychologique, on peut expliquer le présent et raisonnablement anticiper sur le futur.

Le visa accordé au Forum relève des techniques de désinformation et de manipulation. On veut améliorer l'image écornée auprès des sponsors occidentaux sans prendre de grands risques. On casse la prétention de Négib Chebbi à être le candidat obligé des démocrates de 2004 puisqu'il est le seul à avoir un parti autorisé tout en étant critique du pouvoir . On isole cet ''extrémiste ''de Marzouki et on envoie un message à la société comme quoi on est capable de discuter avec les bons et les modérés. Ce faisant on espère enfoncer un coin dans la solide amitié du forum et du CPR (peine perdue messieurs les manipulateurs).

La libération des six prisonniers islamistes relève de la même technique avec en sus un goût de chantage : Nous avons encore sous la main le gros lot, leur libération dépendra de la ''sagesse'' des Islamistes notamment au regard de l'échéance de 2004.

Car voilà votre sésame pour comprendre et anticiper la politique du dictateur dans les deux années à venir. Attendez vous les deux années à venir à quelques "trouvailles". Mais cela n'ira pas très loin. Le CPR a une attitude réformiste et modérée sur tous les dossiers politiques de notre pays à l'exception de sa position vis-à-vis de cet homme et de son système.

Elle n'est due à aucun antagonisme personnel mais à la conviction que Ben Ali, s'il devait rester au pouvoir, ne fera que la politique des cinq techniques, car les lâches ne deviennent jamais courageux, les avares prodigues et les bossues ballerines au Bolchoï. Le dictateur est condamné à se répéter car il ne peut pas faire autrement. Peut être fera-il- plus attention dans la désinformation, manipulera avec moins de grossièreté les acteurs politiques, mettra la pédale douce un instant sur la répression... et encore? Ce dictateur des années 50 de l'Amérique du sud, ne lâchera jamais le morceau. La corruption continuera de sévir asséchant les investissements extérieurs et intérieurs, ruinant les honnêtes commerçants, sapant les fondements de l'Etat, empoisonnant le climat social. Les "élections" de 2004, mobiliseront quelques misérables comparses et aboutiront aux mêmes chiffres grotesques des 99% des voix non exprimées. la répression redeviendra plus féroce que jamais une fois l'obstacle franchi. Plus cela changera plus ce sera la même chose.

La désinformation, la manipulation, la répression, la falsification sont le passé le présent et surtout le futur de la dictature. Elles sont les techniques par lesquels prospère le dictateur et dépérit notre pays. Les Tunisiens doivent savoir que les jours les plus durs seront ceux de l'après Ben Ali. Brusquement ce qui a été soigneusement caché sautera aux yeux: le formidable délabrement du système bancaire, judiciaire, éducatif, sanitaire dû à l'effet délétère d'une politique sans autre horizon que le pouvoir pour lui-même et à n'importe quel prix. C'est notre devoir à tous d'arrêter le glissement de la Tunisie vers la catastrophe programmée. Si nous réclamons au CPR le départ de Ben Ali c'est tout simplement parce que ce sera un nouveau départ pour la Tunisie... une libération

A propos de la dernière escroquerie de Ben Ali

Ceux qui n'ont pas lu Hanna Arendt, et qui ne connaissent pas les lois permanentes des dictatures m'ont profondément agacé au début des années 90, quand ils parlaient deux ans après les élections de 89, de sauver ou de reprendre le processus démocratique, cette grande escroquerie de Ben Ali.

Il était évident des le départ que Ben Ali avait installé un processus dictatorial. Cela crevait les yeux. Le soi disant réferundum est dans la suite logique du processus. C'est la cerise sur le gâteau. Rappelez vous les étapes de la mise en place de la dictature: la féroce répression de la presse, des Islamistes, des démocrates, des communistes, du syndicat, de la société civile, parallèlement à la flambée de la corruption et aux simulacres d'élections.

Tout cela était inscrit dans la mentalité de l'homme et la dynamique de son système. Mais Ben Ali ne sait pas que le vrai processus démocratique, a été mis en place au même moment où il enclenchait son processus dictatorial.

Il a commencé par la résistance, notamment de la ligue au début des années 90. Il s'est continué le long de la décennie noire par les sacrifices de toutes les forces politiques. Il s'est accéléré avec la reconstruction des structures de la société civile à partir des années 98: CNLT, forum, CPR, ligue des écrivains, Confédération démocratique du travail, Centre de Tunis de l'indépendance de la justice. La naissance de la ccordination démocratique, et la préparation de la Conférence Nationale démocratique-CND-, ainsi que le réveil de l'université, sont des signes de l'accélération du processus démocratique.
Le boycott contre le putsch, va tout simplement renforcer et accélérer le processus, pendant que la déliquescence de la dictature s'accélère.

En réalité ce "truc" n'a pas beaucoup d'importance. L'essentiel est ailleurs. Il faut savoir qu'il y a trois scénarii en compétition pour la Tunisie de demain. Le scénario de Ben Ali consiste à rester au pouvoir jusqu'au bout quelque soit le prix –prohibitif– pour le pays.

Le second est celui d'un 7 bis. Tout le monde se rend compte que cela ne peut plus durer. Le système doit chercher à se maintenir en faisant partir Ben Ali, qui par ses excès et sa formidable incapacité à reformer, lui fait courir les plus grands des dangers. Les étrangers me paraissent hautement intéressés par une telle sortie de crise.

Enfin il y a le scénario démocratique: En finir avec la dictature et tous ses succédanés pour mettre en place l'Etat des lois et des institutions.

Il nous faut plus que jamais nous mobiliser pour cet objectif. Il ne faut simplement boycotter le "truc", mais immédiatement après appeler la CND.

Celle-ci doit s'instaurer en pré constituante, CAD préparer les grandes lignes de la vraie constitution, désigner son candidat aux élections de 2004, nouer ou renouer les contacts avec le peuple, notamment la jeunesse.

Si nous échouons cela, la dictature tombera en ruine dans tous les cas de figures, mais si lentement qu'elle causera la ruine de la Tunisie, aujourd'hui infectée et gangrenée par cette maladie sociale et politique qu'on nomme dictature.

Avril 2002

La donnée internationale du problème tunisien

Elle fait partie du non dit ou du chuchoté, mais n'a jamais fait l'objet d'un débat franc au sein de l'opposition nationale. Certains la considèrent comme une carte déjà perdue. Le dictateur a été'' élu'' par des Etats occidentaux cyniques et méprisants. Il est leur homme pour toujours, chargé de faire le travail de flic qu'il sait si bien faire, et ce comme un pion de plus dans leur politique prioritaire la lutte anti-terroriste.

Nos opposants sont confortés dans cette conception par les paroles de M .De villepin, ministre des affaires extérieures françaises qui a déclaré le 15 novembre au quotidien gouvernemental «La Presse: «Notre premier souci, c'est, après plusieurs années, de restaurer totalement le climat de confiance que nous voulons avoir dans nos relations avec la Tunisie». Il a par ailleurs ajouté «Vous savez à quel point, c'est important d'avoir l'avis du président Ben Ali... qui est un ami très proche de la France.»

La visite de Mr Burns, quelques jours auparavant, semble aller dans le même sens. Or Ben Ali a lancé ses Tonton -Macoute sur Tunis immédiatement après ces deux visites. On souvient aussi que Mohammed Moaada, du temps ou il était opposant, a été arrêté en 1996, dés que le président Chirac avait tourné le dos après avoir gratifié le régime du fameux ''miracle économique''. Voilà nos opposants abandonnant déjà tout espoir d'un changement puisque nos "maîtres et seigneurs" ont fait leur choix. Autre ligne rouge supposée dressée par eux et qu'il ne faut à aucun prix franchir: la compromission avec les islamistes même opposés à la violence, adhérant aux valeurs des droits de l'homme et acceptant la Démocratie comme projet futur pour la société.

A l'autre extrémité du spectre, on fait fi de la donnée étrangère au nom d'une conception mythique de l'indépendance nationale. Pour le souverainiste intraitable que je suis, rien n'est plus magique que cette attitude .La donnée internationale est une donnée interne et ne peut être ignorée. La question est comment faire pour qu'elle soit une carte de plus dans notre jeu et non laissée à Ben Ali. Disons tout de suite que je ne crois nullement que cette carte soit le joker. C'est mépriser les peuples et sur évaluer la capacité réelle des Occidentaux que de croire que l'avenir du monde arabo-musulman se décide à Paris ou à Washington. Partout l'indépendance a vécu. Il n'y a plus que l'interdépendance dans l'inégalité, mais nous sommes tous interdépendants. D'une certaine façon nous les "tenons" autant qu'ils nous "tiennent". Il existe donc large espace de souveraineté nationale et de capacité de manœuvre même si la balance de l'interdépendance n'est pas en notre faveur. Qui plus est c'est mépriser grandement l'intelligence ou le bon sens des décideurs occidentaux que de croire qu'ils ne connaissent pas nos gouvernants.

Le discours tenu par Colin Powell le 12 décembre à Washington est édifiant à plus d'un titre. certes il peut être considéré comme une simple manœuvre faisant de la promesse d'appuyer les réformes démocratiques dans le monde arabe, la carotte qui doit faire oublier le bâton brandi face à l'Irak. Cela est vrai, et ne doit pas occulter nos différends profonds avec l'administration américaine sur la question palestinienne. Mais considérons la moitié pleine du verre. Powell a annoncé le lancement d'une initiative américaine pour la Démocratie, le développement économique et les droits humains notamment ceux de la femme. Il a cité comme pays "en bonne voie" Le Maroc, le Bahreïn et le Qatar, oubliant au passage notre grand démocrate ''qui a des droits de l'homme une conception globale''. On a parlé de gifle,

mais on a oublié l'autre à savoir que le dictateur n'a toujours pas été reçu à la maison blanche alors que Mohamed Six l'a été deux fois.

Au-delà de cet aspect somme toute secondaire de la question, relisez bien le discours de Powell. Il a repris mot par mot le discours tenu par des démocrates arabes et ce n'est pas un hasard. Il a repris les données du rapport du PNUD sur les résultats catastrophiques de la gestion de nos dictatures et fustigé au passage leur responsabilité dans cette véritable débâcle du monde arabe. Les occidentaux réalisent enfin que dans l'interdépendance même inégale à leur profit, les cause premières de la flambée de terrorisme et de l'émigration sont les dictatures qu'ils ont trop longtemps couvertes. La mauvaise joie de Ben Ali et son empressement de profiter du catastrophique 11 septembre, risque donc d'être de courte durée.

On m'objectera que je reviens à la position que je fustigeais à savoir la recherche d'une solution venant des grandes nations occidentales. Rien n'est plus étranger à mon esprit que d'attendre le salut de mon pays de forces qui ne soient pas les siennes.

C'est à nous Tunisiens et Arabes de libérer nos peuples de l'occupation interne que constitue le règne de régimes corrompus et incompétents et de réaliser ce que j'appelle la seconde indépendance. Mais compte tenu de l'interdépendance inégale, nous devons jouer la carte internationale pour qu'elle puisse écourter et non prolonger la survie de ces régimes de toutes les façons condamnés à disparaître au mieux à brève, au pire à moyenne échéance. Ceci passe par une approche en finesse de la donnée internationale pour l'essentielle occidentale. le rôle des démocrates arabes en général et tunisiens de façon particulière est de veiller à ne pas verser dans l'hystérie anti-occidentale qui pourrait déferler sur le monde arabe, si l'Irak venait à être attaqué ou en cas d'une catastrophe de plus en palestine. Il faut expliquer à nos populations sans cesse que l'Occident au singulier, n'existe pas plus que l'Islam. Il est comme ce dernier complexe et multiple. Nous devons l'aborder à trois niveaux:

-La civilisation: que nous le voulions ou non, c'est elle qui fraye la voie et se trouve en tête de toutes les autres dans la marche en avant de l'humanité. Nous devons continuer à prendre ce qu'elle offre de meilleur et notamment la Démocratie pour opérer les riches synthèses qui ont fait notre gloire passée.

- Les sociétés civiles: elles sont partout nos fidèles alliées contre nos dictatures et les politiques injustes de leurs gouvernements. Ce sont ces sociétés civiles qui manifestent dans les capitales occidentales contre la guerre en Irak, ou contre la barbarie de Sharon, alors que nos capitales sont aussi silencieuses que des tombeaux. Ce sont là des leviers fantastiques que nous devons apprendre à utiliser pour rendre les alliances contre nature de "leurs" démocrates et de "nos" dictateurs aussi peu payante que possible.

- Les gouvernements: Nous devons les travailler au corps tout en sachant qu'ils sont pris entre des impératifs contradictoires comme les intérêts à court terme et ceux à moyen et long terme, les idéaux et les sordides réalités, la peur d'être taxés de néo-colonialistes et celle de ne pas paraître assez interventionniste aux yeux de leurs opinions publiques. A part quelques attardés ou inconscients, beaucoup d'hommes politiques revoient à la baisse leur évaluation des gens comme Ben Ali. C'est à l'opposition Démocratique d'utiliser intelligemment cette nouvelle donne que le discours de Powell exprime bien. Ils nous appartient dans le cadre d'une stratégie globale de mettre les dirigeants occidentaux devant leurs responsabilités et notamment farce à la grossière farce électorale que Ben Ali s'apprête à mettre en place en 2OO4. Ce serait pour nous Tunisiens un test sur la crédibilité de la politique américaine et une

occasion de mesurer la différence que fait la diplomatie française entre l’ amitié pour la Tunisie et celle qu’elle a pour la dictature qui la souille.

Octobre 2002

Chirac en Tunisie.. Craindre le pire, espérer le meilleur

Les responsables français savent mieux que quiconque que la visite que le président Chirac rendra à la Tunisie début décembre dans le cadre de la réunion 5+5, sera instrumentalisée par le président tunisien, surtout dans une année "électorale", pour faire dire sur tous les tons à sa propagande: Tunisiens regardez qui vient me rendre hommage, alors qu'une poignée de chiens aboient contre leur pays. Le régime de Ben Ali, malgré, ou à cause des multiples 99% de voix non exprimées qu'il s'est attribué lors de simulacres de consultations populaires, ne tire plus depuis longtemps sa légitimité de la volonté populaire. Le régime rejeté par les élites pour ses violations systématiques des libertés, et par le petit peuple pour sa corruption à ciel ouvert, ne compte plus pour se maintenir que sur la répression intérieure et sur l'appui extérieur notamment celui de la France. Sa dérive dictatoriale ne peut même plus être justifiée cyniquement par le fameux miracle économique envolé en fumée depuis des années. C'est un tel système, malheureusement, que la visite du président Chirac et la tenue du sommet vont regonfler, pour le plus grand malheur des Tunisiens.

D'une certaine façon, nous, démocrates et militants des droits de l'homme tunisiens et arabes, n'avons pas de chance dans nos rapports avec la classe politique française. Proches de la gauche pour sa sensibilité à nos droits et libertés, nous nous en sommes éloignés à cause de son pro-sionisme, son atlantisme hérités de Guy Mollet. Inversement nous nous sommes toujours sentis en dissonance avec une droite qui ne s'émeut ou ne se mobilise que pour des cas de violations de droits d'individus alors qu'elle semble très bien s'accommoder des dictatures qui violent les droits de peuples entiers.

La politique étrangère du président Chirac a beaucoup atténué cette hostilité larvée. Les démocrates arabes, comme tous leurs concitoyens, reconnaissent au président français mérite et courage dans la gestion toute Gaullienne des affaires internationales et notamment celles qui leur tiennent le plus à cœur: La Palestine et l'Irak. Ils savent que sa politique jette, pour le moyen et le long terme, les bases de cette zone Euro arabe de paix et de co-prospérité, qui reste à inventer, et que nous appelons tous de nos vœux.

Tout ceci les amène à esquisser un vœu, à caresser un espoir: voir le président Chirac à prendre en considération, non seulement les droits nationaux de peuples voisins et amis de la France, mais aussi leurs droits aux libertés politiques à l'intérieur de leurs pays.

On nous objecte souvent que la France ne reconnaît pas des régimes mais des Etats. On nous fait observer qu'elle a des intérêts politiques et stratégiques dans la région et que la nature, en politique plus qu'ailleurs, a horreur du vide. Il y a toujours en arrière plan cette croyance absurde dans le rôle de Ben Ali et autres despotes si peu éclairés comme alliés efficaces contre le terrorisme. On nous laisse entendre que de toutes les façons, c'est aux Tunisiens d'imposer la Démocratie et non à des intervenants extérieurs. On n'oublie pas de nous faire remarquer que vu la faiblesse et les divisions de l'opposition démocratique tunisienne et en l'absence de toute alternative crédible, la France n'à d'autre choix que de traiter avec un régime, sur la nature duquel, elle n'a d'ailleurs aucune illusion.

Tout cela ne tient pas debout. Quelle a été la force de l'opposition russe sous Staline ou de l'opposition chinoise sous Mao ? Sous une dictature il ne peut y avoir d'opposition au sens où l'on entend le terme dans un pays libre. Il n'y a que dissidence ou résistance, tantôt pacifique tantôt non. De ce point de vue, notre résistance pacifique a fait son devoir envers la Démocratie et envers la Tunisie. Elle a dévoilé au monde la vraie nature d'une dictature passée maîtresse dans l'art du simulacre. Elle a promu les idées et les valeurs de la démocratie dans une société minée par l'autoritarisme et tentée par l'islamisme. Elle a crée un courant politique dont les partis d'opposition en gestation sauront le moment venu en faire une force politique d'alternance et de gouvernement.

De toutes les façons qui a jamais demandé de prendre en charge cette résistance ou de faire le travail à sa place? L'honneur de la résistance démocratique tunisienne a été de n'avoir jamais cherché des scénario à l'irakienne, à supposer qu'ils aient existé, où un soi –disant opposition financée et encadrée par la l'étranger, attend l'heure d'être parachutée. Francophones et francophiles… oui, vassaux et clients… non. Nous n'avons jamais exigé des gouvernements occidentaux qu'une seule chose: s'en tenir à leurs propres engagements. Par l'article 2 de la convention de Barcelone, Le régime tunisien s'est engagé à respecter les libertés et les droits de l'homme en contrepartie de son adhésion à la communauté des nations démocratiques et de l'aide qu'elle lui apporte. Nous sommes en droit d'attendre de tout pays démocratique et surtout de la France qu'elle exige le respect de cette clause du contrat dont elle est partie prenante. Quant à l'illusion tenace faisant de Ben Ali un rempart contre l'islamisme, Il n'y a qu'a voir le ré-islamisation à marche forcée et en profondeur de la société tunisienne après plus de dix années de répression féroce d'un parti islamiste modéré comme ''Ennahda'', pour juger de la valeur de ce pari. La politique des grandes démocraties occidentales en la matière consiste simplement à prendre les pyromanes pour les pompiers. Qui peut sérieusement mettre en doute cette évidence selon laquelle seuls la démocratie et le développement au sud de la Méditerranée éviteront à l'Europe les deux dangers qu'elle redoutent le plus : le terrorisme et l'émigration sauvage. Or ces deux phénomènes sont en très grande partie le fruit de la dictature et de sa politique aberrante. Mieux c'est du maintien de ces deux fléaux que dépend la survie de nos dictatures qui ont appris à en tirer le meilleur usage. Que l'Europe et la France s'attendent donc à ce qu'ils soient nourris secrètement par ses amis peu recommandables et utilisés en permanence contre elle comme armes de chantage.

Faire de la démocratisation au Maghreb une priorité de la France ne relève pas simplement de l'éthique et du respect de ses propres valeurs, mais aussi et surtout de la sauvegarde, à moyen et surtout à long terme, d'intérêts bien compris. Or les Etats du sud de l'Europe ont les moyens nécessaires pour signifier au pouvoir tunisien, et à travers lui à la dictature algérienne ou syrienne, que l'ère de la complicité bienveillante est terminée, qu'il est temps de passer aux vraies réformes car il y va des intérêts vitaux de l'Europe. Une attitude ferme et sans équivoque ne pourrait qu'aider les Tunisiens à clore le triste chapitre de l'accident Ben Ali, sans lequel la Tunisie aurait été dès les années 80 le premier pays arabe à rejoindre le club des nations démocratiques… et un exemple ô combien précieux pour toute la région.

Puisse le président Chirac apercevoir lors de sa visite derrière un régime de plus en plus illégal, illégitime et rejeté par le peuple tunisien, des hommes et de femmes humiliés par la répression et appauvris par la corruption, qui tout en redoutant de nouveaux compliments à leur geôlier, continuent à attendre un signe fort d'appui à leur lutte pour la liberté.

Décembre 2002

III-Interviews

Réponse aux questions des forumiers de *TUNeZINE*

Ce 24 octobre, jour de prétendue consultation populaire, le pouvoir le veut jour la "réaffirmation de sa domination sur le peuple humilié. Les divers opposants le veulent jour des places, privilèges et positionnements futurs. J'appelle la jeunesse à en faire le jour de la dignité nationale, celui de la grève générale. Qu'il devienne comme le 9 avril, un tournant dans la lutte, cette fois- ci, pour la deuxième indépendance.

Quelle est votre réaction/analyse/commentaire à propos de l'annulation du sommet arabe?

D'abord merci pour l'invitation. Laissez -moi avant de répondre, marquer un instant d'émotion en ce jour du 9 avril, anniversaire de la manifestation populaire réclamant un parlement tunisien en 1936 et réprimée dans le sang. Quelle tristesse de se dire qu'après près de 70 ans, notre peuple n'a toujours pas réalisé son rêve. Il a trouvé sur son chemin tour à tour les colonialistes, le Combattant suprême, le faussaire suprême, les misérables des partis à gages qui se sont fait nommer ses représentants par la police. Mais nous sommes toujours là pour faire du rêve ensanglanté une réalité. Oui nous le donnerons ce parlement du 9 avril 1936 à la Tunisie. Oui, vous le lui donnerez.

Quelles seront selon vous les retombées pour la Tunisie et pour la Ligue Arabe?

Pour la Tunisie rien. Pour l'homme qui s'arroge le droit de parler en son nom, c'est une vraie catastrophe surtout venant juste après la visite humiliante de Washington. Rappelez-vous que l'homme est en année 'électorale'. Il voulait épater la galerie nationale et internationale et rendre sa 're-élection' plus supportable. Il n'a fait que renforcer l'image négative que tout le monde en a.

Quelle est votre position par rapport au grand moyen orient?

Le grand moyen Orient est un concept qui sera oublié l'année prochaine. C'est une marque de publicité mais sans objet à vendre l'accompagnant. C'est une question de pudeur, au moment où l'Irak s'installe dans le chaos, d'oublier tout ça.

L'interventionnisme des USA est-il souhaitable pour défaire la dictature?

On me dit très négatif vis à vis de cette histoire. Donnez moi une seule raison d'y croire. L'initiative de l'administration Bush est plombée par une triple absence de crédibilité:
- Historique, car le passé de la politique américaine en matière de soutien aux dictatures est plutôt lourd.
- Psychologique, car aucun Arabe ne peut espérer aucun bien d'une politique qui appuie les crimes de Charon et qui occupe militairement un pays arabe.
- Politique, puisque au même moment où l'on prétend mettre au pas les dictateurs arabes, on fait ami ami avec l'un des pires à savoir Kadhafi qui a parfaitement compris le truc: Tu me donnes ce que je veux ou je te démocratise.

Ceci étant, je trouve l'attitude américaine plus intelligente que la désolante passivité de l'Europe, autrement plus proche et plus impliquée que l'Amérique. Les Américains ont enfin admis ce qu'on n'a pas cessé de leur dire depuis vingt ans à savoir que les dictatures que vous appuyez sont les vrais pourvoyeurs directs et indirects du terrorisme et de l'émigration. Les Européens, même après le 11 Mars, refusent toujours de faire le lien. Je suis accablé à l'idée que le cerveau des attentats criminels de Madrid soit un Tunisien, mais cela ne m'étonne guère. En éliminant un parti centriste et non violent comme Ennahda, Le dictateur a sélectionné les réseaux violents comme ceux impliqués dans l'attentat contre Massoud, livré la jeunesse du pays à une nouvelle montée de l'islamisme mais sans contrôle interne. Pourtant les Européens, surtout les français, continuent de voir en lui La solution contre le terrorisme. Ils sont d'autant plus irresponsables pour ne pas dire plus que l'article 2 de la

charte de Barcelone a lié l'aide de l'Europe à la démocratisation. C'est tout le contraire qui s'est passé, plus le dictateur a sévi, plus il a été aidé. Sommes-nous condamnés à choisir entre le cynisme américain et celui des Européens? Mon attitude à moi consiste à dire : oublions l'un et l'autre et faisons notre propre révolution démocratique. Après, les uns et les autres ravaleront leur cynisme.

Quels étaient les objectifs tracés, avant votre décision de mener le combat contre la dictature de l'étranger? Et est ce que vous pouvez nous dresser un bilan récapitulatif de cette Est ce que vous regrettez cette expérience? Et expérience: les objectifs atteints et ceux ratés? quelles sont les raisons qui vous ont poussé à s'orienter vers une telle décision?

J'ai quitté la Tunisie pour deux raisons. La première était purement alimentaire. Certes, après avoir perdu mon travail à l'université, j'aurais pu me faire subventionner mon activité politique. Hors de question! Vivre dans la politique, oui, vivre d'elle, jamais. De plus, j'ai toujours veillé à protéger et promouvoir mon activité médicale ainsi que l'écriture. C'est la fois nécessaire à mon équilibre, mais c'est surtout la garantie de mon autonomie par rapport au politique. C'est cette indépendance qui m'a toujours fait prendre des décisions, que je n'aurais peut-être pas eu le courage de prendre, si toute ma vie et ma carrière ne dépendaient que de la politique.

La seconde raison est d'ordre tactique. Sans passeport, téléphone, en résidence surveillée qui ne disait pas son nom, je ne pouvais plus rien faire. Partir c'était pouvoir m'adresser aux Tunisiens et arabes à travers les média, nouer des contacts avec les sociétés civiles occidentales, expliquer la situation du pays, mobiliser des Tunisiens etc... C'est à tout cela que je me suis attelé depuis mon départ. Bien sûr je ne regrette pas ma décision. Sur le plan politique j'ai pu faire parvenir aux Tunisiens mes idées sur la sortie de crise et beaucoup travailler mes autres dossiers. Mais on ne fait pas de la politique à partir des plateaux de télévision ou d'Internet. D'où ma décision de rentrer. Sur le plan personnel, le départ m'a permis beaucoup d'épanouissement professionnel. J'ai pu explorer aussi les incroyables richesses culturelles de Paris. Je refuse en effet de me laisser aller à la douleur de l'exil. Hier j'ai fête la fin du calvaire de Mekki et Ayed en allant voir avec mes filles au théâtre du Châtelet 'Beaucoup de bruit pour rien'. On a beaucoup ri. Je ne savais pas que Shakespeare pouvait être aussi drôle que Molière. Chaque dimanche je vais faire de longues promenades dans la forêt de Fontainebleau, où je me concentre, me renforce et me prépare. Je ne me fais aucune illusion sur ce qui m'attend.

Selon la loi tunisienne, il semble que vous n'ayez pas le droit de vous exprimer dans un média étranger pour critiquer le gouvernement ou parler des élections. Etes vous au courant de cette mesure? Qu'est ce qui la motive et vous y soumettrez vous?

Les hommes libres ont toujours fait avancer le cours de l'histoire en refusant de se soumettre aux lois injustes. Je ne me soumettrais pas plus à cette loi qu'à toutes celles liberticides, promulguées par un parlement issu d'une parodie d'élections et appliquées au service d'un régime illégitime.

L'opposition tunisienne, que cela soit pour les partis ou pour des associations engagées, est régulièrement secouée par des querelles de personnes, des scandales sur fonds d'accusation, de prise de pouvoir etc... comment faire pour que les politiques se reconnectent avec les gens? Comment faire pour que les responsables politiques dépassent ce qui apparaît comme un métier politicien pour être aux contacts des réalités et des échéances qui se profilent?

La classe politique tunisienne n'est pas plus querelleuse que n'importe quelle autre. Les luttes pour le leadership en son sein font partie de la chose politique depuis qu'elle existe La question n'est pas là. Elle est dans son inversion des priorités, dans son incapacité à trancher, dans son peu d'écoute et d'enracinement dans le pays profond. C'est le retour sur le terrain et l'abandon de l'opportunisme et de l'attentisme qui sauvera ceux qui sont encore capables d'être sauvés.

Quelle est la position du CPR quant aux élections de 2004?

Il existe une loi en politique qui fait qu'un régime est d'autant plus légitime qu'il a besoin de moins de force pour gouverner... et vice et versa. Le niveau de violence exercé par Ben Ali sur notre peuple, vous donne le niveau de sa légitimité. En faisant passer sa réforme constitutionnelle (rejetée par toute

la classe politique et boycottée par le peuple) et lui donnant l'immunité et la présidence à vie, il a coupé le dernier lien avec la légitimité institutionnelle. Ces 'élections' n'ont donc d'autre fonction que de passer un vernis de légalité sur une illégitimité absolue, irrémédiable et définitive. Le CPR les rejette donc comme étant elles aussi et par voie de conséquences illégitimes, illégales et immorales.

Quelle est la stratégie adoptée vis-à-vis des élections présidentielles? D'abord que représente la journée du 24 Octobre 2004 pour les acteurs?

Le pouvoir va utiliser ces 'élections' pour se pérenniser. Les partis mercenaires (dont le fer de lance n'est plus le MDS mais Ettajdid) vont se partager les dépouilles et les miettes, misérable salaire de leur collaboration avec la dictature.
Les opposants vont essayer de se placer sur l'échiquier, qui plaçant sa personne, qui son parti. Ces hommes que j'appelle les 'habiles' se croient fins politiques .Ils stigmatisent la dictature mais font fonctionner ses institutions, dont le prétendu parlement dans lequel ils veulent entrer. Ils ont un pied dans le système, un pied dehors. Ils hument le vent. Qu'ils s'amusent encore et toujours avec le 'changement de l'intérieur' et qu'ils s'illusionnent sur leur capacité de transformer notre Ceausescu en Vaclav Havel.

Le peuple, lui, continuera à gémir sous le joug de l'endettement, de l'appauvrissement, de la brutalité de l'Etat policier. Le 24 octobre sera une journée où on confisquera une nouvelle fois sa souveraineté. On se moquera encore une fois de son intelligence. On lui fera rater encore une occasion de devenir le peuple libre qu'il mérite d'être. On lui infligera une nouvelle humiliation.

Le CPR qui est le parti du peuple, le parti avec le peuple, appelle ce dernier à lever la tête, à boycotter massivement cette nouvelle mascarade. Ce 24 octobre, jour de prétendue consultation populaire, le pouvoir le veut jour la réaffirmation de sa domination sur le peuple humilié. Les divers opposants le veulent jour des places, privilèges et positionnements futurs. J'appelle la jeunesse à en faire le jour de la dignité nationale, celui de la grève générale. Qu'il devienne comme le 9 avril, un tournant dans la lutte, cette fois- ci, pour la deuxième indépendance.

Le CPR a-t-il un projet de société à présenter à la population?

Oui, bien sûr. Il est publié sur notre site. Nos objectifs immédiats s'articulent autour de cinq points: - Le
La fin de la prédation, la récupération de l'argent public volé, la reconnaissance du départ de Ben Ali.
La promotion d'une .primat des droits socio-économiques, notamment pour les plus défavorisés
Le rejet de toute intervention identité arabo-islamique sereine, tolérante et débarrassée de tout excès.
L'appel à une constituante qui étrangère supposée nous interdire ou nous imposer la démocratie.
devra gérer la phase de transition et qui construira la république sur les ruines de la Joumloukia de
Mais le CPR se veut le Bourguiba, l'Etat démocratique sur les ruines de l'Etat policier de ben Ali.
levain d'un vaste mouvement qui le déborde, l'inclut et le dépasse. Nous n'en sommes plus au mythe de l'homme salvateur et du parti guide.

En l'état actuel des choses un pacte national est-il envisageable? Entre toutes les composantes tunisiennes qui acceptent l'alternative démocratique, bien entendu.

Non. J'ai perdu beaucoup de temps et d'énergie à courir derrière ce lièvre appelé le front de l'opposition. Echec en 1997. Echec en 2001. Dernier échec à Aix en 2003. Réussir un tel front c'est à dire un large rassemblement, ne peut se faire que sur la base d'un SMIG de demandes qui impliquent nécessairement la pérennité de Ben Ali et de la dictature ainsi que le travail au sein de ses institutions. Aujourd'hui il y l'opposition et la résistance. L'opposition joue le jeu des institutions de la dictature, table sur la pression étrangère et ne veut prendre aucun risque arguant des rapports de force qui serait en faveur de la dictature. La résistance rejette tout compromis avec la dictature, compte sur le peuple, sait que tout le système politique arabe est à l'agonie et que les rapports de force sont en réalité en notre faveur et qu'il faut être prêt-à-porter l'estocade. Tout tunisien et spécialement les jeunes sont appelés pour se sauver et sauver le pays à rentrer massivement dans la résistance.

Quelles suites sont données à la plate forme diffusée par le CPR après la rencontre de AIX?

Le texte d'Aix est le premier document signé en commun par les démocrates et les islamistes où tous s'engagent sur la nature de l'Etat et de la société après la fin de la dictature. C'est un texte fondamental qui nous rassure tous sur le large consensus - absent dans de nombreux pays arabes - sur l'alternative au régime moribond. Il est actuellement en stand-by mais sera repris, finalisé et approfondi pour servir de base de discussion quand il faudra donner un contenu organisationnel à la résistance démocratique.

Qu'en est-il de l'annonce de votre retour en Tunisie, si ce retour est définitivement décidé. Quelles seront les conséquences pour le CPR en terme de communication? Le CPR restera-t-il représenté en France?

La question est secondaire. Le CPR comme je l'ai dit n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un moyen et une étape.

Une fois votre retour confirmé en Tunisie ne serait il pas plus judicieux de travailler à la formation d'un bloc homogène qui serait chargé de promouvoir la société civile au delà des contingences?

Non, assez de la société civile. Il faut revenir à la société tout court. Le bloc à construire sera celui de nouvelles forces constituant la résistance. Aucun autre projet ne fera avancer la libération.

Quelles sont les leçons à retenir, au cas où on voulait tenter un rassemblement de l'opposition tunisienne?

Je répète que c'est peine perdue d'avance. L'unité est un moyen et non une fin. Souvenez-vous, les Sud-Africains face à l'Apartheid s'étaient divisés en PAC, ANC, partis libéraux, Inkhata. Les Palestiniens face à Charon sont une multitude de partis et d'organisations. Parfois la pluralité, parce qu'elle met les gens en émulation, vaut mieux qu'une coalition hétéroclite où les plus dynamiques sont .freinés par les tocards

On ne doit essayer de rassembler que sur la base de choix politiques clairs. Cela ne sert à rien d'occulter les différences fondamentales. Les partis à patente se sont rassemblés autour de la participation aux ''élections présidentielles et législatives''. Le CPR veut, lui, rassembler la résistance par-dessus les appartenances partisanes et idéologiques sur la base de choix politiques opposés. Entre ces deux approches il n'y a pas de moyen terme. Chacun devra choisir et tant pis pour cette race des 'moi-je-veux-être-bien-avec -tout- le-monde'.

Pensez-vous que les jeunes Tunisiens sont assez impliqués dans le combat pour la démocratie et les libertés?

Les jeunes tunisiens ont leur lot de la dévalorisation généralisée. Mon travail à moi consiste à rejeter cette dévalorisation voulue et entretenue par la dictature et en dénoncer la fausseté. Je reviens d'un rassemblement pour soutenir Ziad Kassem, Atef Ben salem, Nizar Othmani, Kamel Amroussia et Anis Ben fredj, les étudiants grévistes de la faim de Sousse. Mekki et Ayed viennent à peine de terminer la leur. Je me souviens avec émotion du procès où Imène Derwish a reconnu le policier qui a tenté de la violer et l'a dénoncé en public. J'en suis resté béat d'admiration. J'ai suivi le calvaire de Zouheir Yahyaoui souvent la gorge serrée et les yeux embués. Mais quelle joie et quelle fierté quand j'ai appris que malgré l'enfer dans lequel il vivait, il avait refusé de comparaître devant les sinistres fonctionnaires de l'injustice de Ben Ali appelés juges. Et il ne s'agit là que de quelques exemples. Comment peut-on prétendre que les jeunes se sont retirés de la politique? Non seulement je crois à la jeunesse tunisienne, mais c'est d'elle que j'attends le salut. C'est elle, le fer de lance de la résistance et demain de la victoire et de la reconstruction.

Comment renouveler et rajeunir une classe politique qui fabrique chaque jour des déçus?

Qu'il s'agisse de génération ou d'individus, personne ne vous donne rien facilement ou gratuitement. La jeunesse doit s'emparer de ce qui lui revient de droit. Mais les jeunes doivent savoir que faire de la politique, dans le sens le plus noble (participer à la gestion de la chose publique pour en améliorer le

fonctionnement au bénéfice de tous dont soi-même), ne s'improvise pas, prend du temps et que là comme partout l'expérience se paie cher.

Permettez moi d'abuser de mon privilège d'ancien pour transmettre les deux principes fondamentaux auxquels je crois profondément et qui ont été toujours corroborés par l'expérience.

Pour faire de la politique, il faut des idéaux, des idées et le corps -esprit du marathonien c'est-à-dire ayant développé au plus haut degré le souffle et la capacité de résister à la douleur. Si vous ne disposez pas de cela, vous serez au mieux des velléitaire au pire des politiciens.

Pour ne pas se tromper de chemin, il faut avoir une idée très précise de ce qu'est l'échec et la réussite en politique. La réussite n'est pas dans l'acte de se dégoter un poste même celui de président. Il est dans la constance dans le combat journalier pour faire avancer ses idéaux et ses idées. L'échec n'est pas dans le non -aboutissement de vos projets, il est dans leur abandon par .fatigue ou lâcheté.

Regardez ce Ben Ali et ses sbires, avec leurs milliards volés à un peuple pauvre - de surcroît le leur - Ce pouvoir absolu dont ils jouissent mais sans la moindre autorité, la peur dans laquelle ils vivent, le mépris général de tout un peuple. Vous voulez de cette 'réussite'.? Pour rien au monde je n'échangerai la mienne, moi le proscrit, avec la leur.

Est-ce que vous êtes optimiste pour notre avenir? Et pourquoi?

Je suis selon la belle formule d'Emile Habibi un 'pessioptimiste'. Pessimiste je le suis car j'observe le délitement de l'Etat, celui d'une société qui préfère imploser plutôt qu'exploser, et la déliquescence d'une classe politique qui s'est avérée au dessous de tout. Optimiste , je le suis, car le système honni de la dictature arabe, que j'ai combattu toute ma vie, s'effondre à vue d'œil , que les valeurs que je défends envahissent les cœurs et les esprits . N'oubliez pas que je suis un fils du Sud. Chez nous, le soir vous passez devant un endroit brûlé par le soleil, vide et désolé. Une petite pluie et le lendemain c'est la Bretagne, les fleurs en sus.

C'est ce miracle de la vie qui a structuré l'esprit de l'enfant que j'étais à l'époque et que je n'ai pas honte de dire que je suis resté à certains égards. Patience, la pluie nommée liberté fera reverdir la terre brûlée par Ben Ali et ses sbires. Vous avez accepté au sein du CPR toutes les tendances du pays, avec le recul, quelles sont les assurances que vous pouvez nous apporter concernant les islamistes, sont-ils vraiment pour la démocratie, la laïcité, est-ce qu'ils garantissent la sauvegarde des acquis des femmes?

Quand nous avons crée le CPR, une mauvaise langue de l'opposition a dit que Ennahda a prêté quelques militants à Marzouki pour se constituer un parti. Je suis curieux de savoir s'il pense toujours la même chose. Mais rassurez- vous, au CPR, il n'y a que des Républicains liés par un projet politique commun centré sur les libertés et les droits de l'homme dont ceux de la femme. Certains font leurs prières, d'autres, non. Je ne demande ni assurance, ni certificats de bonne conduite, car à ce jeu il faudra en exiger aussi des anciens communistes, nationalistes arabes, voire des démocrates longtemps en bonnes affaires avec le dictateur.

Est ce que le rapprochement (ou tentatives) entre le CPR et NAHDHA a pour but de récupérer les sympathisants des mouvements islamistes?

Laissez -moi essayer de faire comprendre pour la énième fois mes rapports avec les islamistes. Il y a d'abord la dimension éthique... stable et invariable: Non aux violations des droits de l'homme des islamistes, Oui à leur droit d'avoir leur parti politique. Les cœurs de bronze et les esprits lents ont fini par se rallier, avec un retard de dix ans parfois, à cette position défendue avec une poignée de militants de la LTDH dés le début des années 90. Combien d'années leur faudra -t-il pour accepter l'autre moitié de la position à savoir la nécessité et le devoir d'intégrer à la démocratie un parti islamiste modéré gagné à la démocratie, au lieu de lui chercher les poux dans la tête et d'oublier ceux de leur propre tignasse.

Il y a ensuite la dimension politique. Le CPR se lie ou s'allie avec un partenaire en fonction de la proximité des projets et des tactiques politiques. Exemple Le CPR et Ennahda ont signé le texte d'AIX, mais pas les partis mercenaires ou les partis à permis de conduire (sur les sentiers étroits, balisés et surveillés par la dictature). Donc rapprochement par la force des choses. Contre-exemple: Le CPR appelle au départ de Ben Ali, au boycott actif des 'elections'. Ennahda, veut garder des bonnes relations avec le microcosme, cherche à se faire accepter par une opposition qui n'en veut pas. Le parti islamiste a par ailleurs ses propres priorités, dont les prisonniers-otages. Donc il hésite. On verra en octobre si on sera du même côté où pas. Le CPR, quant à lui, est clair sur ses projets et les méthodes qu'il préconise. Il ne veut pas 'récupérer' comme vous dites, mais construire le pôle de la résistance avec tous ceux et celles qui sont d'accord avec lui.

Dans le même sujet, j'avais lu une fois un texte où vous adressez à votre fille et à vos amis européens qui semblent t-ils ont peur de ce rapprochement. Pour quel but vous êtes engagés? Pour votre fille, vos amis occidentaux ou pour l'intérêt des tunisiens?

Je crois avoir été assez clair sur ce point. L'ennemi absolu c'est la dictature. Ma mission est de promouvoir la démocratie en Tunisie. Ceci passe par la diffusion de ses idées et idéaux, la mise en place d'associations démocratiques, la gestion batailles de harcèlement et d'élimination de la dictature. Cela passe aussi par gagner à la cause démocratique la frange la plus éclairée et la moins violente de l'islamisme et d'isoler les franges violentes et extrémistes. Je me suis acquitté de tous ces devoirs à partir de mes convictions de démocrate séculier et d'homme de gauche. Les fantasmes des uns, les lignes rouges des autres ne m'intéressent ni ne m'intimident

Que pensez-vous du projet actuel de réforme de l'assurance maladie en Tunisie? (En tant que fondateur de la Médecine Communautaire en Tunisie, en tant que médecin, qu'homme politique et, enfin, en tant que citoyen, sauf si vous voyez qu'en tant que Moncef Marzouki, vous ne pouvez dissocier aucune part de vous)

C'est l'arbre qui cache la forêt: la déliquescence du système de santé: médiocre qualité des médecins formés dans nos facultés, abandon de la première ligne, crise des hôpitaux, inflation des dépenses de santé de plus en plus supportée s par le citoyen, inégalités croissantes en matière de soins. La dissolution de mon service de médecine communautaire en 1992, mon renvoi des cliniques de la sécurité sociale en 1994 et de la faculté de médecine de Sousse en 2000, punissaient d'abord ma dénonciation permanente du délabrement de notre système de santé. Il y a l'autre système détruit par l'incompétence technique, l'exemplarité négative (notamment la corruption) et l'absence d'une vision à long terme. J'ai nommé le système éducatif.

Tunisiens, quand il s'agira de mesurer les dégâts laissés par ce régime, vous n'en reviendrez- pas. Or chaque jour qui passe avec ces gens là aux commandes, c'est autant de ruines qu'il nous faudra déplacer pour reconstruire la nouvelle Tunisie.

Avez-vous pensez à créer une association pour l'entraide des familles des prisonniers politiques, créer des centres de pouvoir alternatif, pour informer, les étudiants, les fonctionnaires, les ouvriers, les paysans.

Non, car je n'ai que 24 heures dans ma journée. Mais si vous, concrétisiez cette excellente idée, je serais heureux de vous apporter tout le soutien possible.

Septembre 2004

Interview Audace

Décembre 2003

- La capture de Saddam a fait couler beaucoup d'encre? Quelle a été votre réaction?

En 1990, j'ai été l'un des rares hommes politiques tunisiens à condamner l'invasion du Koweït. Après la première guerre du golfe, j'ai affirmé sa responsabilité dans la "mère des défaites". Vous vous souvenez du tollé. Les démagogues de tout poil s'étaient déchaînés les uns demandant ma tête, les autres ma démission de la Ligue, parmi eux des gens qui se réclamaient des droits de l'homme et qui tentent aujourd'hui de faire oublier leur coup de foudre pour cet Hitler arabe. J'ai toujours considéré ce dictateur comme le plus abject de tous ceux dont le monde arabe est accablé.

Mais je n'ai éprouvé face aux images scandaleuses de sa capture que tristesse et dégoût. Le dégoût c'est à cause de la lâcheté du matamore. En fait c'est normal, chez un dictateur la cruauté n'a d'égale que la lâcheté. La tristesse c'est pour tous les millions d'Arabes qui ont cru sincèrement dans cet homme, tristesse aussi pour toutes les occasions perdues, tristesse pour toutes les victimes de ce monstre, tristesse pour le monstre lui-même… celui dont on examinait les dents comme à un canasson était en fin de compte un Arabe, un Musulman et un être humain. Quelle image affligeante de tout cela! La dictature... quel gâchis!

- Justement parlons en du gâchis, celui qui nous préoccupe en tant que Tunisiens, comment évaluez vous l'état actuel du pays?

Un seul mot me vient à l'esprit: affligeant. En fait tout pourrit et tout se délite à une vitesse lente certes mais désespérément orientée vers la pente.

- Il fut un temps où on a parlé de désenchantement national. Vous semblez dire que nous sommes entrés dans celle du délitement national, mais franchement n'est-ce pas la responsabilité de l'opposition?

Certes, mais ce n'est pas aussi simple. Le mal est plus général et plus profond. Trois acteurs sont en cause dans ce qui ressemble à la mort lente par gangrène et asphyxie du pays.

Il y a le régime qui continue à pourrir sur pied tout en puant de plus en plus fort la corruption, le mensonge, le simulacre et la répression. Il y a une société civile qui s'est révélée, par ses divisons et ses chamailleries mesquines, au dessous de tout. Elle aussi se décompose à vue d'œil et à odeur de nez si je puis dire. Lisez ce qui s'écrit sur Internet et dites moi si j'exagère. Il y aussi et surtout la population dont la capacité de soumission mériterait une consultation d'ethno-psychiatrie. Un jour peut-être la qualifierons nous de peuple comme on dit peuple géorgien, palestinien, irakien ou bolivien. C'est tout cela qui fait le drame de la Tunisie.

-N'est-ce pas trop facile d'accuser tout le monde surtout que vous êtes parti? Vous semblez tirer votre épingle du jeu.

Je n'accuse pas, j'exprime simplement mon indignation devant l'état de la Tunisie. Je suis scandalisé par la réaction molle des Tunisiens devant ce que font une poignée de malfrats de notre pays. Bien sûr je fais partie de l'échec généralisé et j'assume ma part, mais j'invoque des circonstances atténuantes pour moi-même et pour une centaine

d'hommes et de femmes qui portent sur leurs épaules le fardeau d'une population soumise et d'une classe politique incompétente et en faillite. Tous les sacrifices dont peut être capable un être humain ont été consentis pour libérer la Tunisie de cette maffia surgie d'on ne sait trop quel malheureux accident de l'histoire. Mais une seule main comme nous disons ne peut applaudir même si elle peut cogner. Je me souviens qu'au mois de Mai 1998, j'avais conduit une manifestation d'une dizaine de personnes devant la prison du Kef où était logé Nagib Hosni. On avait crié à bas la dictature, hurlé des slogans etc. Mon espoir était de voir les gens du Kef nous joindre et que cela se transforme en une belle journée de la liberté. Rien. L'été 2001 j'avais appelé d'Al moustakillah , écoutée à l'époque par un million de Tunisiens, à un rassemblement devant la prison des femmes où était en pension Sihem Ben sedrine. On s'est trouvé cinquante. Les grands chefs des partis politiques brillaient par leur absence. C'est vrai qu'il faisait chaud et qu'il y avait de la poussière. La police m'avait molesté, failli écraser Saida Akermi. Le peuple nous regardait de loin amusé par la scène. C'est cela et le dégoût de tourner en rond dans la même classe de cent personnes en train de se chamailler du matin au soir qui m'ont fait préférer la douleur de l'exil à celle de toute cette agitation dérisoire. Je ne reviendrai en Tunisie que pour faire partie d'une révolution que je souhaiterai pacifique mais déterminée à liquider cette dictature qui sera à jamais la honte de notre histoire moderne. Les réunions jamais suivies d'effets, les pétitions pour se donner bonne conscience, les grèves de la faim médiatisées… Non merci, tout ça c'est fini, on a assez donné.

- Et Le CPR dans tout cela? A-t-il tenu les promesses escomptées? N'est –il pas comme le dit Oum Zied un phénomène vocal?

Non le CPR n'a pas tenu les promesses escomptées. Mais de toutes les façons ce n'est qu'un parti expérimental. Ses promoteurs ne sont pas des fanatiques de la structure. Nous en ferons l'évaluation en temps opportun et nous verrons si cela vaut la peine de continuer sinon en quoi il faut le faire muer.

- Vous dites que l'opposition s'est montrée au dessous de tout, mais n'est-ce pas à cause de ses divisions chroniques et de la bataille des chefs? Quelle est votre responsabilité personnelle dans cette situation?

Nulle, ici je plaide non coupable. J'ai toujours ménagé la classe politique pour ne pas envenimer des rapports qui n'ont jamais été faciles dans l'espoir de faire avancer les choses. Maintenant c'est fini, je ne peux plus me taire, je ne dois plus me taire. En 2001 la création du CPR répondait à la nécessité de défier le dictateur, d'affirmer le droit et la capacité de la société civile à se doter de partis nonobstant ses lois liberticides. Il fallait aussi un parti démocratique déterminé, tâche que n'avait pas pu ou voulu assumer le forum dont j'avais accompagné et soutenu la naissance mais dont l'attentisme a fini par me lasser et me décourager. Ceci étant le CPR a agi dés le départ pour constituer un front démocratique pour rassembler le microcosme et lui insuffler un peu de dynamisme. Il fit beaucoup pour la création de la coordination démocratique en Novembre 2001. Elle a volé en éclats à cause de l'attitude de Négib Chebbi qui a décidé de jouer le jeu des élections, alors que le point de départ commun était le rejet d'une candidature de Ben Ali en 2004. Au mois de Mai 2003 la fusion du CPR avec le forum devait être annoncée. Mes amis à Tunis l'avaient négociée et j'ai accepté que la présidence du parti revienne à Ben Jaafar et de m'effacer pourvu que la ligne politique soit celle de l'action et de la rupture. C'est Ben Jaafar qui rejeta l'accord allant répéter par ailleurs que 2004 est un non évènement alors que l'attitude du CPR est de faire de ces élections une bataille populaire décisive. Vous avez vu le niveau de responsabilité et de sens de l'histoire dont une grande partie de la classe politique a fait preuve vis-à-vis de l'initiative d'Aix. Ce n'était pour eux qu'une manœuvre du CPR et de son président. Pour le CPR comme pour moi – même ce n'était que le prélude à la Conférence nationale démocratique. Je n'ai cessé de répéter que je n'en briguerai pas la présidence, que celle-ci devrait être collégiale confiée à nos seniors comme Mohamed Talbi, Mohamed Chakroun et Jorge Adda ou toute autre personne choisie démocratiquement parmi cette tranche d'âge et ce niveau de

magistrature morale. Rien n'y a fait. Je suis accusé en permanence de nourrir les plus noirs desseins personnels. Quand on veut noyer son rival on dit qu'il a des ambitions présidentialistes. Comme c'est dérisoire ce combat de chiens sur un os virtuel. Le vrai os ne sera rogné que par une hyène sortie d'un 7 bis que l'irresponsabilité de ces gens aura facilité.

- ***Vous semblez occulter la varie pomme de discorde du courant démocratique à savoir l'attitude vis-à-vis des islamistes.***

J'ai mis beaucoup de temps pour comprendre que ce n'était qu'un prétexte. La varie pomme de discorde et la ligne de fracture c'est l'attitude vis-à-vis de la dictature: Faire avec ou la combattre jusqu'à sa chute.

- On vous accuse de collusion avec les islamistes et de vouloir imposer Ennahda au mouvement démocratique et que c'est çà qui l'origine de l'échec de l'initiative d'Aix. De façon générale comment évaluez vous leur participation dans ce que vous appelez le délitement national?

Le CPR est un parti démocratique et républicain, il est contre tout Etat théocratique mais pour le respect, la protection et la promotion de notre identité arabo-musulmane. Je ne répéterai jamais assez que je ne suis ni islamiste, ni sympathisant islamiste, ni marionnette de l'islamisme. Mon attitude vis-à-vis d'Ennahda est purement politique et dépend de son choix politique. Tant que ce parti rejette la violence, adhère comme il l'a fait à Aix au choix d'un Etat démocratique et s'oppose à la dictature ; je n'ai aucune raison de lui faire un procès d'intention ou de l'exclure des rangs des forces patriotiques. Ceci étant, Je n'ai jamais mâché mes mots quant à la responsabilité des islamistes dans la faillite de l'opposition car ils font partie et de la faillite générale et de cette opposition si faible. Ennahda est aussi responsable que nous tous ,CPR compris, dans l'impasse et l'inefficacité des forces luttant contre la dictature. J'ai toujours pensé que s'il redevenait un parti politique actif sur le terrain, il donnerait entre autres résultats un coup de fouet à l'opposition laïque et que l'émulation jouerait pour accélérer la libération. Dès que je l'ai senti dériver en commençant à parler de réconciliation avec la dictature, j'ai mis le holà. Ce n'est pas que je sois contre la réconciliation nationale. Elle sera l'ultime conclusion de la lutte. Mais ce que le ventre mou d'Ennahda appelle réconciliation est une reddition déguisée. On entend le non dit: Libérez nos prisonniers et donnez nous des passeports et vous pourrez rester au pouvoir et piller le pays jusqu'en 3004. Heureusement que l'affaire s'est terminée en queue de poisson à cause de la bêtise et de l'arrogance du pouvoir. Si elle s'était conclue et si Ennahda avait baissé pavillon, c'était la rupture. Mais laisse moi te répéter que la ligne de fracture aujourd'hui n'est pas entre islamistes et démocrates mais entre ceux qui sont déterminés à lutter contre la dictature et ceux qui sont prêts à s'en accommoder. On trouve dans ces deux camps et des démocrates et des islamistes. Il ne faut jamais oublier cela.

- Dans ce cas la notion de l'union de l'opposition a-t-elle encore un sens?

Non, elle n'en a pas où plus exactement n'en a plus. La décision de Chebbi de jouer le jeu de pseudo -élections et celle de Ben jaafar de les ignorer car il ne peut assumer aucun choix, ont signé le glas de toute union. D'ailleurs c'est la débandade généralisée à Tunis. Abdelraouf Ayadi qui représente le CPR aux réunions de coordination a cessé d'y assister. Les réunions elles mêmes ont cessé d'avoir lieu surtout après que Chebbi a voulu nous imposer Ettajdid ce rouage dans le simulacre démocratique, cette partie intégrante du système qui déclare déjà qu'il participera aux élections et présidentielles et législatives. Vous voyez le CPR avec ce parti caution dont le secrétaire général faisait il n'y a pas longtemps le siège du parlement européen pour défendre la dictature et dénigrer le mouvement des droits de l'homme!

La recherche de l'unité à tout prix avec les partis à patente qui ont choisi la manœuvre,

l'attente de jours meilleurs sous forme d'une "ouverture" ou un 7 bis, ne mène nulle part. Elle bloque l'action politique et met ceux qui bougent à la merci de ceux qui freinent .Il ne faut plus aussi se soumettre au chantage des uns et des autres même pour réunir la Conférence Démocratique . Elle peut attendre. Le CPR change son fusil d'épaule. Il faut maintenant créer un pôle national et démocratique décidé à extirper la dictature et ignorer tout le reste.

- Mais sur quelle base serait- construit un tel pôle et n'est ce pas aggraver les divisions?

Il n' y a plus rien à aggraver et il faut enterrer le mort. Par contre on doit faire naître à la vie ce qui peut et doit fonctionner. Il y a quatre principes qui doivent structurer le nouveau pôle.

1- la non reconnaissance de toute légitimité à Ben Ali et à ses mascarades électorales.
2- la non négociation avec lui ou ses successeurs du droit inaliénable des Tunisiens à la Démocratie avec ses quatre piliers à savoir la liberté d'élections, la liberté d'association, la liberté de la presse et l'indépendance de la justice. Nul n'aura le droit de faire des concessions sur ces droits ou de prétendre nous les distiller selon ce grand mensonge appelé le processus démocratique. Le 7 bis auquel se préparent les naïfs et les opportunistes doit être combattu dés maintenant.
3- la non exclusion de toute personne ou courant politique adhérant à la déclaration de Tunis du 26 Juin et issue des travaux d'Aix avec son compromis historique sur la réconciliation de l'identité et de la Démocratie.
4- Le choix de la lutte pacifique mais une lutte qui associe les jeunes, les ouvriers, les paysans bref ce qu'on appelle la rue. Il est temps de sortir le combat de la société civile pour le faire entrer dans la société tout court.
La première bataille de ce nouveau style doit être celle à mener contre la mascarade électorale de 2004. Elle doit être le tournant et le chant du cygne de la dictature. Il faut que ce soit la bataille qui redonnera aux Tunisiens leur confiance perdue. Il faut qu'ils reconnaissent à cette occasion une direction collégiale d'alternance crédible et il faut que les forces encore en vie dans la société civile retrouvent le goût de l'action, de l'impertinence, du défi, du courage et du don de soi. Alors tous à vos postes.

- Comment envisager la structuration de ce pôle, qui le représentera, comment agirait-il dans le contexte actuel?

Vous aurez la réponse en tant utile. Mais c'est bel et bien une phase de refondation qui doit démarrer.

- Quelle chance aurait un tel pôle, ne serait-il pas lui aussi un coup d'épée dans l'eau?

La médecine m'a enseigné une chose: un médecin est tenu au devoir d'aider non à la réussite de l'entreprise. Ceci a été constamment mon principe dans la vie politique et dans la vie tout court. Jusqu'à mon dernier souffle je ferai mon devoir que ça marche ou que ça ne marche pas.

- Je suis désolé mais je ne comprends toujours pas comment cette nième entreprise de faire bouger les choses pourrait aboutir surtout avec le climat que nous connaissons et que vous décrivez d'une façon désespérante et désespérée.

Là aussi je vais invoquer la médecine. Il existe dans le corps deux types de cellules: celles qui construisent, on les appelle les cellules blastiques et celles qui détruisent, on les appelle les cellules clastiques. Idem pour notre corps social: les forces qui détruisent la Tunisie sont les maffias dans le système, les gens passifs et attentistes dans la population et les chamailleurs et autres narcissiques dans la société civile. Il y a des forces constructrices sinon la Tunisie serait morte: Ce sont les résistants silencieux mais

actifs dans le système, les hommes et les femmes qui s'opposent mais en ordre dispersé dans la population et les militants et militantes de la société civile encore capables de faire passer l'intérêt général devant celui de leur petite personne ou leur petite chapelle. Ce sont ces trois forces colossales qu'il s'agit de réveiller, d'unir et pour hâter la libération et la reconstruction.

Un dernier mot sur la prestation de Chirac en Tunisie et l'échec du sommet 5+5

L'échec des dirigeants maghrébins était prévisible. Rien ne sortira jamais de bon de ces gens. Depuis le temps qu'on sait qu'ils ne sont une partie de la solution mais le problème. Pour M. Chirac, ce qui m'a frappé c'est la réaction de la société civile française refusant et rejetant ses paroles. On peut lui dire un grand merci et plus que jamais tisser les meilleurs relations avec elle. Elle est notre amie et notre alliée et c'est avec elle et les autres sociétés civiles européennes que nous construirons un jour l'espace euro arabe auquel je crois beaucoup, sous la bannière de la Démocratie de la paix et du développement.

Griots et détracteurs
L'Autre Afrique n° 21
22 mai-4 juin 2002

Par Lemine Ould M. Salem

On croyait qu'il était avant tout un fervent défenseur des libertés. Erreur: l'ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme est aussi un politique. Irréductible opposant à l'actuel chef de l'Etat, il veut l'affronter en 2004.

Lorsque, en 1989, il accède à présidence de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), personne ne se doute que Moncef Marzouki va devenir son plus célèbre dirigeant. Ce discret professeur de médecine est jusqu'alors plus connu dans les amphithéâtres de Sousse et les dispensaires du Sahel tunisien que dans les salons de la capitale. Il va pourtant vite devenir le plus irréductible opposant au président Zine al-Abidine Ben Ali. Au point que, pour bon nombre de ses concitoyens, il est aujourd'hui un symbole. "Il représente tout ce que notre pays a su exprimer de mieux. Il est de ces hommes qui, quand tout est menacé ou compromis, quand les volontés collectives fléchissent, savent transformer une chimère en espoir, un espoir en victoire. Sans des hommes comme Marzouki, aurions-nous la même volonté de ne pas baisser les bras?" s'interroge le journaliste dissident Taoufik Ben Brik.
Jeunesse engagée

A 55 ans, l'homme n'a pourtant pas l'allure d'un leader. Peu bavard, presque timide, il donne l'impression d'être rigide. Si sa carrière politique n'est pas aussi ancienne que celles de ses pairs – à peine vingt ans, contre trente, voire quarante pour la moyenne des personnalités–, il était pourtant, enfant, déjà "à fond en politique". Moncef Marzouki, en effet, est le fils de Mohamed Bedoui Marzouki, une figure historique du mouvement national tunisien, qu'une dissidence précoce contre Habib Bourguiba conduit, dès l'indépendance, sur les routes de l'exil. Il y mourra sans jamais revoir son pays. "Cet exil m'a beaucoup marqué. Mon action est en quelque sorte un hommage à sa mémoire", raconte Moncef Marzouki.

Mais l'histoire du père n'est pas celle du fils, qui a fait ses études de médecine en France. "J'ai toujours milité contre l'injustice. Ma thèse, je l'ai consacrée aux discriminations envers les patients socialement défavorisés. J'avais observé que les cobayes pour les expérimentations, dans les hôpitaux français, étaient souvent des Noirs ou des Arabes. Cela me choquait", explique-t-il. Il le sera davantage lorsque, en 1979, il rentre en Tunisie.

Moncef Marzouki est affecté à Sousse, capitale d'une région défavorisée sur le plan des infrastructures sanitaires. Avec ses étudiants, il prend quelques initiatives. Mais, à part une loi sur les handicapés, son action ne trouve pas l'écho escompté. "J'ai alors compris que, pour vaincre les injustices, il faut une action au plan national." En 1980, il adhère à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, en dépit d'une vieille réserve envers les milieux politiques et intellectuels tunisiens. Quatre ans plus tard, il est coopté au comité directeur puis, en 1987, il entre au Conseil national, l'instance exécutive de l'organisation. "Je me contentais de cotiser comme tout le monde", avance-t-il modestement.

Résistance aux dérives

Le médecin dévoile vite "une impressionnante rigueur intellectuelle et politique, mais aussi une très forte personnalité", raconte Abdelatif Ben Salem, journaliste et écrivain tunisien. "C'était dans la logique des choses qu'il me succède", ajoute Mohamed Charfi,

son prédécesseur. On est encore au début de l'ère du général Zine al-Abidine Ben Ali.

Grisée par son coup de force du 7 novembre 1987, et séduite par le discours d'ouverture du "tombeur de Bourguiba", la classe politique appuie unanimement le nouveau régime. Marzouki, lui, espère de véritables réformes politiques et s'impatiente vite. "Au bout d'un an, je ne supportais plus cet homme dont les portraits commençaient à remplacer partout ceux de Bourguiba. Je lui ai alors publiquement signifié que s'il voulait rester au pouvoir, je ne lui laisserais aucun répit", explique le président de la LTDH.

Il tient sa promesse, d'autant plus facilement que le nouveau pouvoir accumule les dérives : exclusion des détenus islamistes de l'amnistie générale de 1988; torture systématisée dans les commissariats et les prisons dès 1989; musellement de toute liberté d'opinion ; exécutions d'islamistes… Le tout accompagné d'une politique de mise au pas de l'ensemble des partis politiques et des associations civiles. Marzouki lui-même n'est pas épargné. Pendant plus d'un an, Ben Ali refuse de le voir alors que, selon l'usage, tout nouveau président de la Ligue est reçu au palais présidentiel.

En mars 1992, le Parlement vote une loi stipulant que l'adhésion aux associations est un droit que peut invoquer tout citoyen jouissant de ses droits civiques. Un texte visant la Ligue, qui coopte ses membres… Des milliers de personnes proches du pouvoir y adhèrent et, ainsi, la neutralisent. Marzouki organise la résistance. Lorsque le gouvernement dissout la Ligue en juillet 1992, il crée le Comité national pour la défense des prisonniers d'opinion.

Le dissident est immédiatement arrêté et son organisation déclarée illégale. Pendant son incarcération, le pouvoir autorise à nouveau la Ligue, mais il exige qu'une fois libéré, Marzouki en quitte la présidence. L'organisation accepte. "C'était notre seul moyen de survie. Mais on s'est fait avoir", affirme Khemaïs Chammari, ancien parlementaire passé à l'opposition. En 1994, Marzouki annonce, lors du congrès de l'association, sa décision "de ne plus briguer aucune fonction dans la Ligue tant que celle-ci n'a pas retrouvé son entière indépendance". Il poursuit néanmoins le combat, mais, pour la première fois, sur le terrain politique. Une élection présidentielle est prévue le 21 mars 1994. Marzouki dénonce "une farce insultante pour la démocratie et le peuple". La loi, en effet, interdit toute candidature non gouvernementale. Dans "un ultime acte de protestation", il se présente. Sa candidature n'est même pas enregistrée, malgré l'appel de cent cinquante intellectuels en sa faveur. Ben Ali triomphe avec… 99,91 % des voix.

Radical et renégat

Marzouki est arrêté pour ce "crime de lèse-majesté". A sa sortie de prison, en juillet de la même année, il crée, avec les militants qui lui sont restés fidèles, le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), aujourd'hui fer de lance de la lutte pour les droits de l'homme. L'initiative lui vaut une nouvelle arrestation et plusieurs condamnations, en même temps qu'une exclusion définitive de son poste d'enseignant. Il est aussi frappé d'une longue interdiction de voyager. "Elle a été levée seulement en décembre dernier, grâce à une intervention personnelle du président français Jacques Chirac auprès de son ami Ben Ali", rappelle-t-il.

Aujourd'hui exilé en France, où son ami, le socialiste Jack Lang, ministre sortant de l'Education nationale, l'a "recasé" à la faculté de médecine de Bobigny, l'homme jure qu'il est plus que jamais résolu à poursuivre son combat. Il compte sur le Congrès pour la République, la formation qu'il a fondée en février. Mais il a surtout besoin de rallier le maximum de Tunisiens. Or Marzouki n'a pas toujours été en phase avec ses compatriotes. Adversaire acharné de la peine de mort, il reste, pour nombre d'entre eux, celui qui a osé s'élever contre l'exécution d'un violeur assassin de quatorze enfants, en 1989. Un an plus tard, lors de l'invasion du Koweït par les Irakiens, il a défendu une position à rebrousse-poil de celle de l'opinion, qui soutenait inconditionnellement l'Irak. L'ensemble de la presse l'a traîné dans la boue, tandis qu'une pétition "des citoyens de Douz", sa région

d’origine, le reniait officiellement. “Le renégat” a même eu droit à un appel au meurtre, signé par… un de ses adjoints à la Ligue.

Au sein de sa famille idéologique, “les démocrates”, Marzouki n’a pas, non plus, toujours été compris. “Il a toujours été d’un radicalisme suicidaire”, confie un de ses anciens amis. “Il est tellement sûr de lui qu’il croit qu’il est le seul à avoir raison”, ajoute un autre. Mais c’est surtout sa position sur les islamistes qui pose problème. Certes, Marzouki s’est toujours démarqué de l’idéologie islamiste par son refus de la peine capitale, des châtiments corporels et de toute atteinte aux droits de la femme ou à la liberté de conscience. Il reste néanmoins un farouche partisan de l’intégration des islamistes dans le jeu politique. L’homme qui, pour L’Autre Afrique, dévoile qu’il est candidat à la présidentielle de 2004, promet même que, une fois élu, il les autorisera à créer leur parti. Mais, avant cela, il faudra que sa candidature soit acceptée. Il y croit à peine.

C’est un farouche partisan de l’intégration des islamistes dans le jeu politique
Moncef Marzouki n’est pas toujours compris de ses compatriotes.
Moctar Kane/L’Autre Afrique

Dialogue avec un poète masqué

Par Omar Khayyam - Janvier 2003

Omar Khayyâm: Monsieur Marzouki, Ne pensez-vous pas que l'exil extérieur est plus supportable que l'exil intérieur que vous viviez en Tunisie?

Moncef Marzouki: J'ai répondu à un ami qui me posait la même question par une boutade: au pays j'avais la Tunisie mais pas la liberté. En exil , j'ai la liberté mais pas la Tunisie. Je réclame le droit d'avoir les deux en même temps. Pourquoi ce serait trop demander?

O.K: Un commentaire à chaud de la proposition américaine d'une amnistie à l'amiable pour Saddam?

M.M: pourquoi ils ne font pas la même proposition à Charon puisque c'est lui le grand criminel de guerre du moyen orient, celui qui détient de façon prouvée les armes de destruction massive?

O.K: Revenons à notre Tunisie. Rien ne bouge sauf les policiers politiques. 2003, encore une année perdue pour le pays?

M.M: J'ai l'impression que c'est le calme d'avant la tempête. Tout le monde semble suspendu à la guerre en Irak- plus exactement à sa nouvelle phase. ce qui explique l'attentisme. Ceci étant, il ne faut pas calculer pas en terme d'années, mais en terme de processus. Or La déliquescence de l'Etat policier est très avancée. Sa chute ne fait pas l'ombre d'un doute. Rappelez-vous la fameuse boutade: dans une dictature tout va bien jusqu'au dernier quart d'heure. la propagande fait toujours croire à la citadelle imprenable, au reich de 1000 ans. A l'intérieur c'est déglingué et pourri. Quand cela s'effondre, tout le monde est surpris de découvrir que la citadelle était vide. il faut ici relire l'histoire.

O.K: L'après Ben Ali sera difficile à gérer, n'avez-vous vous pas peur d'être un jour le gérant d'un pays en ruines?

M.M: J'ai toujours attiré l'attention des Tunisiens sur le fait que nous hériterons d'un pays en ruines. C'est d'ailleurs une règle générale. Regardez l'après Ceausescu. Les mensonges sur l'état de l'économie apparaîtront et on verra le délabrement des institutions, des systèmes judiciaires, bancaires, de la santé ou de l'enseignement. C'est pour cela qu'il faut que les Tunisiens, tous y compris au sein du système assument leur responsabilité face au délabrement imposé par une poignée d'individus sans scrupules à tout un pays.
l'alternative se prépare dès maintenant pour que la Tunisie redémarre un jour proche sur des chapeaux de roue et rattrape les quinze années de gâchis de l'accident Ben Ali.

O.K: Que diriez-vous à Philippe Seguin, qui donnera des conférences au cours de ce mois-ci à Tunis, si par malchance vos chemins se croisent?

M.M: Quel dommage que vous confondez la Tunisie avec ce qu'elle a enfanté de pire.

O.K: Certains Européens honnêtes et intègres disent: "D'accord, on va exercer des pressions sur le régime tunisien, mais ce n'est pas à nous de faire la révolution démocratique à votre place". La vraie question est donc: comment bouger et faire bouger

dans un régime totalitaire qui contrôle tout?

M.M: On sous-estime toujours le combat des Tunisiens contre la dictature. Des dizaines de milliers de gens ont été soumis à la torture, ont transité par les prisons sordides du régime au plus fort de la répression, dans un pays bâillonné, des hommes et des femmes ont entretenu la flamme de la résistance. C'est le black-out sur l'information qui a rendu opaque cette résistance. Regardez ce qui s'est passé sous d'autres dictatures. Les luttes ont été d'abord le fait d'une poignée de résistants en attendant l'écroulement de l'intérieur, car le pire ennemi du dictateur c'est lui-même et puis son entourage. Nous sommes dans cette dynamique. Mais les gens se découragent trop vite car ils ne connaissent pas l'histoire et la dynamique de tels régimes. Tout le problème est de tenir et surtout de ne pas pactiser avec la dictature.

M.M: Dans l'une de vos interviews, vous avez proposé une "sortie honorable" à Ben Ali. Ne pensez-vous pas que c'est intolérable pour les familles des prisonniers morts sous la torture ou suite aux mauvaises conditions carcérales?

M.M: Oui c'est injuste, mais je persiste et signe. Car dans mon échelle des valeurs la vie vient avant la justice. Imaginez le nombre de morts qu'un dictateur affolé et coincé peut faire avant de laisser place nette. C'est leur vie qui compte ainsi qu' une transition pacifique. La justice peut ne pas être la vengeance. Les victimes seront indemnisées, les tortionnaires devront faire amende honorable. Toute la vérité devra être connue sur les atrocités. Tout cela a déjà été fait en Afrique du sud où je me suis rendu en 2001 pour étudier de près l'expérience sud-africaine des commissions justice et vérité. C'est fascinant et ça marche. La Tunisie, pays modéré s'il en est, doit prendre exemple et réussir elle aussi sa transition démocratique avec détermination mais sans haine ou esprit de revanche. Ma règle de vie est simple: En situation de faiblesse ne jamais se rendre, en position de force ne jamais se venger.

O.K: Il y a maintenant en Tunisie au moins deux partis autorisés "non-collaborateurs", le PDP de M.Chebbi et le Forum de M. Ben Jaâfar. Qu'est-ce qui empêche ces deux partis de faire du porte-à-porte pour inciter la gens à sortir de leur léthargie? N'avez-vous pas évoqué cette possibilité d'action avec eux?

M.M: Trois choses comptent: l'unité, l'action et la clarté de l'objectif. L'unité de l'opposition démocratique est un impératif absolu. Le Congrès pour la République a beaucoup oeuvré dès sa naissance à la formation de la coordination démocratique. Il appelle aujourd'hui à son élargissement à un front contre la dictature et à d'autres modes d'action que les pétitions. La question de l objectif politique commun est claire. Il ne fait pas de doute que l'on ne peut se rassembler efficacement que sur l'objectif de la fin de la dictature, donc du départ du dictateur avec tout ce que cela implique comme risques et défis. Ou on relèvera ce défi qu"exige le délabrement et du pays et de la dictature ou on se condamne à une agitation stérile. la classe politique doit devenir une partie de la solution, non une partie du problème.

O.K: Que pensez-vous de la proposition d'une marche pacifique contre la dictature à Tunis le 20 mars 2003? On pourrait, éventuellement, inviter les médias étrangers pour éviter le massacre.

M.M: Oui, c'est une initiative intéressante. La classe politique qui s'est confortablement installé dans la «pétitionnite» doit retrouver le chemin de la rue. Quand Sihem Ben Sedrine était en prison l'été 2001, j'avais appelé sur ''Al Mustaquillah'' à un rassemblement devant la prison. Heureusement que la police politique à fait réussir la manifestation, tellement on était peu nombreux. Il est temps de revenir aux vraies formes du combat politique pacifique mais déterminé. Il faut que les Tunisiens retrouvent la fierté du défi relevé , de l'affirmation de soi des droits exercés et non quémandés. Il y

a tellement de modalités d'action expérimentés par les peuples qui se sont libérés: cela va, des concerts de casserole, du lavage en public du drapeau souillé par la corruption en passant par la grève et pourquoi pas de la grève générale un jour etc. J'insiste simplement sur le fait que nos luttes doivent respecter pacifique. Ce choix n'est pas seulement celui d'un médecin et d'un humaniste, il est aussi le choix d'un politique qui sait que les dictatures aux abois organisent la violence pour prétendre la combattre. A cet égard je mets en garde les agents de l'Etat et autres subalternes qu'on poussera peut-être à organiser cette violence de provocation. l'histoire là aussi est riche en exemples montrant que c'est eux qui paient les pots cassés. pour les éventuels commanditaires, qu'ils se rappellent que le tribunal pénal international a été spécialement conçu pour faire réfléchir les gens comme eux avant l'irréparable et pour les punir au cas ou l'ivresse du pouvoir l'aurait emporté sur une saine prudence.

O.K: Il y a eu l'année dernière deux "accidents mystérieux": l'assassinat de M.Ali Saïdi et la chute d'un hélicoptère transportant l'état-major de l'armée tunisienne. Des bruits courent à Tunis qu'un nouveau 7 novembre est fort probable, un changement à la tête de l'Etat sans changement réel. Croyez-vous qu'un scénario à la 7 novembre est encore possible?

M.M: Oui c'est même le plus probable et le plus dangereux, car il y a toujours les éternels putshistes à l'intérieur d'un système moins monolithique qu'on le croit. Si ceci arrive, les Tunisiens ne doivent plus accepter qu'une période transitoire extrêmement courte, le temps d'organiser des élections présidentielles et législatives réelles fondant un Etat légitime. Ce que je crains par-dessus tout dans ce scénario c'est l'irruption des arrivistes, gogos et autres niais pour saluer la nouvelle ère. Les Tunisiens doivent se souvenir que c'est le chèque en blanc donné à Ben Ali, la bonne foi érigée en dogme qui nous a amené au caniveau ou nous sommes. Ils ne devront plus à l'avenir négocier avec qui que ce soit leur souveraineté, leurs libertés, le droit de récupérer l'argent volé.

O.K: Passons à autre chose, avec votre permission, bien sûr. Vu vos intenses activités politiques, trouvez-vous encore du temps pour la médecine, les livres, le cinéma, le théâtre etc?

M.M: A Paris , je suis très pris par mes cours à la faculté ainsi que mes activités politiques. Mais je me réserve toujours un temps pour l'écriture. Elle a été toujours pour moi la forme suprême de résistance à la dictature. Regardez l'effort que met le dictateur pour tromper les gens, les désinformer, mobiliser des plumitifs pour diffuser une culture de la veulerie, de la vulgarité et de la soumission. Ecrire c'est s'opposer à ce désordre qu'on veut mettre dans la pensée, à l'aliénation en tant qu'arme politique suprême. Cela fait évidemment des journées très longues, mais cela fait tant d'années que je me considère comme un soldat au front au service de mon pays, que l'effort permanent est devenu chez moi une seconde nature.

O.K: Si ce n'est pas indiscret, quel genre de livres - à part ceux de la médecine- lisez-vous en ce moment?

M.M: Je lis un livre intitulé dangereuse Amérique, par Noel Mamère et Patrick Fabriaz que les auteurs m'ont gentiment envoyé. Je lis aussi un livre intitulé «Deux heures de lucidité avec Noam Chomsky» aux éditions les arènes. Je le conseille très fortement à ceux qui veulent comprendre les arcanes de la politique américaine. Mais j'ai aussi sur ma table une pile d'autres livres qui attendent leur tour: ''le cerveau intime'' de marc Jeannerod, ''Fous comme des sages'' de Pierre-Pol Droit et la saga de Bernard Werber sur les... fourmis. Les livres de chevet qui s'accumulent au pied du lit sont des livres de poésie. Actuellement Essayab, un recueil étonnant que m'a envoyé une poétesse irakienne inconnue Balkis Hassen que j'ai trouvé extrêmement émouvant.

O.K: Je vous ai connu tout d'abord comme écrivain. J'ai lu votre livre "le médecin et la mort" en arabe, il y a des années. Je reste fasciné par le métier de médecin; il lutte contre une chose inévitable: la mort.

M.M: En fait, je dirai qu'il lutte plutôt contre le mal mourir. La mort on ne peut pas lutter contre et ce que je montre dans mon livre c'est qu'on ne doit pas la tenir pour le mal absolu contre lequel on doit combattre. Nous devons simplement apprendre à bien vivre et bien mourir. Bien vivre ne signifie pas se goinfrer comme des cochons, jouir du matin au soir, mais donner un sens et une utilité à sa vie, savoir apprécier la beauté et le mystère du monde. Bien mourir signifie protéger sa santé afin de s'éteindre comme une bougie qui a fini sa matière et non pas comme une ruine qui s'effondre. Le mal contre lequel le médecin doit combattre n'est pas la mort, mais la maladie.

O.K: Peut-être avez-vous un livre écrit par un médecin intitulé "Ces malades qui nous gouvernent". Il parle, entre autre, de Bourguiba. Vous, aussi, vous avez évoqué dans l'un de vos écrits le cas de Bourguiba. Le tenez-vous pour responsable jusqu'à son éviction 1987 ? N'avait-il pas déjà perdu ses facultés mentales depuis des années?

M.M: J'ai vu Bourguiba la première fois en 1982 alors qu'il me remettait le prix de médecine qui portait son nom. Il était franchement ''inquiétant''. Je l'ai revu en 1984 alors que je faisais partie d'une délégation de professionnels et de handicapés pour le sensibiliser à la situation des handicapés. On parlait à un dément. C'était terrible de penser que la Tunisie dépendait d'un tel homme. C'est de cette démence qu'est sorti Ben Ali. Aujourd'hui certains font semblant de regretter le «Combattant Suprême», oubliant que c'est lui avec son parti ''inique'', sa présidence à vie, son culte de la personnalité, qui nous a livrés aux mafias.

O.K: Chez nous, on parle beaucoup de la présidence et du leadership. Par exemple: qui sera président de la Tunisie en 2004 etc. N'est-il pas préférable pour des pays malades de "zaâma" (leadership), comme le notre, de décentraliser l'Etat et de réduire au minimum les pouvoirs du Président, habituer les citoyens à prendre leurs affaires en main, créer des institutions fortes qui contrebalancent le pouvoirs exorbitant de l'exécutif?

M.M: Le problème a été résolu ailleurs, pourquoi ne le serait-il pas chez nous? La question est d'abord de savoir si ce président est légitime ou non. Seul le vote populaire sur des choix clairs et des procédures démocratiques réelles peut fonder cette légitimité. Secundo, le pouvoir de ce président doit s'inscrire dans le cadre d'une constitution qui assure la séparation des pouvoirs. Le président ne doit avoir aucun pouvoir judiciaire ou législatif. Seul un pouvoir exécutif surveillé par une justice indépendante, une presse libre et un parlement souverain des lois, doit lui être dévolu. Enfin une règle intangible: un mandat renouvelable une seule fois. Maintenant que des gens aient des ambitions, cela me paraît sain et normal. Vouloir le contraire c'est faire dans l'hypocrisie. J'assume pleinement la mienne car c'est une ambition qui veut servir et non se servir. l'essentiel c'est que la compétition transparente et fair paly porte sur des programmes et non sur des narcissismes.

O.K: Monsieur Marzouki, je vous remercie au nom des lecteurs et de la rédaction de TUNeZINE. Je vous laisse le dernier mot aux lecteurs de TUNeZINE.

M.M: TUNeZINE est le forum qui me permet d'être à l'écoute de ce que notre peuple a de vivant et d'endolori. Il évoque pour moi l'image Zouhaïr qui l'a créé. Je l'imagine dans sa cellule encore plus libre et plus déterminé. Vous, aussi, ne l'oubliez pas et sachez que vous aurez un jour à aller à sa rencontre et qu'ensemble nous ferons une autre Tunisie.

Entretien - Basler Zeitung
Date de parution: 20.04.2002

«La démocratie est totalement parodiée»

Le régime tunisien réprime l'opposition par une main de fer. Le militant des droits humains Moncef Marzouki s'oppose à cette politique.

Par Dominique Burckhardt

L'attentat de Djerba pourrait, c'est ce que craint Moncef Marzouki, être exploité par le président-dictateur Zine el-Abidine Ben Ali et ses services de sécurité, pour serrer encore plus la vis dans sa politique envers l'opposition. Tout cela de façon officielle et en bonne entente avec les USA, sous le couvert de la lutte anti-terroriste. «Nous devons payer par notre propre liberté la liberté du peuple des Etats-Unis». C'est en ces termes que l'ex-président de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme, interdite entre-temps, critique la dictature tunisienne. Devant cette réalité, les gouvernements européens préfèrent fermer les yeux.

Si de telles déclarations étaient faites en Tunisie en public, elles ne pourraient rester impunies. Pourtant, ce médecin âgé de 55 ans, lutte depuis près de deux décennies pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie dans son pays. Les seules armes dont dispose Marzouki sont ses mots. Dans ses conférences et ses livres, il fustige la «démocratie de façade» affichée par le régime: Il y a à Tunis une «Place des droits de l'homme»; le président tunisien évoque régulièrement dans ses discours son souci permanent pour la démocratie; on enseigne les droits de l'homme dans les écoles; la Tunisie possède une constitution, un parlement, plusieurs partis légaux (créés par initiative présidentielle...), et on organise aussi des élections. «La démocratie», déclare Marzouki, qui s'est arrêté jeudi à Bâle, «est parodiée et pervertie de façon on ne peut plus flagrante».

Les opposants vivent en permanence dans la peur, car l'appareil policier de Ben Ali est toujours présent à leur côté. D'après lui, seuls ceux qui arrivent à vaincre leur propre peur sont en mesure de renverser la dictature. N'a-t-il plus peur? «Si, mais j'ai subi toutes les méthodes de répression du régime. Il ne lui reste plus, au pire des cas, qu'à me tuer», a-t-il déclaré pendant un entretien accordé au Basler Zeitung. Sa relative notoriété en Europe lui accorde une centaine sécurité. Mais, encore selon lui, la situation d'un militant anonyme pour la démocratie en Tunisie est de loin plus dangereuse.

Marzouki et sa famille étaient l'objet d'intimidations, de menaces et de chicaneries. Il a été condamné plusieurs fois, la police l'a, une fois, kidnappé, Il a été plusieurs fois en prison, il ne pouvait plus exercer sa profession de médecin. Pourtant, ce militant pour les droits humains, aimerait retourner le plus tôt possible à son pays natal. «La place d'un chef est parmi ses combattants», a dit le fondateur et président de l'organisation d'opposition «Conseil National pour les Libertés en Tunisie». [le journaliste confond le CNLT avec le CPR, note du traducteur]

Critiques au paradis touristique

Marzouki vit et travaille présentement à Paris. Il n'a pu rejoindre la capitale française que le 8 décembre dernier, quelques jours après la visite du président français en Tunisie. Depuis qu'il avait été condamné, il y a un an, à une année de prison ferme pour «propagation de fausses nouvelles susceptibles de perturber l'ordre public», il vivait dans l'attente de l'exécution de la peine sous haute surveillance policière. Marzouki pense que

son départ de la Tunisie n’aurait été rendu possible que par l’engagement des médecins français, belges et suisses, qui avaient fait des démarches auprès de Chirac.

Marzouki se félicite du soutien apporté par les citoyens des pays démocratiques à l’opposition tunisienne, surtout que plusieurs gouvernements occidentaux soutiennent Ben Ali, le considérant comme garant de la stabilité politique et économique de la Tunisie. Cette image est en train de perde de son éclat en Europe, les critiques adressées au « paradis touristique » deviennent de plus en plus fortes. Mais Marzouki refuse d’appeler au boycott touristique de son pays. «On ne peut pas réduire le peuple à la misère dans le but de renverser Ben Ali», mettant l’accent sur l’importance économique du tourisme. Marzouki appelle plutôt à la «conscience morale» des touristes, et exhorte ces deniers à franchir les «murailles de leurs hôtels» pour voir ce qui se passe à l’extérieur.

Source: "Basler Zeitung", Journal suisse paraissant à Bâle le samedi 20 avril 2002
Traduit de l'allemand par Omar Khayyâm

VI- Conférences

Dictature et oppositions : les enjeux de la liberté d'expression

Mesdames et Messieurs

Permettez moi d'abord de remercier le Pen club de Norvège et'' l'Union Internationale des éditeurs'' pour leur invitation à cette réunion sur la situation de la liberté d'expression en Tunisie.
Dans un tel lieu dévolu à la liberté de parler donc à la liberté de critiquer, on ne s'offusquera pas de me voir adopter un discours politiquement incorrect en la matière.
De part mon triple statut d'écrivain censuré, de militant des droits de l'homme réprimé et d'homme politique poursuivi , j'ai fini en un quart de siècle d'âpres combats, par acquérir une vision particulière de la question qui nous réunit aujourd'hui.
Laissez moi déplacer le projecteur un instant, de la problématique elle-même au discours qu'on tient sur elle.
Il est à la fois misérabiliste et simpliste.
Il est misérabiliste car il fait apparaître les journalistes, les écrivains, les hommes politiques et les militants des droits de l'homme tunisiens comme de pauvres victimes de cet ogre bête et méchant qu'est la dictature qui occupe policièrement notre pays depuis 1987. Les intéressés sont les premiers responsables de la construction de ce genre de discours puisqu'ils réagissent aux coups reçus (ce qui est bien normal dans un combat) en se plaignant à qui veut bien les entendre et en prenant à témoin le monde entier de ce qu'ils endurent.
La communauté '' droit- homienne '' internationale se précipite alors au secours des pauvres victimes, pleine de compassion démocratique, pour leur apporter soutien et réconfort.
Le discours est simpliste par son manichéisme .Le problème est présenté comme un combat entre les bons et les méchants, entre le bien et le mal. De plus on ne considère que le point et non la courbe.
Tous les rapports sur la liberté d'expression en Tunisie décrivent des instantanés et non un processus. Ces instantanés sont forcément des constats de violations qu'on entend mettre en lumière et fustiger. Mais quid de l'évolution du problème sur une période assez longue qui montrerait les tendances et la dynamique générale du système.

Peu d'observateurs étrangers et mêmes arabes sont conscients que nous avons fait déjà la moitié du chemin sur la voie de la démocratisation. Partout dans le monde arabe, les peuples ont arraché peu et prou la liberté d'expression et celle d'association, imposées de facto à des régimes en totale déconfiture car pris sous les feux croisés de la condamnation interne et externe. Aujourd'hui nos peuples partent à l'assaut de la liberté de changer leurs leaders chroniques. Une fois cette citadelle tombée, l'indépendance de la justice, ce quatrième pilier de la Démocratie suivra immanquablement.

Il faut donc savoir remettre toute question dans la dynamique du changement incessant et ne pas l'observer le nez collé à la vitre de l'instant.

*

Quelle alternative à ce discours de la facilité ?
Seule une analyse complexe permet de resituer à la problématique sa richesse et surtout son dynamisme créateur.
En ne considérant que la période qui s'étend de l'instauration de l'Etat policier jusqu'à à nos jours, on peut distinguer trois époques fondamentales dans notre tumultueuse histoire de la lutte pour cette liberté sans laquelle la démocratie ne serait que chimère.
La première s'étend de 1987 jusqu'en 1991. La dictature avance alors à pas feutrés, ménage encore les apparences, mais son étau, à la manière de la constriction du boa, se fait de plus en plus étouffant.
La seconde époque, qui s'étend de 1991 à 1996, voit la dictature passer à la vitesse supérieure. Un rouleau compresseur fait de répression, d'intimidation, de chantage et de manipulation détruit le peu de liberté de parole et de la liberté tout court dont la société disposait à date.
Deux instantanés restitueront l'ambiance de l'époque : le type de discours officiel et celui de la Ligue Tunisienne des droits de l'Homme (LTDH)
le journal gouvernemental, *La Presse*, é gr è ne dans son style pompier les victoires quotidiennes du président omniprésent, omniscient, omnipotent .Il est sur tous les fronts : le don d'organes, les accidents de la route, les puits artésiens, la faim dans le monde, la dé sertification, les prêts aux paysans, le rattrapage scolaire. Il n'y a plus de gouvernement. Il *est* le gouvernement. Tout et le reste émanent de lui. Le catalogue des verbes utilisés par les mercenaires de la plume est très éloquent : le président se penche sur, ordonne, autorise, décrète , montre sa sollicitude à tous et à chacun. Partout ailleurs silence dans les rangs, doigts sur la couture, applaudissements vifs et nourris au signal.

C'est cette situation que la Ligue stigmatisa dans son communiqué du 26 juillet 1991 : *« La grave dégradation de la presse s'est manifestée par la disparition de nombreux journaux*

d'opinion et d'opposition, le règne du discours officiel à la radio et télévision, la généralisation de la censure préalable, l'interdiction des communiqués de la Ligue, l'explosion d'une presse spécialisée dans la diffamation, la désinformation, et la tromperie de l'opinion publique ». Ce constat va être repris par les journalistes et les intellectuels dans la déclaration des trois cents en décembre 1991. Il est toujours valable.

Durant cette période noire, nous n'avions pour diffuser les informations sur la torture que les cabines téléphoniques et les rares fax individuels.

Tout change à partir de 1996 avec l'irruption d'El jazira'' et d'Internet. Nous sommes en plein dans cette période où l'ironie de l'histoire fait que c'est le pouvoir qui est privé d'expression, du moins d'expression audible qui ait le moindre impact. On ne dira jamais assez le rôle de cette révolution technologique dans la transformation du rapport de force entre le baîllonneur et le bâillonné.

Aujourd'hui le dictateur peut garder un Hammadi Jebali aux oubliettes depuis quinze ans, ou jeter un Mohamed Abbou en prison. Cela ne sert plus à rien. L'article d' Abbou, pour lequel il a été envoyé derrière les barreaux, sera repris, dans un geste de défi non relevé, par des dizaines d'avocats et signé comme un texte commun. Le peuple s'informe et suit les débats politiques sur un bouquet de plus en plus riche de télévisions satellitaires arabes qui n'ont plus rien à envier aux media occidentaux. Il ne tarit pas de blagues sur le dictateur et ses familles aussi voraces qu'insatiables. La jeunesse s'est emparée de l'espace virtuel où le dictateur n'a plus que ses yeux pour pleurer et sa e- police pour un misérable combat

d'infiltration et de sabotage. Malgré un art consommé de la fourberie, le dictateur figurera dés la fin des années quatre-vingt-dix sur la liste des dix premiers ennemis de la presse dans le monde, publiée annuellement par une association américaine spécialisée.

En détruisant la presse libre, le dictateur détruisait sans le savoir sa propre crédibilité. A force de vouloir tout contrôler, il a fini par ne plus maîtriser aucun vrai moyen de communication. Il a une télévision que presque personne ne regarde. Il a des journaux à sa dévotion que presque personne ne lit. Il fait écrire des livres à sa gloire par des mercenaires étrangers de la plume qui font rire tout le monde. Aujourd'hui, il peut dire ce qu'il veut. Personne ne l'écoute ou croit. L'impossibilité de communiquer, comme la peur, a changé de camp.

Alors qui est la vraie victime ? Je ne pousserai pas le bouchon jusqu'à proposer un comité de soutien pour le pauvre Ben Ali, si vaincu dans la bataille qu'il a livré à la parole libre.

Certes on ne peut toujours pas publier ce qu'on veut en Tunisie et la censure y est toujours aussi bête que féroce. Certes on y va toujours en prison pour crime de lèse –dictature.

Il n'en demeure pas moins que la parole libre n'y a jamais été aussi vigoureuse , qu'elle diffuse partout et s'approprie de nouveaux espaces non contrôlables, qu'il s'agisse d'Internet des chaînes satellitaires ou de Radio- trottoir.

Jetons maintenant le regard de la complexité, et si possible de la finesse, sur les ''victimes'', à savoir les hommes et les femmes de courage et de conviction qui se sont mobilisé pour la bataille et payé pour cela le prix fort sur le plan professionnel et personnel.

En observant de très près le microcosme fait de journalistes, de politiques et d'associatifs et en le pratiquant assez longtemps, on déchante assez vite. Pire, on ne peut se défendre contre un vague sentiment d'inquiétude.

Le milieu est complexe, subtil et difficile. On y trouve de tout. On y côtoie les personnes les plus intéressantes et les plus désintéressées comme les aigrefins les plus opportunistes et potentiellement les plus dangereux. Le milieu n'est pas tendre pour les siens. On surveille jalousement la côte des uns et des autres en matière d'influence ou de médiatisation. Tout le monde complote peu ou prou contre tout le monde. La zizanie est, avec l'aversion pour le dictateur, le plus grand dénominateur commun. Les journaux électroniques, les forums sur Internet, les diverse prises de position montrent parfois une violence verbale et une intolérance dont la parenté avec celles du pouvoir saute aux yeux.

Freud a eu cette parole terrible '' on ne combat jamais un ennemi longtemps sans finir par lui ressembler''

Ce serait mal interpréter ces propos si on y voyait l'ombre d'une condamnation. Il y a belle lurette que je me suis convaincu que tout cela relève de la normalité de l'humain et de l'universalité du fait politique. Qui plus est, je ne m'extrais nullement du lot de cette faune querelleuse déchirée en permanence entre intérêts et idéaux, entre vieux réflexes et nouveaux comportements. Si j'insiste sur cette dimension occultée, c'est à la fois par souci de compréhension d'un enjeu qui me dépasse et par la même par désir de mieux le servir. Je laisserai à mes chers collègues et néanmoins amis le soin de persifler qu'en fait c'est pour mieux s'en servir. Pour comprendre la permanence et l'âpreté d'un conflit structurel entre le

pouvoir et les oppositions, et au sein de celles-ci, il faut revenir aux enjeux premiers et aux évidences refoulées.

Rappelons-nous que l'objectif réel de la liberté d'expression est le contrôle des cœurs et des esprits afin d'orienter la société dans la direction qui cadre le plus avec nos conceptions collectives et nos intérêts particuliers…préalable absolu pour conquérir le pouvoir politique et / ou le conserver.

Ce contrôle passe par une double action antagoniste : le voilement et le dévoilement.

Afin de pérenniser son pouvoir absolu, le dictateur tunisien ne peut plus tromper personne sur la nature des parodies électorales qu'il organise régulièrement. Par contre il doit protéger par tous les moyens le secret le plus absolu autour de trois types de dossiers : l'étendue de sa corruption et celle de ses familles, l'étendue de sa répression, notamment de la torture et autres crimes contre l'humain, l'étendue de sa soumission à l'étranger et de sa collusion avec l'Etat sioniste, bien plus ancienne que sa dernière invitation au boucher de Sabra, Chatilla et Jénine. D'une façon toute aussi impérative, il doit montrer de lui-même et de son régime le visage de la modernité, de la stabilité et d'une démocratie en marche lente, prudente, mais irréversible.

Pour les oppositions, enfourchant le combat pour les droits de l'homme, il s'agit au contraire de monter tout ce que le dictateur essaie de cacher. Mais il leur faut à leur tour, tout en dévoilant au peuple leurs intentions et programmes, cacher ce qui se passe dans leurs propres coulisses comme les rivalités féroces, les ostracismes croisés ou les collusions suspectes.

Dans tout ce jeu complexe et compliqué, le principal enjeu, à savoir la population, est tenue pour quantité négligeable par presque tous. Dans les deux camps, on parle d'elle, on parle pour elle, mais on ne l'écoute pas et on ne lui parle pas …ou à peine ...ou en faisant semblant. Aussi la liberté des principaux intéressés semble se réduire au choix entre les discours nécessairement manipulateurs des uns et des autres. N'ayant droit à la parole ni sur Internet, ni sur les plateaux télévisés, la population n'a que son silence méprisant et la fameuse '' Nokta'' ou blague, qui, du Golfe à l'Atlantique, est aujourd'hui son seul espace d'expression libre, anonyme et jubilatoire.

*

En adoptant le discours de la complexité et de la dynamique comme moyen de comprendre et de désigner notre problème, nous nous installons forcément au cœur de la prospective. Nos trois époques vont forcément induire une quatrième, qui induira une cinquième etc. Nos acteurs, vont forcément continuer leur jeu de conquête/ conservation par le recherche obsessionnelle du contrôle du marché de l'imaginaire et du symbolique.

Essayons, au risque de nous faire ridiculiser par le futur, de prédire comment va se prolonger le conflit actuel.

Incapable de vraies réformes qui précipiteraient sa fin, le dictateur, expert en répression soft et en grossières falsifications, va très vraisemblablement continuer ses dérisoires combats contre toutes les libertés. Il faut donc s'attendre à d'autres Abbou, voire même à d'autres Zouheir Yahyaoui, véritable martyr de ce combat tunisien pour la liberté de parole.

Cela retardera le processus mais ne l'arrêtera pas. La volonté, pour ne pas dire l'entêtement d'un groupe d'hommes coincés au sommet de l'Etat (Qui partout ailleurs hors du monde arabe, seraient derrière les verrous pour crimes de droits commun), ne sauraient l'emporter longtemps sur la volonté d'un peuple, les exigences de la politique internationale et la mutation technologique.

Ceci étant dit, les combattants qui se sentent en phase avec l'histoire, ne devraient pas chanter victoire trop tôt. Ils sont déjà dans la quatrième phase et elle s'avèrera de loin la plus difficile.

Que vaut une liberté sans impact ? Peut-on dire que ceux qui accèdent aux télévisons satellitaires et ceux qui n'ont qu'un blog sur Internet, ont la même liberté d'expression ? Les naïfs et les puristes diront oui puisque l'expression de l'opinion n'est ni entravée, ni punie. Mais la liberté d'expression n'est pas une fin en elle-même mais un moyen de dévoilement – voilement permettant une bonne ou une mauvaise gestion du pouvoir politique. Que pèsera donc liberté, si chèrement arrachée à la dictature politique , devant la dictature économique et ses médias concentrés et orientés? Pour étouffer nos voix, cette dictature là n'aura pas besoin de nous envoyer en prison. Il lui suffira de nous laisser crier aussi librement que nous voulons dans nos tracts et nos espaces clos.

Voilà le véritable défi du futur pour tous les démocrates et pas seulement tunisiens.

Justement parlons en de ces Tunisiens qui se battent pour la liberté tout en se la refusant les uns aux autres. Enfants de la famille patriarcale, sujets de l'Etat totalitaire, nous sommes par la force des choses des autodidactes de la Démocratie. L'apprentissage en sera long et douloureux .Le paradoxe est qu'elle sera un jour installée par des demi- démocrates , des quart de démocrates ou des démocrates contraints et forcés. Nous ne devons pas nous voiler les yeux et accepter dès maintenant que certains d'entre nous se mettront à brûler ce qu'ils ont adoré. L'histoire récente de notre pays et du monde ne manque pas d'exemples éloquents.

C'est en ayant présent à l'esprit ce risque, que nous pourrons lui faire face.

Voilà messieurs dames les quelques réflexions pessi- optimistes qui me servent aujourd'hui de balises pour cerner une problématique dont je découvre fasciné chaque jour un nouvel aspect et une nouvelle dimension .

J'espère qu'elles permettront de faire avancer le débat pour que les mots nous guérissent des maux dont nous accable la dictature et dont les souffrances sont d'autant plus intolérables qu'elles sont inutiles.

***

le 27-3-2005- conférence sur la liberté d'expression en Tunisie - Genève

La sécurité du point de vue des droits de l'homme

Le 22 Janvier, le club '' Démocraties '' a organisé au sénat à Paris une journée de réflexion sur le thème de la sécurité. Durant cette journée ouverte par Daniel Vaillant ancien ministre de l'intérieur, des invités de toute discipline ont été invités à donner leur point de vue et à en débattre avec la salle. Moncef Marzouki a donné le point de vue des militants des droits de l'homme.

Je remercie le club ''Démocraties '' de m'avoir invité à cette journée sur le thème général de la sécurité.
Vous me permettrez de l'aborder du seul point de vue où je peux apporter quelque chose à savoir mon statut de militant des droits de l'homme et ma longue expérience politique avec ce concept agité à tout va par un régime où le mot ***sécurité*** sert à occulter le mot ***liberté*** pour permettre au mot ***corruption*** de gangrener l'Etat et la société à l'abri du mot ***impunité***.

Pour un militant des droits de l'homme, le cadre à la fois paradigmatique, conceptuel et pratique, est représenté par la Déclaration Universelle des droits de l'homme (DUDH).
Curieusement la déclaration semble ignorer le mot sécurité. Il n'existe nul part une référence au droit à la sécurité comptabilisé dans la liste des droits de l'homme. Mais il ne s'agit là que d'une fausse absence.

Les droits reconnus par la DUDH peuvent être classés en trois rubriques :

1- Les droits individuels : ***Droit à la vie*** (article 3), à la liberté (4), ***à l'intégrité physique*** *(5),* à la personnalité juridique(6), à l'égalité devant la loi (7), à la justice (8), *à la protection contre l'arbitraire(9),* à un procès équitable (10), à la vie privée (12), à la libre circulation(13), à l'asile politique(14), à une nationalité (15), à fonder une famille(16), ***à la propriété(17.***

2-*Les droits politiques* : ***Droit à la liberté de conscience (article 18), à la liberté d'opinion(19), à la liberté d'association***(20), à la participation dans la vie publique (20), à un ordre international juste (28.

3-*Les droits socio-économiques* : ***Droit à la protection sociale (article 22), au travail (23), au repos (24), à la santé (25), à l'éducation (26), à la culture(27.***

L'analyse fine de ces articles montre bien que l'ensemble des éléments qui font la sécurité dans le sens large et profond sont tous là.

Il est évident que ce qui fonde au niveau d'une personne son sentiment de sécurité est sa conviction que nul ne portera atteinte à son corps, qu'il est à l'abri de l'arbitraire, que ses biens sont protégés, qu'il peut exprimer sa foi et ses opinions sans crainte de représailles, et que l'environnement social répond à ses besoins en matière de travail, de culture, de participation et de loisir.

De la même façon une communauté de personnes sera d'autant plus en sécurité que ses membres jouissent de tous leurs droits. Les serial - Killers et autres psychopathes dont l'agressivité n'est pas induite par la violation de leurs droits, sont et resteront une cause marginale dans le complexe causal global de l'insécurité. Le raisonnement est valable à

l'échelle macroscopique. Bien évidemment, guerres, révolutions, répressions et autres cataclysmes de violence et d'insécurité collective sont pour l'essentiel des réactions en cascade aux violations des droits de l'homme et/ ou des peuples.

*

Nous ne ferons pas dire au texte ce qu'il ne dit pas , mais nous sommes en droit de considérer comme un signe fort la répugnance du législateur à utiliser le mot alors que tous les droits semblent n'avoir qu'un seul objectif : l'assurer .

Il faut lire ici très attentivement le préambule de la DUDH et réfléchir sur la phrase suivante

'' Considérant qu'il est essentiel que les Droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint en suprême recours à la révolte contre la tyrannie et l'oppression ''

La notion de sécurité et même de sécurité préventive sont bien là mais les concepts ont un tout autre sens que celui qui leur est donné par les sécuritaires. Pour le législateur universel seule la jouissance des droits de l'homme est à même d'enrayer le cycle de la violence et donc d'assurer la vraie sécurité de tous. Cette varie sécurité qu'on pourrait appeler aussi la sécurité structurelle est la résultante de tous un réseau de facteurs qui la promeut, qui la protège et qui la restaure aisément si elle bute sur un accroc ou subit un accident.
Le législateur universel va plus loin. Lisons de façon très attentive les dernières lignes de la DUDH : '' dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien –être général dans une société démocratique ''.
Le choix est donc très tranché de n'assujettir la jouissance de tous les droits, y compris à la sécurité structurelle doit être souligné qu'aux justes exigences de la loi, de la morale et de l'intérêt public. La précision est importante à souligner car dans les dictatures et notamment dans celle qui occupe mon pays, l'insécurité par absence de sécurité structurelle est la grande Excuse pour suspendre les libertés quand elles existent où en renvoyer la jouissance aux calendes grecques quand elles sont réclamées par les démocrates.

*

Ceci nous amène à poser une question subsidiaire rarement posée : A qui s'adresse le législateur universel par sa Déclaration ?
Lue à '' l'endroit '' la DUDH décrit des objectifs idéaux que toute l'humanité est appelée à réaliser par une mobilisation intense.
Lue en négatif – en mettant systématiquement '' toute personne n'a pas le droit à la liberté, à la dignité etc. '' elle décrit la réalité quotidienne d'une humanité dont la moitié vit avec deux Euro par jour, et un cinquième avec seulement un Euro. Si l'on considère maintenant la répartition des droits, non seulement reconnus, mais pleinement exercés, on se rend compte que ces droits sont des ***privilèges*** dont profite une minorité (sur l'échelle du monde ou d'un pays) et auxquels aspire une majorité qui n'y a pas encore accès. La sécurité doit donc être considérée comme faisant partie de ces privilèges tel que la santé ou le loisir auxquels n'ont accès qu'une frange de humains habitant cette planète.

Ici la DUDH s'adresse donc en premier lieu à l'écrasante majorité des hommes et des femmes ne jouissant pas de leurs droits, pour leur apporter soutien et reconnaissance.

Soumettons maintenant le texte à l'épreuve du miroir. Nous serons surpris de voir que nous sommes en face de ce que l'on pourrait appeler ***la Déclaration Universelle des devoirs de l'homme***.

Considérons par exemple le droit à la liberté d'expression tel qu'il est stipulé par l'article 19. Vous seul, personne physique ou morale, pouvez m'empêcher de m'exprimer librement. Seul, l'individu ou Etat, en refusant de vous laisser vous exprimer librement, peuvent porter atteinte à votre droit à la liberté d'expression. Votre droit à vous exprimer implique automatiquement mon devoir à vous laisser vous exprimer librement et vice et versa. Droit et devoir en la matière ne sont donc pas des entités différentes mais les deux facettes du même phénomène.

La règle veut que les droits de l'homme brillent par leur absence non par leur présence, qu'ils existent plus par leurs violations que par leurs accomplissements. Les droits de l'homme sont liés à leur négation comme l'ombre à la personne marchant au soleil. On ne les aurait jamais inventés si leurs ***violations*** n'étaient si massives…n'était leur mode d'existence le plus commun. Or ces violations sont le plus souvent le résultat d'un manquement à un devoir de l'homme. Ces manquements sont le fait de personnes, de groupes ou d'Etats, et c'est à eux que s'adresse le législateur universel pour les rappeler à l'ordre.

Dans le cadre de ce paradigme, il est bien évident que la responsabilité première de l'insécurité doit être cherchée dans la nature du droit violé et du devoir non accompli par un acteur social ou politique. Cette responsabilité première se déplace de la victime aux causes et aux responsables de ces causes.

Dans nos pays l'origine profonde de l'insécurité de l'Etat, du citoyen et de la société réside dans la dictature. C'est une règle générale que le discours et la pratique sécuritaire des dictatures ne sont que les cris et comportements hypocrites des pyromanes se prétendant les pompiers du feu allumé et entretenu par elles.

La dictature est le système politique qui organise l'insécurité et en vit. D'où l'absurdité de demander à de tels régimes de lutter contre ce qui est le fait et leur donne leur raison d'être.

Quid maintenant de l'insécurité dans une démocratie ? Il est évident que même dans le pays le plus évolué politiquement et économiquement, il existe des poches d'insécurité traduisant l'existence et l'étendue de poches oubliées par les devoirs de l'homme.

Dans un monde interconnecté les sociétés démocratiques sont directement branchées sur les grandes poches d'insécurité internationale, là ou les devoirs de l'homme ne sont pas assumés et tous ses devoirs massivement violés.

L'occident se plaint de l'immigration sauvage et du terrorisme , prétend leur faire face en construisant toutes sortes de murs d'Hadrien , mais oublie que ce n'est pas en combattant les symptômes qu'on guérit les maladies , mais en s'attaquant à leurs causes .

Je suis assez amusé par l'idée que le traitement de la question du développement de la démocratie et du développement dans les pays du sud continue à être considérée en Occident comme une question de politique étrangère alors que c'est depuis belle lurette une question essentiellement de politique interne.

****

Laïcité et Islam dans le débat politique arabe contemporain: enjeux et malentendus*

_*Conférence donnée au Sénat Français - Décembre 2003*

Mesdames et Messieurs,
Permettez moi d'abord de remercier de leur invitation "Démocraties", le Général Paris et Emmanuel Dupuy. Je suis honoré de cette invitation tout en la considérant un peu comme un "droit". Le débat sur la laïcité semble être franco-français. En réalité tout le monde sent bien que s'il a lieu maintenant avec le ton qui est le sien et ses thématiques prééminentes, c'est bien, à cause des difficultés qu'a la société française avec les valeurs de cette communauté arabo musulmane si difficile à comprendre et à intégrer. Cette difficulté française n'est que le pendant de la difficulté qu'on éprouve de l'autre côté de la méditerranée à comprendre et intégrer cette valeur si typiquement française qu'on appelle la laïcité. Qu'on le veuille ou non le débat intéresse aujourd'hui deux communautés humaines liées par l'histoire et la géographie. Mieux c'est dans un débat inter- culturel que nous pouvons apprendre des choses intéressantes aussi bien sur les autres que sur nous-mêmes.

Je voudrais commencer par vous donner une idée de la difficulté que nous avons , nous Arabes, avec ce concept. Il y a quelques années, j'ai été invité par une association islamiste de Paris à donner une conférence sur les droits de l'homme en Tunisie. Pour lever tout équivoque sur le sens de ma présence, et aussi par honnêteté intellectuelle, j'ai commencé par dire que c'était en tant que démocrate et laïc que j'allais exposer ma vision du problème. Le présentateur s'empara immédiatement du micro pour expliquer à l'auditoire que le conférencier n'était pas athée et que par laïc il voulait dire qu'il était "Ilmani". Ce mot bizarre en arabe, est encore plus bizarre en français car traduit au plus serré il correspond à scientiste. Or je ne me sentais pas plus scientiste qu'athée. Etre laïc signifiait pour moi lutter pour le droit de notre société à vivre sous des lois régissant toute société démocratique moderne, quitte à rompre avec celles que les légistes du Ier siècle après l'Hégire avaient compilé sous le nom de ''charia '' et qui organisaient des sociétés agraires et semi-nomades qui n'ont plus rien de commun avec nos sociétés d'aujourd'hui.

Sans m'en rendre compte je m'étais fait de la laïcité l'idée qui m'arrangeait le plus. Or c'est tout ce que tout le monde faisait. Voilà pourquoi le concept est devenu une fourre tout où chaque acteur politique lui donne le sens le plus compatible avec sa vision de la société et son projet politique. Pour les dictatures comme celles de l'Irak de Saddam, de la Syrie ou de la Tunisie, laïcité signifie modernité, occidentalisation et surtout rejet de l'islamisme. Pour ce courant elle signifie tout autant rejet de l'islamisme que de l'islam. Pour les démocrates elle s'intègre dans une vision rejetant à la fois l'islamisme et la dictature.

La question devient dés lors qu'est ce qu'un "vrai laïc"? Plus tard nous verrons qu'il faudra se poser la question subsidiaire: comment peut-on être ce bon et vrai laïc en terre d'Islam?

Pour répondre à cette question j'ai dû essayer de saisir le sens profond de cette séparation du religieux et du politique, de l'église et de l'Etat, qui constituent la clé de voûte de la laïcité. Quand je dis que les Arabes ont des difficultés à la comprendre, je ne m'exclus pas du lot. Il ne s'agit pas ici d'une coquetterie intellectuelle mais de l'expression de la difficulté que rencontre un gaucher obligé d'écrire avec la main droite. Je vais donc réfléchir à voix haute sous votre haute surveillance car je vais peut-être

vous imputer des conceptions qui ne sont que l'écho des miennes.

Première interrogation: Qu'est ce qui fonde pour un Français le sens même du concept? Qu'est ce qui a rendu la séparation du religieux et du politique (en fait le divorce) compréhensible… inévitable? La meilleure réponse me semble être l'histoire.

J'essaye d'imaginer les images fortes associées à l'église dans un esprit formé par les lumières: certes la chapelle Sixtine, les vitraux de Chartes, mais sur le plan social, politique et intellectuel, les bûchers de l'inquisition, l'affaire Gallilée, l'affaire Giordano Bruno, le lien étroit avec la monarchie, les chouans, le sacré chœur édifié en remerciement à la vierge pour la défaite des communards. Un seul mot me semble tout résumer: la réaction.

Deuxième interrogations: Qu'est ce qui rend la laïcité pour un Français si précieuse, si digne d'être promue et protégée? La réponse la plus appropriée est que seule la séparation du religieux et du politique pouvait permettre l'égalité, cette valeur fondamentale de la révolution française. On ne pouvait dépasser le stade de communautés juxtaposées régies par la simple la tolérance et fonder une vraie égalité entre les catholiques majoritaires et les minoritaires protestants ou juifs, sans l'évacuation du critère religieux et la fonte de tout ce beau monde dans une citoyenneté républicaine garantie par un Etat neutre religieusement.

Troisième interrogation: qu'est ce qui a rendu cette laïcité possible? Il s'agit tout simplement de l'existence de deux corps parfaitement identifiables que sont l'église et l'Etat et qui peuvent de ce fait se marier ou divorcer selon leurs humeurs ou leurs intérêts. Cela peut paraître élémentaire pour un esprit français mais pour un esprit arabe c'est là une chose tout à fait étonnante.

Une fois tout ceci bien compris, les raisons de l'échec des politiques de laïcisation en terre d'islam et nos difficultés avec le concept deviennent évidentes.

1- L'islam est politiquement ambivalent. Il est à la fois le pilier de tout régime réactionnaire et le porte drapeau de toutes les révolutions. L'exemple de l'Arabie dite saoudite illustre bien cette situation paradoxale. L'islam légitime le régime de la famille régnante, mais il est l'idéologie d' El quaida'. Pour comprendre cette spécificité culturelle imaginez la commune de paris se faisant au nom du "vrai" christianisme et élevant sur la butte de Mon martre sa propre chapelle.

2- L'islam est le fondement et la garant de l'égalité: la revendication égalitaire trouve son fondement dans les commandements du Coran. C'est ce qui explique par ailleurs le potentiel révolutionnaire de l'islam. Certes cette égalité n'est pas absolue et ne couvre pas entièrement la femme ou les "protégés" appartenant à d'autres religions. Mais au temps des bébés-filles enfouies dans le sable, ou du bûcher pour les marranes en Espagne catholique, c'était un énorme pas en avant. Malheureusement Cette avance par rapport à son époque a été perdue de nos jours. C'est au nom de cet égalitarisme de l'islam et de son avant-gardisme, tout autant qu'au nom des valeurs des droits de l'homme, que j'ai signé il y a quelques années une pétition sentant le souffre de'' l'association tunisienne des femmes démocrates'' appelant à l'égalité devant l'héritage, dernier grand bastion de l'inégalité entre les sexes et ligne rouge à ne pas franchir pour l'intégrisme islamiste le plus dur.

3- L'islam est partout et nulle part. L'absence de distinction claire entre le religieux et le politique serait une caractéristique (exceptionnelle et malheureuse?!!) des seules sociétés musulmanes. En –est on bien sûr ? Quand on retrace l'histoire du politique, on se rend vite compte qu'il a revêtu dés le départ les habits du religieux et que cela continue jusqu' à nos jours y compris en Europe occidentale. Tout se passe en fait comme si la religion était de la politique avec des fonctions en plus et un certain théâtre,

alors que la politique n'est que de la religion sans le théâtre ou plutôt avec un autre théâtre. Et pour cause ne s'agit-il pas dans les deux cas des mêmes objectifs : commander aux hommes, les sauver, les formater selon un moule bien déterminé, d'où inextricable intrication reconnue ou refoulée. C'est peut être la situation française qui est l'exception et non la règle dans la relation du religieux et du politique.

Toujours est-il que les caractéristiques de l'islam expliquent pourquoi le concept de laïcité n'a pas pris. Une image de la biologie permettra peut-être de mieux saisir la situation. Pour être efficace, une molécule d'un médicament doit impérativement pénétrer dans la cellule. Pour ce faire, elle doit d'abord s'emboîter, un peu à la manière d'une clé dans une serrure, avec une structure au niveau de la membrane cellulaire appelée récepteur. Sans ce récepteur elle ne peut être fixée, transportée à l'intérieur de la cellule et métabolisée. Tout se passe comme si la laïcité a rebondi à la surface de notre société faute de récepteur qui la fixe, la transporte à l'intérieur de la culture pour la métaboliser et en faire quelque chose d'utile.

Pour avoir ignoré cette réalité, et pour avoir voulu forcer la greffe, des hommes comme Atatürk, Reza pahlavi ou Bourguiba, n'ont fait que violenter leurs sociétés. La réislamisation des sociétés turque, iranienne et tunisienne est aujourd'hui l'aspect le plus patent de leur échec par ailleurs si coûteux en souffrances ô combien inutiles.

Donc à la question comment peut-on être laïc en terre d'islam, la réponse est qu'on ne peut pas, à moins de l'être à la façon d'un corps étranger dans un organisme.

La vraie bonne question est plutôt comment défendre en terre d'islam, non la forme, mais l'essence des valeurs, défendues ici en France sous la bannière de la laïcité, ailleurs sous d'autres bannières, à savoir l'égalité et la liberté.

Vous me permettrez ici de parler en militant des droits de l'homme et de répondre que ce sont ces valeurs qui doivent régir notre combat. Vous serez bien sûr en droit de me demander si la culture arabo -musulmane a cette fois ci les récepteurs qu'il faut. La réponse est dans le fait que sur trente articles de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, il n'existe que quatre qui sont l'objet d'un litige avec les islamistes les plus réactionnaires (le droit à changer sa religion, l'égalité des sexes en matière d'héritage et de mariage, la peine de mort). Les vingt six autres, comprenant l'essentiel des droits individuels, socio-économiques et politiques, sont aujourd'hui largement acceptés par nos peuples. C'est sur la base de ce consensus, que nous voulons construire des Etats démocratiques en bon terme avec l'islam, lui-même fondement d'une morale sociale fortement imprégnée de l'égalité, cette valeur cardinale de la démocratie et de la laïcité. Ce ne sont pas des stratégies de confrontation et de divorce qui peuvent être porteuses, mais des stratégies de coopération tant qu'on ne touche pas de part et d'autre à l'essentiel. Rappelons que s'il y a antinomie et contentieux, c'est entre laïcité et religion, non entre Démocratie et religion quelle qu'elle soit. L'exemple de pays aussi divers que la Grèce , la Norvège ou le royaume uni montre bien que le divorce de l'Etat avec la religion de la majorité des citoyens n'est pas un préalable à la citoyenneté démocratique . Ceci ne veut pas dire que le compromis historique entre la démocratie et l'islam sera facilement accepté et mis en en œuvre. Mais avons–nous le choix compte tenu d'une part des échecs du modèle turc, iranien et tunisien et de l'échec soudanais ou saoudien d'autre part. Aujourd'hui si nous voulons la paix civile dans le monde arabe il nous faut impérativement renvoyer dos à dos les intégristes laïcs et les intégristes religieux, qui ,par leur étroitesse d'esprit et leur intolérance, ne peuvent que prolonger des situations de confrontation aussi dangereuses qu'inutiles.

Tout projet s'entêtant à nier les pesanteurs de l'histoire ou les nécessités de la modernité, ne ferait que de prolonger cette phase anormale de l'histoire de notre société , qui à la manière d'un pendule déréglé, ne cesse de passe d'un extrême à un autre sans pouvoir trouver son point d'équilibre.

Belgique le 9 mars 2002:

Conférence publique du Professeur Marzouki

Présentation par Monique Delhez

M. Marzouki est ici à l'invitation du très actif comité belge médical de soutien qui fut constitué en 2001 par des confrères généralistes et spécialistes dont des docteurs Michel Jehar, Patrick Jadoulle, Eric Picart, Philppe DE… (orthographe) et le comité belge d'Amnesty international ainsi que plusieurs universités dont l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers et la presse médicale dont «le Journal du Médecin».

Pourquoi les médecins se sont-ils donc mobilisés. Est-ce simplement par esprit corporatiste, ce qu'on nous reproche parfois? Non, c'est une question de solidarité, de justice et d'éthique médicale.

Qu'est-ce que la Tunisie?
Certes un très beau pays de vacances et de tourisme, plages superbes, habitants chaleureux, soleil garanti… mais aussi de superbes ruines antiques parmi lesquelles figurent les plus belles mosaïques du monde romain.
Oui, mais encore… et qui est le professeur Marzouki?

Médecin, oui, praticien oui, citoyen certes, mais un médecin citoyen au sens plein du terme c'est-à-dire considérant la santé non pas comme une simple technique mais dans la totalité de sa dimension humaine et également un homme qui veut exercer pleinement ses droits de citoyen dans un pays qui se dit démocratique. Nous sommes intéressés par le parcours du professeur Marzouki parce que non seulement il pratique la défense des droits humains mais aussi la promotion de la santé publique. Ce qui rejoint donc deux des objectifs principaux d'Amnesty. Le professeur Marzouki est diplômé de la Faculté Médicale de Tunis. Il a fait sa spécialité de neurologie en France. Ensuite, il fut enseignant à la Faculté de Sousse mais très vite, se posèrent à lui de nombreuses questions sur le pourquoi et le comment du disfonctionnement qui se répercutait de façon importante sur la santé du petit peuple et qui, en fait, reproduisait sans doute les disfonctionnements du système politique. Le système politique du parti unique depuis 87, depuis que le très vieux Président Bourguiba avait été écarté par le Président Ben Ali, qui, d'élections en élections, reste au pouvoir depuis et qui veut se représenter pour un quatrième mandat, ce qui est en principe interdit par la Constitution tunisienne.

M. Marzouki amorçait une politique de santé totalement innovatrice et novatrice. Il partit du besoin des gens, puis les fait rencontrer par de jeunes médecins auxquels il demande de s'occuper des plus démunis et de les écouter et partant de là, de réaliser une médecine plus communautaire.

M. Marzouki quitta peu à peu la quiétude d'une belle carrière, d'une belle position sociale qui ,est en principe, toujours celle des médecins, pour dénoncer haut et fort les disfonctionnements tunisiens.

De 1989 à 1994, il dirigea la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et bien sûr rentra dans le colimateur des autorités. Il fit plusieurs mois de dure prison. Ensuite, il fonda le Conseil National pour les Libertés en Tunisie, parti officiel, mais comme pas mal de partis interdit.

Affrontements et escalades s'intensifièrent en 2000; menaces de prison, début des

procès et surtout, M. Marzouki fut licencié de sa chair de Sousse et se retrouva alors qu'il était père de famille sans travail.

En 2001, il y eu des condamnations après des procès à l'objectivité plus que douteuse. C'est en 2000 et 2001 que commencèrent en France, en Belgique et en Suisse, des mouvements en sa faveur. La France lui offrit et créa un poste pour lui de professeur associé en santé publique à l'université de Paris-Bobigny. Les médecins belges s'unirent, les hommes politiques s'unirent. M. Marzouki fut condamné à un an de prison, mais ce fut le début de longs mois de harcèlements policiers intenses et éprouvants le condamnant peu à peu à l'isolement, allant à avoir en permanence deux policiers derrière lui où qu'il aille, au marché, chez le dentiste… partout.

Ses communications furent surveillées, son téléphone mis sur écoute, son courrier intercepté et il fut bientôt interdit d'aller autre part que sur le trottoir, dans la rue, ou chez lui mais il ne pouvait plus entrer dans aucune habitation.
A ce moment là, le courrier électronique fut pour lui sa bouée de secours. C'est à ce moment-là aussi que plusieurs d'entre-nous apprirent à le connaître et que nous avons apprécié certains de ses courriers et articles.
Après la fondation d'un nouveau parti, le Congrès pour la République, la tension monta jusqu'à un paroxysme et les gouvernants tunisiens cédèrent brusquement : en décembre dernier M. Marzouki pu embarquer pour la France où il retrouva sa famille et l'université.
En Tunisie, un grand nombre d'opposants qu'ils soient connus ou simples citoyens sont également confrontés à ces dramatiques escalades s'ils réclament un minimum de démocratie.
Le professeur Marzouki a tout risqué parce qu'il se fait une haute idée de ses devoirs d'homme, de médecin et de citoyen responsable et il est prêt à prendre des risques.

Intervention du Professeur Moncef Marzouki

En écoutant tout cela, je me dis «mais ce n'est pas vrai, ca m'est arrivé à moi tout cela?».

J'ai du mal à le croire… c'est pourtant vrai, mais en même temps, il ne faut pas dramatiser, les hommes et les femmes sont capables de vraiment beaucoup de résistance.

On peut résister à beaucoup si on a un minimum de foi et de solidarité. Fort heureusement, la foi, je l'avais, et la solidarité aussi. Celle entre autre d'Amnesty International que je tiens ici à remercier, la solidarité de médecins du monde entier et notamment celles des collègues belges ici présents à qui je rends un très vibrant hommage. J'avais aussi la solidarité des femmes et des hommes qui sont restés en Tunisie et qui malheureusement pour beaucoup sont inconnus.

J'avais rédigé un papier qui s'appelle «les anonymes». En réalité, ce sont les anonymes qui sont le sel de la terre et si j'ai eu la chance d'être connu et d'avoir été médiatisé, je ne dois pas oublier que je suis un anonyme qui a «réussi». Mais, combien y-a-t-il d'anonymes qui n'ont pas encore réussi et qui attendent qu'on parle d'eux; car, à terme c'est bien cela qui pose problème : au-delà des droits de l'homme, il y a le droit des peuples…

On peut sauver une première personne, une seconde personne, une troisième… mais il faut s'en prendre à la source du mal et cette source c'est la dictature. C'est uniquement quand on frappe la dictature au cœur, quand elle cesse d'être une violation constante des droits de l'homme, que les choses s'améliorent.

Je voudrais dire grand merci au Bourgmestre et à la Conservatrice de ce musée magnifique. On a l'habitude de faire des réunions dans des alcôves, avec la police autour de nous, mais parler des droits de l'homme dans un tel décors, ça me semble presque

surréaliste.

Dostoïevsky disait que le plus grand orateur du monde ne peut parler au-delà de 20 minutes sous peine de susciter le désir d'assassinat chez ses auditeurs… Pour ne pas susciter la volonté de meurtre qu'inspirent les gens trop bavards, je ne poserai brièvement que quelques balises.

Je voudrais démarrer sur la difficulté d'être militant des droits de l'homme.
Mes amis ont vu à quel point, j'étais anxieux aujourd'hui. Je suis resté pendu au téléphone, je n'arrivais pas à avoir du tout mes amis à Tunis, car évidemment dans un contexte comme celui-ci, toutes les lignes sont coupées: aujourd'hui devait se tenir le procès d'Hamma Hammami, et c'est cela qui en est la cause.

C'est un très grand éditorialiste, un militant des droits de l'homme, des libertés, un homme de grande valeur, fin, élégant, pacifique… un intellectuel qui a été torturé sous Bourguiba, qui a fait des années de prison et qui a vécu pendant des années en clandestinité, quatre années de clandestinité!

Maintenant, il s'est livré au pouvoir. Et il a été condamné à une parodie de procès qui a duré trois minutes où il a été condamné, tenez-vous bien, à neuf ans et trois mois de prison. Il fait actuellement grève de la faim, et il est malade, il souffre d'une colite néphrétique. J'ai des souvenirs très émouvants de lui. Un jour, alors qu'il était encore dans la clandestinité, cela date de 1995 – parce qu'évidemment tout cela dure et ce sont de vieilles histoires – quelqu'un vient me dire qu'il est gravement malade et je suis aller le voir. On change trois fois de voiture, on fait des trucs, enfin c'est du James Bond quoi!. Lorsque je suis arrivé, et que j'ai trouvé Hamma Hammami qui était depuis longtemps en «vadrouille», il était en grave crise et il avait besoin en fait tout autant de me rencontrer en tant qu'ami, qu'en tant que médecin.

Donc, cet homme d'honneur, de compétence est actuellement en grève de la faim (note de la Rédaction: arrêtée depuis). Pourquoi ?

Parce qu'il a tout simplement voulu que la démocratie s'instaure et que le droit du peuple soit respecté. Il est marxiste et porte-parole du PCOT (parti Communiste tunisien), un parti d'extrême gauche. Il est très proche des ouvriers et il n'a jamais usé de violence. Or, cet homme pacifique est condamné à 9 ans et quelque de prison. Cela ramène à l'ensemble du problème parce qu'il « n'est » qu'un de ces milliers de personnes qui ont transité devant ces pseudo-cours de justice et qui ont été torturés.

Mais que se passe-t-il donc dans ce pays?
Il se passe tout simplement que la Tunisie est une dictature.
Et qu'est-ce qu'une dictature? C'est un régime pathologique, au sens médical du terme, pathologique où un homme se prend pour Dieu et considère que l'humanité qu'il gère, ces millions de Tunisiens, sont son troupeau. Un troupeau dont il est le pâtre et sur lequel il a droit de vie ou de mort. C'est le pouvoir primitif, un pouvoir absolu, le pouvoir du début des temps. C'est un pouvoir déplacé puisque c'est un mode d'exercice de la responsabilité qui consiste à considérer l'Etat comme un butin de guerre, dont on va disposer à sa guise.

Autour de cet homme qui se prend pour Dieu, il y a la famille, qui elle se prend pour «les quarante voleurs». L'Etat, c'est la caverne d'Ali Baba et les quarante voleurs s'emparent des «Sesame, ouvre-toi», qui sont en l'occurrence, la police, la violence, etc… et ils se partagent ainsi le pays. Contre ce pouvoir «primitif» du début des temps – qui en même temps a une dimension de l'ordre de «l'éternel», car ce qui est en nous de primitif est à la fois du début des temps et malheureusement de la fin des temps et que nous sommes des primitifs permanents qui essayons de nous civiliser – il y a la démocratie, cette volonté de mettre au point une alternative à cette sauvagerie, ce mode primitif de

l'exercice du pouvoir. Hamma fait partie de ces hommes qui veulent que la Tunisie soit un pays civilisé, qui ne soit pas gouverné par un système qui s'apparente à celui du début des temps.

Et c'est cette lutte que nous menons depuis 30 ans, mais nous n'y arrivons pas et cela devient chaque jour plus difficile. Il y a une espèce de malédiction qui semble s'attaquer aux pays du Sud de la Méditerranée. On a l'impression que quoi qu'on fasse, c'est peine perdue. Depuis longtemps nous nous battons contre cette 2 ème indépendance – alors que nos pères se sont battus pour la 1ère indépendance contre l'occupant étranger et nous nous battons nous contre l'occupant local, national, indigène; car la Tunisie est vraiment occupée. Si vous vous rendez en Tunisie, vous y verrez une police omniprésente – car cet Etat n'est plus au service de la population. Il est au service de cette pseudo-famille dont j'ai parlé.

Les Tunisiens n'ont droit qu'à ce que la dictature veut bien leur concéder. Face à cette dictature, nous voulons la mise en place d'une démocratie. Ce processus est bloqué par une série de malchances. Depuis le 11 septembre, nous avons l'impression d'avoir régressé de 30 ans.

Que s'est-il passé après le 11 septembre?
Déjà être militant des droits de l'homme avant le 11 septembre, c'était pas facile, mais maintenant cela devient une opération impossible pour 3 raisons:

La première, c'est que nous avons régressé au niveau du discours des droits de l'homme, que nous voulions, nous les démocrates implanter au niveau du pays.

Parce que face au discours du pouvoir primitif, le chef, le parti unique, le culte de la personnalité, la force, la brutalité, la culture de domination, le machisme etc, face à ce discours et face au discours intégriste qui prône le retour à une pureté éthique, moralisant, autoritaire et autoritariste, face à ces deux discours, nous avions développé un autre discours qui consiste à dire que c'est par les institutions démocratiques que nous arriverions à solutionner ces problèmes. Ce discours-là évidemment a de plus en plus de mal à passer dans la population tunisienne.

La population a réagi aux événements du 11 septembre de façon choquante à mes yeux : elle était contente de ce qui s'était passé.

Je disais aux gens dans la rue, car nous sommes très proches du peuple et nous avons la possibilité de lui parler, «attention, vous êtes en train d'applaudir un crime parce que ces New Yorkais qui sont morts, ce sont des civils et des innocents». Les gens rétorquaient: «regardez ce que les Américains ont fait comme crime avec les enfants irakiens, les enfants palestiniens…». C'est vrai, mais un crime qui se surajoute à un autre crime, n'efface pas le crime initial. C'est cette même logique dans le combat pour la peine de mort, la peine de mort n'efface pas le crime commis, mais c'est une horreur qui vient se rajouter à une autre horreur. Donc, en réalité, le crime du mois de septembre n'efface pas les autres crimes commis par les Américains, il s'ajoute à la liste.

Non seulement ce discours ne passe pas, mais les Tunisiens assimilent le discours des droits de l'homme comme ipso- facto au fait que la démocratie, c'est les valeurs occidentales.

Ils n'en veulent pas, ils ne veulent plus rien de l'Occident, ce y compris ses démocraties parce que de toute façon derrière la démocratie, il y a beaucoup d'autres choses moins nettes comme??? (inaudible)

La deuxième raison, c'est que nous avons à faire désormais à une dictature tout à fait déchaînée qui dit «oui, nous avons eu raison, c'est nous qui avions compris, notre

dictature était là pour maintenir l'ordre, pour casser l'islamisme. Regardez ce que l'islamisme a fait, nous avons la légitimité pour nous»… Ce qui leur permet à la fois de justifier la répression d'avant et de préparer celle qui va venir maintenant. Donc on a à faire avec des dictatures dans le Sud qui ont été revigorées par les événements du 11 septembre.

Il faut bien comprendre une chose, l'une des excuses de la dictature dans les mondes arabes, que ce soit en Egypte, ou en Algérie par exemple… c'est la lutte contre l'islamisme. Du moment que l'Islamisme, le terrorisme a frappé l'Occident, les gouvernants se sont sentis poussés des ailes. Encore une fois, ce ne sont que des excuses parce que Ben Ali n'a jamais combattu les terroristes, mais les démocrates et qui plus est les islamistes en Tunisie, ce sont des islamistes politiques, ce ne sont pas des terroristes, mais enfin l'amalgame est vite fait.

La troisième raison pour laquelle les militants des droits de l'homme ont des difficultés est une question de responsabilité qui renvoie à la vôtre. Je vais être très franc. Comme démocrates, nous avons choisi d'adopter des valeurs démocratiques, dites occidentales. Pour nous, elles ne sont pas seulement occidentales mais universelles. Après tout, personne aujourd'hui ne dirait plus que l'algèbre est une science arabe. C'est peut-être le monde arabe qui l'a inventé, mais c'est devenu quelque chose d'universel et il en va toujours ainsi quand quelqu'un invente quelque chose de positif. Ce quelque chose qui lui appartenait devient quelque chose d'universel, la propriété de tout le monde.

Au moins, pour ce qui est de la démocratie, on sait que c'est la propriété de tout le monde. Mais malgré tout, il y a quand même une responsabilité des Etats occidentaux dans la mesure où ce sont de grands Etats démocratiques. Or, nous sommes absolument scandalisés par le comportement des hommes politiques occidentaux quand ils viennent dans nos pays. Ce ne sont que louanges pour la dictature et Ben Ali. Ce sont des discours dithyrambiques sur Ben Ali, la démocratie, la stabilité etc. Et cela constitue un appui franc et massif à toutes les dictatures.

Pour nous tout cela pose un grave problème. Qu'est ce donc que ces démocrates qui sont démocrates chez eux et qui chez nous viennent appuyer la dictature?

Est-ce du mépris, considèrent-ils que nous ne sommes pas dignes de la démocratie? Chirac a dit il y a quelques années: «la démocratie c'est pour les pays occidentaux et chaque peuple a son rythme pour la démocratie…». C'est comme si on nous disait, nous avons des besoins physiologiques, mais les autres, ils n'en ont pas. Parce qu'en général, les gens imaginent que la démocratie c'est les élections. En réalité, les élections, c'est une partie de la démocratie. Pour nous c'est une justice indépendante, c'est la liberté d'expression, la liberté d'association qui constituent ses bases. Donc venir nous dire que les peuples du Sud ne sont pas mûrs ou dignes de la démocratie, cela veut dire en clair que moi, je peux passer devant un juge acheté, moi, je n'ai pas le droit de m'exprimer, je ne suis pas assez mûr pour m'exprimer…

Or donc, depuis le 11 septembre, les Etats démocratiques et notamment les Etats-Unis s'y mettent à fond pour appuyer les dictatures dans le Tiers Monde. Et voilà donc une raison de plus pour nous rendre la vie impossible à faire passer le discours des droits de l'homme auprès des populations.

Tout le monde nous rétorque «Mais dis, de quelle démocratie tu parles? Tu as vu ce Chirac, tu as vu ce ministre X? Ils sont démocrates chez eux, mais ils viennent appuyer la dictature ici. Mais de quoi tu nous parles à la fin? Nous, pour s'en sortir, il faut qu'on retourne à nos valeurs islamistes; la démocratie c'est du bidon.»

Voilà pour les démocrates, qui sont en fait de faux démocrates, parce que quand on est vertueux, on n'est pas vertueux en deçà de la frontière et vicieux au-delà.

Difficile de les entendre pérorer alors de la démocratie et des droits de l'homme. Et c'est en cela que consiste la responsabilité de l'opinion publique occidentale. C'est de faire attention et faire pression sur les gouvernements pour qu'au moins ils arrêtent d'appuyer les dictatures. Parce ce que c'est à la fois une attitude criminelle et contre-productive. Ca veut dire appuyer Ben Ali et nous livrer, nous les démocrates, aux foudres de la dictature, nous sacrifier, nous démocrates, à la police politique parce que le dictateur sert les intérêts immédiats de l'Occident qui est la lutte contre le terrorisme. D'ailleurs, même au niveau de la lutte contre le terrorisme, c'est une grave erreur d'imaginer que les dictatures sont le paravent des terroristes. C'est elles qui sont à l'origine du terrorisme, c'est à cause de la corruption, de la pauvreté, du chômage que les dictatures s'installent, que les gens ont recours à la fuite, donc à l'immigration sauvage, et à finalement poser des gestes désespérés en ayant recours au terrorisme.

C'est la formule que j'utilise volontiers: c'est prendre les pyromanes pour les pompiers. Or, les démocraties occidentales prennent actuellement les pyromanes pour les pompiers. Ils appuient les dictatures contre les intérêts à la fois des nôtres, et les intérêts occidentaux à long terme.

Alors il y a évidemment des techniques qui consistent à intercéder directement en ma faveur, en faveur de telle ou telle personne parce que cela ne coûte pas cher et que cela donne bonne conscience. Et cela, moi, je le refuse. Quand Chirac est venu – car il est responsable de mon départ de Tunisie ayant fait pression sur Ben Ali, et Chirac lui-même sous pression du parlement européen etc – je me suis montré au sortir de ma première déclaration d'une impolitesse et d'une incorrection incroyables. On m'a demandé ce que je pensais de Chirac et j'ai dit que j'en pensais le plus grand mal; c'est à lui bien sûr que je devais ma libération, mais qu'est-ce cet homme qui vient appuyer la dictature tunisienne?

Parce que pour moi la question ne se pose sous les termes de ma propre libération. Je ne veux pas lui donner cette satisfaction de croire que parce qu'il est intervenu pour une personne, cela lui donne le droit de lâcher tout un peuple qui est lui, sous la dictature.

Ce que Chirac aurait dû faire, c'est de ne pas parler de Marzouki, mais de dire que la France ne veut pas appuyer une dictature, là saurait été un discours fort. Même chose pour le Ministre des Affaires étrangères belge Louis Michel, même chose pour Jean Pierre Chevènement, même chose pour les Américains qui viennent chez nous.

Voilà donc trois raisons pour désespérer du développement de la démocratie du Tiers Monde.

Mais je vais quand même vous donnez trois raisons pour espérer, parce qu'autrement, cela serait très triste de clôturer sur des notes de désespoir.
Il y a des gens qui me disent « es-tu optimiste (un mot inventé par un palestinien!) ou pessimiste » ?

En fait, je suis un grand «pessi-optimiste». Vous connaissez bien sûr tous l'histoire du verre à moitié plein et du verre à moitié vide. Objectivement, un homme de science ne peut le voir qu'à moitié plein et à moitié vide.. La moitié vide, je viens de la dépeindre, mais la moitié pleine consiste en trois choses;

La première c'est qu'il ne faudrait pas vous imaginer que la Tunisie est un pays de victimes. C'est un pays de résistants. Quand la dictature s'installe, la société civile tunisienne se révèle d'une richesse, d'une puissance et d'une combativité qui me rend fier, parce que face à une machine de 130.000 policiers et à une dictature appuyée par des Etats occidentaux, vous avez quelques centaines d'hommes et de femmes qui

gardent en vie la résistance, qui contre-attaquent.

Quand la dictature casse la presse, la répartie c'est d'inventer le journal électronique ou de créer des télévisions à l'étranger. Quand la dictature casse les partis, on en a créé d'autres. Quand la dictature a dissous la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme, on a immédiatement créé le Conseil International pour les Libertés. La dictature a cassé le syndicat, un autre a vu le jour. La dictature a voulu utiliser la cause des femmes comme prétexte, car c'est évidemment un grand classique en Tunisie et immédiatement, il y a une association de femmes démocrates qui s'est constituée pour dire qu'avant d'être femmes, elles étaient citoyennes et que leur combat était la liberté d'expression et d'association … les femmes ont refusé de se faire manipuler et d'être un paravent pour la dictature.

Vous voyez à quel point, la société civile s'organise et se bat et ce ne sont pas là de pauvres victimes qui soufrent dans leur coin. Ce sont des femmes et des hommes en lutte.

Je soulève le deuxième point qui permette d'espérer et j'apporte un correctif à ce que je disais tout à l'heure lorsque je parlais de l'Occident. L'Occident, ce n'est pas seulement les Etats qui le composent, c'est aussi la société civile occidentale, c'est aussi des valeurs universelles..

Les gouvernements sont souvent nos adversaires et parfois même nos ennemis, mais les valeurs elles sont universelles et il faut en tirer ce qui nous sert; la société civile est quant à elle est notre allié n°1. Et cela, c'est quelque chose de formidable, c'est même la chose qui me paraît être la plus positive.

C'est ce soutien d'organisations, comme celle d'Amnesty, comme la presse, comme celle des organisations professionnelles de médecins, de syndicalistes, de juristes…, un lien que j'ai vu se tisser et qui n'existait pas comme tel dans les années 60 et 70, ce lien qui est indépendant et hors du contrôle des Etats. Ca c'est quelque chose de drôlement positif et c'est ce renforcement des liens entre les sociétés qui va faire échec contre les politiques absurdes des gouvernements. Ce sont les sociétés civiles qui font pression sur les gouvernements pour qu'ils n'appuient pas les dictatures. Cela nous fait un pont de levier chez «l'adversaire» pour l'obliger à changer de politique et construire ensuite les vrais ponts, véritables garants contre cette horrible chose que sont «les guerres de civilisation». Vous savez, qu'il y a un Américain qui a inventé une «belle» théorie sur la guerre des civilisations; c'est une belle absurdité car depuis l'aube des temps, les hommes échangent et si on fait le compte des confrontations entre cultures et des guerres, elles occupent une part tout à fait marginale; en tout cas elles sont majoritairement internes, Européens contre Européens ou Arabes, contre Arabes. Le plus grand nombre sont donc des guerres intestines, civiles, internes et une frange mineure est elle le fait de guerres contre «l'étranger».

Par contre, les échanges eux, font que les civilisations n'ont pas arrêté de partager depuis l'aube des temps, et c'est à travers la culture et les sociétés civiles que se maintiennent ces extraordinaires échanges, que transitent bon nombre de choses ou d'idées.

Ma présence aujourd'hui fait partie de cette collaboration entre les sociétés, de ce pacte de solidarité qui n'est pas soumis au pouvoir primitif de la dictature.

Le troisième élément est enfin une élément humain, il est le fait d'individus, de personnes. J'ai vécu en Tunisie des situations extrêmement difficiles et je n'aurais pu tenir sans cet extraordinaire chose qu'est la solidarité entre personnes, entre individus, entre humains. Vous découvrez des hommes et des femmes tout à fait extraordinaires que justement la crise a révélé à eux-mêmes.

Je crois qu'on ne se connaît pas soi-même si on n'est pas mis dans une situation de fonctionnement extrême, c'est-à-dire, de stress, de peur, de pauvreté extrême…

Ce sont les extrêmes qui nous révèlent à nous-mêmes. Les extrêmes détruisent aussi, les personnes sensibles, fragiles, mais aussi ils font éclore des personnalités absolument extraordinaires. C'est le cas de Radhia Nasraoui (note de la rédaction: avocate de défense de la cause des droits humains des victimes de s violations de ces droits). Elle est haute comme trois pommes mais elle terrorise la police politique. Elle leur fait peur et je les ai vu trembler devant elle. Cette femme quand elle rugit c'est une lionne ! Il y a une autre lionne en Tunisie, c'est Sihem Ben Sedrine (note de la rédaction…) tout aussi petite en taille, mais tout aussi terrible. Et cela, ce sont des caractères qui se sont forgés à travers la lutte pour la démocratie et la liberté. Et cela est identique chez les Marocains, les Egyptiens, les Algériens… qui sont exactement dans les mêmes situations.
Autant l'on trouve des hommes et des femmes qui assument le rôle de cette sauvagerie qui est en nous tous, autant de l'autre coté, vous avez des hommes et des femmes qui assument cette partie divine. J'ai demandé à des amis bouddhistes à Tunis ce que signifiait le signe de salut qu'ils s'adressent en fermant les paumes des mains l'une contre l'autre et en s'inclinant: «je salue la part divine qui est en vous» m'ont-ils répondu. Je crois que nous avons tous une part divine en nous et c'est cette part-là que les batailles contre une dictature met en lumière partout dans le monde. Et cette lumière, il faut qu'elle continue à briller.

L'application de la convention des droits de l'enfant:
le contexte et les aléas

Message aux participants de la conférence internationales sur l'enfant maltraité – Cenève
Le 23.8.1997
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude au recteur de l'Université de Genève et à M. Philippe Jaffé pour leur invitation a participer à ce colloque sur la mise en oeuvre de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Bien que je sois profondément désolé de ne pouvoir être physiquement avec vous, c'est un plaisir et un honneur pour moi de participer même de cette façon à votre débat. L'acharnement que met le pouvoir tunisien à m'interdire de voyager depuis des années,de soigner des enfants malades, de publier mes livres même à l'étranger, de parler, d'avoir un simple téléphone, la peur qu'un tel acharnement suscite dans mon entourage; m'ont confiné dans un isolement quasi-total, dont je n'arrive à sortir par intermittence, que grâce à de telles invitations.

Aussi celle de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève a parler devant vous a-t-elle pour moi la valeur d'une bouffée d'oxygène pour un homme ligoté et bâillonné.

Cette situation,d'autant plus aberrante qu'elle est infligée à un militant des droits de l'homme par un pouvoir qui ne cesse de se prévaloir des valeurs de la Démocratie, est malheureusement fort courante dans beaucoup de pays du Sud.

De par leurs objectifs "les droits de l'homme" s'opposent à l'injustice et à la violence du pouvoir quelque soit le masque dont il s'affuble. Ils sont l'expression moderne de ce rêve récurrent que rien n'a jamais pu briser: politiser la morale, moraliser le politique.

On comprend aisément pourquoi et en quoi ils gardent, surtout de ce coté ci de la Méditerranée, un aspect subversif pour les pouvoirs en place et un côté dangereux pour les hommes et les femmes qui ont accepté de tout leur sacrifier.

C'est pour moi un privilège de faire partie d'eux,et un honneur de lutter pour les objectifs et les ideaux qui donnent sa raison d'être à ce colloque.

Ma contribution est cette réflexion qui je l'espère, participera peu ou prou à l'approfondissement de vos débats.

L'application de la convention des droits de l'enfant: le contexte et les aléas

La mise en oeuvre de la convention est beaucoup plus qu'une question technique.Aussi l'objectif de cette intervention est-il de brosser à larges traits le contexte dans lequel elle fonctionne . Seule une approche globale de ses enjeux clairs ou mal définis, nous permettra d'évaluer correctement ses chances de réussite.

On me permettra de faire remarquer qu'il ne s'agit pas là d'un travail de théorisation à priori, mais d'une tentative de rassembler les éléments d'un puzzle entr'aperçu pièce par pièce pendant de nombreuses années de travail sur le terrain.Pour être tout à fait honnête,j'ajouterai que cette approche globale du problème a été construite aussi, voire surtout pour gérer l'impatience, le découragement, les trop nombreux échecs, pour se garder de toute illusion sans jamais perdre l'espoir.

Dans moins de neuf cents jours, nous allons être ensevelis sous une avalanche de discours, et d'écrits sur le siècle que nous laissons derrière nous. Chacun ira de sa formule lapidaire, de son jugement définitif, de sa vision globale. Bien sûr le siècle est bien trop riche pour se prêter à de telles simplifications et chacun n'y verra ce qu'il capable, ou intéressé d'y voir.

Il se trouve aussi , que dans quelques mois, plus exactement le10 Décembre 1998, nous fêterons le demi siècle de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le bilan qui sera dressé à l'occasion, risque de ne plaire à personne, aux uns

par l'ampleur des protestations, aux autres par l'ampleur des violations. La proximité des deux événements nous obligeront à réflechir sur le sens et l'importance du phénomène droits de l'homme, si caractéristique de ce siècle.

Nous mesurons mal la portée, le sens, et l' importance de ce phénomène. Or le processus est unique dans l'histoire et ce de par tous ses aspects. Il est unique par la nature même de celui qui énonce la Loi. le législateur universel n'est plus comme dans les anciens scénarios, une force conquérante, ou une puissance divine externe à l'humanité.

Il est pour la première fois, le porte parole d'un consensus négocié entre les civilisations, les idéologies,et les cultures de la planète.
Il est l'expression d'une volonté commune émergeant de l'intérieur même de cette humanité. Il est à la fois rationnel, humain, mais aussi quasi sacré. Le phénomène est unique par l'ampleur de l'objectif.

Les nouvelles règles opèrent a tous les niveaux de préoccupations des hommes: droits et devoirs des personnes et des peuples, statut des personnes, des groupes et des communautés, circulation des biens, des idées et des hommes.

La convention n'est que le dernier beau fruit né d'un arbre qui continue a pousser (1). Son tronc est la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Ses racines sont la charte de nations unies. Ses grosses branches sont les deux pactes internationaux de 1966, celui relatif aux droits civils et politiques et celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ses feuilles, fruits sont les dizaines de textes réglementant le statut de réfugié (1951), des apatrides(1954), des détenus(1955), prohibant l'esclavage, (1956), la discrimination raciale (1963), la discrimination contre la femme (1967), la discrimination fondée sur la religion ou la conviction,la torture (1975 et 1984)), reconnaissant le droit des peuples à l'indépendance (1960), à la paix (1984), au développement (1986) etc... etc...

La convention s'inscrit donc dans le foisonnement de ce nouvel arbre de vie unique a tous égards dans l'histoire de l'humanité.

Le phénomène "droits de l'homme" est aussi unique par le fait que la nouvelle table des lois ne s'adresse plus à une tribu ou un peuple mais à toute l'espèce humaine.

L'humanité n'est pas considérée comme un magma indistinct d'individus interchangeables, mais comme un système de solidarité, ou toute l'espèce est présente d'une façon identique à la fois dans sa totalité, dans ses sous systèmes comme dans e sa partie constitutive à savoir la personne humaine.

Il s'agit d'une vision émergente totalement nouvelle et révolutionnaire, venant à point nommé pour nous sortir des délires collectifs qui ont été notre lot pendant la plus grande partie de l'histoire. Le phénomène est surtout unique par l'accord tant explicite qu'implicite qu'il a scellé entre toutes les cultures autour de la plus dangereuse pomme de discorde: qu'est ce qu'un homme?

N'oublions pas que les droits de l'enfant font partie des droits de l'homme ou plus exactement qu'ils sont les droits de l'homme. En écrivant cette lapalissade, j'ai brusquement le souvenir d'un croquis paru dans la presse algérienne, il y a quelques années où l'on voit un mâle à l'aspect peu amène traîner sa femme par les cheveux jusqu'à la porte de la ligue algérienne des droits de l'homme, et lui montrer l'écriteau plein de morgue et de satisfaction.

- là,c'est écrit noir sur blanc, tu vois bien ..ligue- de défense- des droits- de l'homme. Nos amis quebecquois ont évacué ce vestige intéressant d'une époque et d'une mentalité en parlant de droits de la personne. Mais l'ambivalence sur laquelle joue le caricaturiste mérite qu'on s'y intéresse car la réalité qu'elle dénonce n'a pas disparu, tant s'en faut.

La langue n'est pas neutre, elle a de la mémoire ou plus exactement elle est la mémoire. Elle nous rappelle que l'humanité la plus pure était censée s'incarner dans une sorte d'étalon, ou pour éviter les jeux de mots suspects, dans un réferentiel: l'adulte mâle appartenant à la race dominante, à la classe dominante, et de préférence au groupe politique dominant. C'est

que "l'homme" au sens sexué a fini par représenter l'espèce par le même processus mental qui a fait de l'Angleterre l'autre nom de la Grande Bretagne.

La pensée des droits de l'homme ne reconnaît pas de standard, d'étalon, de forme pure ou privilégiée. Le WASP mâle en bonne santé peut se trouver de facto au sommet de l'échelle sociale dont la première barre est représentée par la petite réfugiée Huttu malade du Kwashiorkor.

Illusoire supériorité de l'un et non moins illusoire infériorité de l'autre.L'un comme l'autre ne sont que les formes prises par l'être humain identique et égal à lui même à travers ses multiples expressions.

Ainsi la femme,comme l'enfant, n'accèdent pas à leur statut d'être humain en se rapprochant du modèle implicite mais le font par leur simple existence en tant que femme ou enfant.

Ce dernier n'est donc plus à considérer comme un petit homme,un homme en gestation, une forme incomplète et immature de l'homme, mais simplement comme un "homme" présentant certaines caractéristiques biologiques et psychologiques, dont nous devons tenir compte dans la gestion de ses affaires.

On voit ici l'importance du retournement paradigmatique, et la profondeur des changements que nous devons nous imposer, notre esprit ayant été formaté par des visions locales, spécifiques ou l'élément structurant est la différence de l'autre et non sa similitude.

Ce n'est que tard dans le siècle prochain que l'on distinguera les véritables lignes de force et que l'on pourra se faire une idée correcte de la signification de ce phénomène, parmi les plus marquants de ce siècle.

Deux hypothèses peuvent être avancées. Dans la première tout a bien marché. Le navire pu doubler le cap sans être drossé sur les rochers par la tempête.

L'humanité a pu maîtriser sa crise écologique,démographique ,économique et identitaire.
Les textes de la loi universelle,seront peut être les bases juridiques et éthiques d'une nouvelle civilisation, réglant les statuts de personnes, les devoirs des états, et les divers aspects la vie commune de l'espèce.

Comme tous les textes fondateurs, ils seront plus ou moins appliqués, mais seront reconnus par tous, comme les fondements de l'ordre du monde .

Dans la seconde hypothèse tout a mal tourné (2). La crise écologique n'a pas plus pu être surmontée que l'explosion démographique au sud, l'implosion démographique au nord. Le libéralisme sans freins a coupé l'humanité en deux, la minorité des riches et la majorité clochardisée .

La crise identitaire s'est exacerbée du fait des échecs précités en une explosion de tribalisme, nationalismes, intégrismes, mettant la planète à feu et à sang.

Dans ce cas de figure, les textes apparaîtront aux quelques chercheurs, qui voudront bien s'y intéresser, comme les reliquats d'un rêve brisé, d'une utopie de plus qui s'est ensablée dans un bras asséché du fleuve de l'histoire.

On peut certes imaginer entre ces deux situations extrêmes, des situations moins tranchées et plus probables.

Le fait restera toujours que nous ne pouvons savoir quel est le devenir a long terme, de nouveaux textes fondateurs, et donc que nous ne savons rien de ce qui attend notre convention. Nous ne pouvons que parier, et tout faire pour gagner le pari.

Certes, la mise en oeuvre de la convention ou de tout autre texte des droits de l'homme est une question de volonté et

d’organisation Elle est aussi et surtout une affaire de conjoncture et peut être même de chance.

Il existe un autre aléa encore plus contraignant auquel nous devons être attentifs. Le propre de tout texte fondamental ou fondateur est d'être un texte d’Annonciation, porteur d'une bonne nouvelle, mais aussi d'une mauvaise.

Commençons par la bonne.
La convention annonce la prise de conscience à l'échelle planétaire, du scandale qui est fait à l'enfant, et la détermination de l’homme a y mettre fin. La mauvaise nouvelle quant à elle a trait a l'ampleur du scandale.

La mauvaise nouvelle au sein de la mauvaise nouvelle a trait à l'explication réeelle du dit scandale. Les violations des droits de l’homme-enfant ont des résonances émotionnelles extrêmement fortes, en tout cas beaucoup plus fortes que celles dont l’être humain est victime sous ses autres incarnations.

Dans les "frères Karamazov", Ivan tient un long discours à Aliocha sur les crimes de Dieu.Il lui décrit longuement avec rage cette affreuse scène ou l’enfant moujik terrorisé et nu, est lâché la nuit dans les fourrés et chassé à courre comme un lapin par la meute déchaînée du seigneur du coin.

Ivan dit cette chose terrible que même si le christ revenait sur terre pour tout recommencer et régénérer il ne pardonnerait jamais à Dieu l’horreur du meurtre de cet enfant là, ce soir là.

La souffrance de l’enfant nous frappe au coeur et nous bouleverse comme nulle autre horreur du monde.

Pourtant nous savons intuitivement qu’elle n’est pas forcement plus dramatique, absurde ou injuste que celle de la femme,de l’adulte ou du vieillard. Certes, elle nous est plus inacceptable en tant qu’elle concerne ce que nous considérons comme la forme la plus fragile, la plus vulnérable et la plus précieuse de notre humanité.

Mais l’explication est probablement à chercher plus en profondeur. Le siècle qui nous quitte aura été entre autres, celui de la perte des illusions eschatologiques et surtout d'une innocence longtemps entretenue par les délires idéologiques.

Cette perte d'innocence ou la brutale rencontre avec ce que nous recelons en nous d'effrayant a eu lieu à deux moments forts:la découverte des camps de concentration et celle des placards à enfants martyrs.

Dans les deux cas, la brutalité des images a détruit toute possibilité de fuir l'évidence, à savoir que nous recelons en nous, de terribles forces d'inhumanité.

Face aux adultes rescapés des camps ou des chambres de torture, comme aux enfants rescapés des placards et des maisons closes , nous ne pouvons plus nous réfugier dans les explications de facilité. Ce serait insulter d'avantage les victimes.
Nous avons tous entendu parler du projet le "Génome humain". Imaginons un projet similaire, mais certainement beaucoup moins coûteux et appelons le avec la permission de l’Académie Française et votre indulgence le projet "Psychome".

Il s'agirait là aussi de mobiliser des chercheurs mais en anthropologie, linguistique, sociologie, psychologie, histoire, des artistes et des poètes et ce pour écrire ensemble un très gros manuel concernant les caractéristiques objectives de ce fameux homme par qui et pour qui ont été faites toutes ces déclarations solonnelles,ces conventions comminatoires et ces rêves éternellement recommencés d’un monde débarrassé de l’horreur.

Les généticiens n’accèdent ni à la morphologie de la main divine qui aligne le long des chromosomes les bases puriques et pyrimidiques ni à ses intentions. Leur projet consiste "simplement" à déterminer l'alignement des codons et à repérer tous les messages signifiants appelés gènes. De la même façon nos chercheurs du ‘’psychome ‘’ne pourront prétendre avoir accès au musicien -instrument qu'est l'esprit mais simplement à sa production à savoir la partition musicale. Le problème susceptible d'un traitement scientifique n'est plus qu'est ce que l'homme, mais que croit-il, que fait-il, comment réagit-il? En santé

publique, nous appelons ce type de recherche une enquête C.A.P (connaissances, attitudes, pratiques).

Le projet "psychome" serait donc une enquête CAP, mais à l'échelle de l'espèce et sur un temps d'observation qui serait l'histoire tout entière.

Feuilletons quelques pages de ce grand lexique imaginaire.On verrait défiler tout le spectre des croyances, des émotions et des pratiques humaines. On verrait défiler tout ce dont les hommes sont capables en matière de méthodes de fonctionnement: imaginaire, rationalité, technicité magie etc. Le grand bréviaire de ce dont nous sommes capables montrera la complexité, l'ambivalence, le dynamisme, et l'hétérogénéité de l'être ho. Il apparaîtra alors clairement que la bête, le diable, l'homme socratique, le pauvre type, le surhomme, l'homme malade producteur de morale et de religion ainsi que Dieu en personne ne sont que des rubriques différentes du psychome.

De la même façon que chaque personne n'exprime qu'une partie du génome humain, nous n'exprimons les uns et les autres que certaines potentialités du "psychome". Seul l'homme au sens générique exploite toutes les possibilités et il est fort probable que nous devrons garder toujours le livre grand ouvert puisque tout n'a pas tout n'a pas été exploré ou exprimé.

Or une grande partie du catalogue ainsi exhumé décrirait obligatoirement la partie terrible qui est en nous. On verrait froidement alignés les comportements du viol, du meurtre, du cannibalisme, de la torture, de la cruauté, des attitudes de haine, de ressentiment, de jalousie, de délires en toutes sortes.

Dostoievsky, Freud et Nietsche ont été les grands spéléologues de l'âme humaine qui ont le mieux exploré cette partie obscure et dangereuse du "psychome ".

Là, plus de faux fuyants possibles. Cette partie du lexique est aussi concrète constitutive et permanente , que les comportements et les attitudes de bonté de sacrifice ou d'amour L'horreur comme le phénix, renaîtra toujours de ses cendres .Notre futur est plein de nouveaux Hitler et d'assassins au détail genre Dutrou et compagnie.

Nous sommes condamnés a jamais a arracher toujours et toujours la mauvaise herbe renaissante dont les racines les plus profondes plongent là même ou naissent celles de l'amour et de l'abnégation.

Hors de l'homme point d'issue.Nous sommes irrémédiablement prisonniers de nous mêmes.
Ceci signifie aussi qu'il n'y a nul rivage ou aborder, nul pays de Cocagne, nulle époque dans le futur le plus reculé ou nous pourrions construire un monde qui ne connaîtrait pas la souffrance de l'enfant.

Livrés pieds et points liés à notre liberté , nous devons gérer à la fois notre humanité et notre inhumanité.

Si dans de nombreuses cultures, comme la mienne, le déni concernant l'existence d'abus sexuels de maltraitance, d'exploitation des enfants est encore si massif, c'est bien parce que l'image avantageuse que nous ne faisons de nous mêmes s'en trouve définitivement et irrémédiablement brisée.

Pourtant dans la culture arabo-musulmane, comme cela est déjà fait dans la culture occidentale, la partie inhumaine de notre humanité devra être bien assumée.

Il ne sert jamais de courir en tournant le dos à ses peurs. Quelque soit votre vitesse, et votre habileté à vous en cacher, elles finissent tôt ou tard par vous rattraper.

Le processus d'application de la nouvelle table des lois que nous avons déjà reconnu comme fort aléatoire dépendant toute aussi bien de notre volonté que de l'évolution chaotique des forces incontrôlables que nous chevau-chons, se révèle de plus intemporel. Nous ne pouvons conduire la mise en oeuvre à la façon d'un planificateur soviétique conduisant un plan quinquennal. Le cadre de notre rêve actif est à la fois l'instant et l'éternité: l'instant car tout ce qui touche à la souffrance de

l'enfant est une urgence l'éternité car la lutte contre cette souffrance ne connaîtra jamais de fin si ce n'est celle de l'homme lui même.

Ces considérations d'ordre général me paraissentt utiles surtout pour "blinder" ceux qui travaillent dans le domaine. Tous savent par expérience à quel point la souffrance de l'enfant mourant, malade, handicapé, traumatisé par un viol, etc.. est insupportable au contact permanent de l'horreur permanente, le coeur se bronze rarement et souvent se brise.

La détresse du flot incessant d'enfants sans enfance, surtout quand elle est muette,finit par atteindre les âmes les plus trempées. Les plus menacés sont ceux qui abordent les problèmes en croyant y apporter rapidement la. solution. On ne peut travailler avec et pour l'enfant , qu'en devenant un expert froid ou en s'installant dans cette attitude de fatalisme actif qui permet de gérer la complexité, les délais, le découragement et de supporter l'insupportable.

Il nous faut maintenant arriver aux considérations d'ordre opérationnel. A priori, nous pouvons nous montrer raisonnablement satisfaits du fait que depuis 1989, 187 pays ont ratifié la convention à ce jour et que 90 % des enfants du monde sont de ce fait théoriquement sous sa protection.

Certes il s'agit là d'un pas gigantesque mais nous ne devons pas nous leurrer. Il faut savoir ici ,que tous les textes du législateur universel peuvent être lus de façon négative ou dans une sorte de miroir déformant.Ainsi examinés, ils révèlent et décrivent à la perfection, la situation réelle du et du mal être général.

Si l'article 5 de la déclaration universelle traite de la torture, c'est bien à cause de son extrême fréquence.

La convention décrit donc de façon précise et concise les malheurs qui accablent la majorité des enfants du monde, aujourd'hui premières victimes de l'empoignade universelle et du désordre généralisé.

Elle décrit aussi leurs besoins brimés, leurs vies saccagées, les rêves et les projets que nous faisons pour eux et en leurs noms.

Abordons donc la question protégés par un "pessi-optimisme" à toute épreuve, puisque seule cette attitude peut nous permettre de tenir le rythme d'une course sans ligne d'arrivée. L'application de la convention se présente de façon radiclement différente selon que l'on se trouve au Sud ou au Nord.

D'emblée on est frappé par un paradoxe à savoir qu'elle sera mise en oeuvre le plus aisément et le plus complètement là ou elle est la moins nécessaire, là ou la situation de l'enfant est la plus satisfaisante, c.a.d. dans les pays riches et démocratiques.

La déclaration de Stockholm de Mai 1995 sur l'application en Europe de la convention, ne fait qu'exercer deslégères pressions sur des politiques déjà largement bénéfiques à l'enfant.C'est probablement dans les pays les plus avancés en matière de droits de l'homme, les pays scandinaves, que la convention a toutes ses chances(3). C'est aussi dans un pays comme la Belgique qu'est né un véritable mouvement de mobilisation populaire contre le crime pédophile et non dans un pays comme la Thaïlande.

Ceci ne signifie nullement que tout est gagné, qu'on peut baisser sa garde, que la sensibilisation des pouvoirs et de la population n'est pas importante, mais simplement que la tâche y est relativement aisée, que les progrès peuvent y être rapides portés par des courants puissants et antérieurs à la convention.

Il s'agit d'élargir les droits acquis aux zones d'exclusion qui se développent de façon inquiétante, de faire face à cette montée des ténèbres qui se traduit en violences sexuelles et non sexuelles dans des foyers détruits par l'alcool, la folie, la perversité, ou la misère.

C’est le combat éternellement gagné et éternellement perdu contre le mal que nous portons en nous. La mobilisation doit être permanente. Il faut briquer toutes les armes contre les multiples têtes de l’hydre: augmenter l’efficacité des systémes d’éducation, de prévention, de réhabilitation.

Il faut que la la tondeuse à gazon judiciaire et répressive fonctionne aux mieux de ses possibilités pour couper à raz la repousse permanente du mal. Mais il faut surtout être conscient que rien n’est jamais acquis à l’homme fût-il occidental. Il faut etre attentif aux signes inquiétants de la crise de la Démocratie, aux symptomes annonciateurs de l’gitation croissante des démons tapis au fond du "psychome" et guettant leur heure.

Toute autre est la situation au Sud.

Considérés à l’échelle du monde et dans une perspective de temps assez large, les bénéfices extraordinaires acquis par l’enfant du Nord (qui rappelons le était un enfant du Sud il y à peine un siècle) ont été annulés par l’explosion démographique.En chiffres absolus il n’y a jamais eu dans l’histoire autant d’enfants malades ,mal nourris, exploités, réfugiés ou ballottés par la guerre(4). Les chiffres de la moé infantile dans de nombreux pays de l’Afrique sud Saharienne sont effrayants avoisinant les 250 pour mille naissances vivantes, alors que le taux au japon est de 5 pour mille.

Dans son dernier rapport de 1996 (5) intitulé "le travail des enfants, L’intolérable en point de mire" le BIT, tente de faire le point sur une situation encore largement méconnue. 33% des enfants ne sont pas scolarisés dans des pays aussi divers que l'Inde, Le Ghana. l’Indonésie

Dans ce dernier pays 5 millions d'enfants sont des domestiques toujours soumis au risque de violence et de services sexuels.

L'esclavage notamment pour dette, est courant en Asie du Sud, du Sud Est, et en Afrique occidentale.120 millions d'enfants de 5 à 14 ans sont astreints au travail, et seraient même 250 millions si on compte ceux pour qui le travail est une activité secondaire. Le travail insalubre, dangereux serait le sort de millions d'entre eux.

Le commerce des enfants est ainsi décrit:
«Il semble qu'il y ait cinq réseaux internationaux de traite d'enfants; l'un recrute en Amérique Latine à destination de l'Europe et du Moyen-Orient; le deuxième livre des enfants d'Asie du Sud et du Sud Est en Europe du Nord et au Moyen-Orient; le troisième fait un trafic régional en Europe; le quatrième, relié au précédent, fait de même dans le monde arabe; enfin, le cinquième exporte des fillettes d'Afrique de l'Ouest. En Europe de l'Est, aujourd'hui, la traite va généralement d'est en ouest. Un grand nombre de Bélarussiennes, de Russes et d'Ukrainiennes sont livrées en Hongrie, en Pologne, dans les Etats baltes ou dans les capitales d'Europe occidentale. Il ya aussi une traite de prostituées roumaines en Italie, à Chypre et en Turquie. Plusieurs circuits réguliers ont été découverts en Asie du sud-est: du Myanmar en Thaïlande; à l'intérieur de la Thaïlande; d'autres pays, dont ce dernier, en direction de Chine, des Etats-Unis, du Japon, de Malaisie; des Philippines et de Thaïlande vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Taiwan, Chine; du Bangladesh et du Népal en Inde; d'Asie du sud-est à Hawaii et au Japon, via Hongkong; d'Inde et du Pakistan vers le Moyen-Orient.»

Le simple bon sens nous dit que pour agir sur cet état des choses, il faut traiter les causes et non les conséquences.

Thomas Hammerberg (6) le vice président du comité des Nations Unies des droits de l’enfant exprimait jugeait ainsi les chances de la convention "Real change will be possible if only we can cope with the major threats we’re facing: armed conflict, population growth, the environment, and the poverty gap"

De toutes ces causes la plus importante semble être la pauvreté. Or le rapport de Juin 1996 de L’ONU signale sa progression alarmante dans le monde, l’élargissement du fossé entre les plus riches et les plus pauvres aussi bien dans les pays riches que dans les pauvres, le fait que 25% de la population mondiale vit plus mal qu’il y a 15 ans. Cette pauvreté galopante est elle même la résultante de facteurs aussi complexe que l’explosion démographique, la crise de l’eau, des sols arables, de la production agricole, du développement des mégapoles, de la corruption, de la pensée unique, ce nouveau dogmatisme de

l'économisme triomphant pour qui c'est la société qui doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la société.

L'enfant malade, prostitué, ou esclave n'est donc que le symptôme le plus criant des violations des droits socio-économiques dont sont victimes bien qu'a de degrés divers, la femme, le vieillard, ou l'adulte.

Aux mécanismes responsables de l'état des droits de l'enfant dans les pays du sud, cités par Hammemberg, il faut ajouter un cinquième facteur tout aussi important: la dictature.

Les articles de la convention 23,24, 26,27,28,31, 32, reconnaissent à l'enfant l'ensemble des droits socio-économiques de la Déclaration Universelle en reprenant et détaillant ses articles 22,24,25et 26. Ce qui est tout à fait surprenant et révolutionnaire c'est qu'elle reprend aussi les droits politiques notamment les articles 18,19, 20 et 21.

La convention reconnaît en effet à l'enfant la liberté d'opinion (article 12 et 13) la liberté de croyance (article 14) la liberté d'association (article 15), le droit à l'intégrité physique (article 19), à la vie privée (article 16) et au respect de sa culture s'il appartient à une minorité (article 30).

On ne rappellera jamais assez que les droits de l'enfant ne sont que les droits de l'homme appliqués a une phase particulière de son développement, qu'ils sont indissociables des droits de l'adulte , et qu'ils ne sauraient exister là ou la Démocratie n'existe pas.
Les chances de la convention dans les pays du Sud sont, ni plus ni moins, celles du développement durable et de la Démocratisation.(7)

Il faut examiner froidement la responsabilité de tous les acteurs susceptibles de construire ces deux fondements des droits de l'homme, enfant, femme adulte, marginal ou minoritaire.

La convention s'adresse aux états. C'est a eux en priorité qu'elle fait obligation dans ses articles 2,3 et 4 d'appliquer l'ensemble des règles prescrites. En matière de démocratisation, leur responsabilité est totale. Ils sont les seuls à pouvoir la promouvoir ou la freiner.

Pour ce qui est des droits socio-économiques, le problème est plus complexe. La plupart n'ont pas attendu la convention pour promouvoir le droit à la santé ou à l'éducation par exemple. Si certains états totalitaires et riches comme ceux du Golfe peuvent appliquer toute la convention, mais s'y refusent pour des raisons politiques et idéologiques, la plupart des états notamment en Afrique eux sont incapables de l'appliquer même s'ils le voulaient, soit parceque démocratiques mais pauvres, soit parceque totalitaires et pauvres

Le sort de centaines de millions d'enfants dépend pour l'essentiel des politiques macro-économiques qui se décident dans des dimension stratosphériques, quasi divines, échappant totalement au contrôle des états du sud de plus en plus réduits au rôle de gardiens de populations et pour les tenir encore plus tranquilles, de prestataires de "paquets minimum de services", expression inventée en matiére de santé par la Banque mondiale. Le sort de populations entières peut se négocier entre partenaires économiques aussi puissants qu'inconnus.

La crise de l'état dans les pays du Sud est une donnée qu'il faut bien intégrer dans toute stratégie pertinente. Pris entre le marteau du libéralisme triomphant et l'enclume de l'appauvrissement, beaucoup d'états du Sud n'ont aucun moyen de protéger et encore moins de promouvoir les droits les plus élémentaires de l'enfant recommandés par la convention.

On peut même craindre de nouvelles régressions dans le domaine puisque traditionnellement l'équilibre du budget imposé par les bailleurs de fonds internationaux aux états passe d'abord par les coupes dans le budget de la santé et l'éducation et jamais par dans celui de la police ou de l'armée.

Demander aujourd'hui à des pays comme le Mozambique d'appliquer la convention (même dans les limites de ses moyens comme il est dit pudiquement dans l'article 4) revient à demander à un paraplégique de courir les cent mètres en moins de dix secondes.

A cet égard l'attitude du gouvernement Américain est représentative d'un état d'esprit particulièrement... indécent. les Américains qui donnent le moins à l'aide internationale en pourcentage de PNB et qui orchestrent la nouvelle politique économique mondiale accumulant la richesse à un bout du spectre et la misère à l'autre bout, creusant un abîme de peur et de ressentiment entre les deux composantes de l'humanité; sont ceux là mêmes qui partent en croisade contre le travail des enfants.

Dune part on pousse à l'économie de marché la plus sauvage et l'on prétend combattre l'exploitation de l'enfant qui n'en est que l'un des nombreux effets pervers (8). Certes l'exploitation est scandaleuse et le travail de l'enfant non indispensable, mais le boycott des produits de ce travail réglera-t-il le problème? Les principaux intéressés eux mêmes n'acceptent pas cette solution.. Ils savent mieux que tout autre, que cela ne signifiera pas pour eux le retour à l'école et l'amélioration de leurs conditions d'existence mais bel et bien le contraire. De toutes les façons et à supposer que cela soit possible, l'exploitation du travail ne cesserait pas pour autant.Elle serait simplement déplacée vers d'autres tranches d'âge et serait le lot d'autres types de populations vulnérables comme les femmes ou les plus pauvres entre les pauvres.

La solution n'est donc pas de se lamenter sur les arbres qui brûlent mais d'éteindre l'incendie qui ravage la forêt.

Elle ne consiste pas à abandonner les enfants aux moyens forts limités dont disposent des états exsangues souvent instables et corrompus mais bel et bien dans l'exercice de la responsabilité internationale à travers une politique économique moins perverse que celle qui dévaste aujourd'hui le monde.

Nous savons tous que les problèmes de sécurité, d'écologie, de développement, de démocratisation ne peuvent plus se traiter pour l'essentiel à l'échelle nationale.

Nous sommes aujourd'hui dans de vastes processus d'intégration aussi bien à l'échelle régionale que planétaire. C'est du degré de réussite, de la vitesse et de la direction de ces processus d'intégration et donc de solidarité que dépendra le sort de centaines de millions d'enfants dans le monde.

La convention y fait allusion dans le préambule et l'article 4 en citant au passage la coopération internationale comme moyen de promouvoir les droits socio-économiques et culturels quand cela est nécessaire. Or cette coopération est plus que jamais obligatoire.
Ne rêvons pas à un gouvernement mondial qui couperait dans les budgets militaires, surveillerait l'état de la planète, organiserait le développement durable,refusant sa reconnaissance aux régimes non issus des urnes et faisant respecter partout la paix, la sécurité et les droits de l'homme. Contentons nous de percevoir les courants d'intégration, et les mécanismes par lesquels nous essayons de combattre des déséquilibres dangereux et de nous opposer aux mouvements oscillatoires de trop grande amplitude.

C'est ici qu'intervient le rôle fondamental et la responsabilité de la société civile nationale et internationale représentée sur le terrain par les ONG..

La convention fait à peine allusion à leur rôle.On peut espérer que ce sont elles qui sont visées quand elle parle tout à fait à la fin, de "structures spécialisées" que le comité des droits de l'homme peut consulter s'il l'estime nécessaire..

Il s'avère pourtant que c'est une pièce maîtresse dans son application, et que c'est peut être par leur dénonciation permanente du scandale fait aux enfants, par leur lobbying et, par leur éducation du public et des états qu'elles font avancer les choses là ou elles sont bloquées, ou traînent en longueur.

Il y a un paradoxe amusant concernant la Déclaration Universelle (et tous les textes qui en sont issus de façon générale).

Ce document brandi par les personnes et les groupes aux droits bafoués contre des états autoritaires ,racistes ou colonialistes a été rédigée par un syndicat, un forum, un rassemblement ou tout ce qu'on voudra, d'états dont la majorité étaient des états anti-démocratiques ou colonialistes.

C'est peut être là l'une des ruses de l'histoire dont parle Hegel. Les textes des droits de l'homme sont rédigés par les états et pour des états, mais ce sont les ONG qui font de leur application, leur souci principal, voire comme pour les associations des droits de l'homme leur raison d'être.

L'apparition de la nébuleuse ONG, et son renforcement dans le champ du social et du politique est l'un des faits marquants de ce siècle, et nous ne sommes peut être qu'au début de leur explosion.

Quelqu'un disait que le XXI siècle sera le siècle des sectes, des ONG et des Maffias. Espérons et faisons qu'il soit surtout celui des ONG. Leur rôle dans la défense des droits de l'homme, et plus précisément dans celles de l'homme-enfant est capital.

Le travail de la myriade de petites ONG travaille au niveau le plus microscopique pour essayer d'éteindre le feu allumé au niveau des grands mécanismes par les grands décideurs de l'économie et de la politique. Est à la fois nécéssaire et pathétique.

Comment rendre hommage aux milliers de personnes et associations comme Annette Cockburn, avec son (projets for street Children) a Capetown, Philista Onyango pour son monitoring des enfants de Nairobi, le groupe ENDA à Dakar, pour son appui aux enfants travailleurs des Bidonvilles ou "Raada Braden " pour son combat contre l'enrôlement des enfants dans l'armée colombienne etc... etc...

Le côté pathétique du travail des ONG, vient de l'impression qu'ils donnent de vouloir éteindre un effroyable incendie continuellement nourri avec des sceaux et des louches.

En réalité l'importance de leur travail n'est pas dans le secours urgent qu'ils n'apportent malheureusement qu'à à une fraction minime des victimes. Leur rôle réel est d'être la mouche de coche, qui fait avancer le lent attelage de l'état et de la coopération internationale.

Le langage implicite des ONG dit : honte à vous états, voici étaléestoute l'incompétence dont vous faites preuves, voici toutes vos insuffisances, et voilà vos crimes, s'il le faut. On comprend que les dits états n'aiment pas beaucoup les ONG, essayant au mieux les manipuler au pire de les éliminer . On comprend surtout le rôle d'enzyme qu'elles jouent pour accélérer les mutations nécessaires et la& nécessité partout de les renforcer.

Quid maintenant des principaux intéressés: les enfants?
Peuvent-ils jouer un rôle dans cette affaire. Nous restons confinés dans des images et stéréotypes anciens de l'éternel paternalisme. Aussi est-on surpris de découvrir, l'initiative, la maturité , la combattivité dont peuvent faire de plus en plus les enfants du Sud.

Qui a jamais entendu parler de l'appel du 1er mai des jeunes enfants domestiques et apprentis du Togo (12), des enfants travailleurs de Kayes au Mali, des associations d'enfants et jeunes travailleurs, qui célèbrent le 1er mai dans 17 villes d'Afrique.

Mais là aussi il ne s'agit que d'une variante intéressante mais limitée de l'action ONG. Les enfants d'aujourd'hui resteront toujours tributaires de la solidarité des enfants que nous fûmes et que nous restons parfois pour les meilleurs d'entre nous.

Il est rare que l'on donne dans les rencontres sur les droits des enfants, la parole aux principaux intéressés (sauf pour les chants de l'ouverture).

J'aimerais conclure en leur cédant la parole c.a.d en reprenant les dix points de la plate-forme que 34 délégués venant de 33 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ont adopté en 1996 à la première rencontre internationale des enfants et jeunes travailleurs qui a eu lieu à KUNDAPUR en Inde.

Ecoutons leurs revendications
1 - Nous voulons tous qu'on reconnaisse nos problèmes, nos initiatives, propositions et nos processus d'organisation.
2 - Nous sommes contre le boycott des produits fabriqués par les enfants.
3 - Nous voulons pour notre travail, le respect et la sécurité.
4 -Nous voulons une éducation avec des méthodes qui soient adaptées à notre situation.
5 - Nous voulons une formation professionnelle adaptée à notre situation.
6 - Nous voulons avoir accès à de bonnes conditions de santé.
7- Nous voulons être consultés pour toutes les décisions qui nous concernent, locales ,nationales, internationales.
8 - Nous voulons qu'une lutte soit menée contre les raisons qui sont à l'origine de notre situation et en premier lieu la pauvreté.
9 - Nous voulons qu'il y ait plus d'activités dans les zones rurales pour que les enfants ne soient pas obligés de partir en ville.
10 - Nous sommes contre l'exploitation de notre travail mais nous sommes pour le travail digne avec des horaires adaptés pour notre éducation et nos loisirs.
Pour les conférences qui vont se tenir maintenant nous voulons être présents sur le même pied d'égalité (s'il y a 20 ministres, nous voulons être 20 enfants et jeunes travailleurs). Nous allons discuter avec nos ministres mais nous ne voulons pas qu'ils nous représentent.

Pour ce qui nous concerne, nous n'avons d'autre choix que de continuer à lutter pour nos idéaux aux deux extrémités du spectre: sur le terrain de la souffrance et celui des grandes décisions tout en nous répetant sans cesse que c'est idiot de vouloir changer le monde mais criminel de ne pas essayer.

Réferences
(1) - Droits de l'homme, receuils d'instruments internationaux - publication des nations unies.
(2) - L'état de la planète1996.
Lester Brown , ed Economica, Paris.
(3) - Beyond the Maastricht treaty, children's Rights in Europe-RŠdda Barnen, Swedish save the children -1995.
(4) Children for Africa Second African conference on child abuse and neglect, Cape Town, September 1993
South African society for the prevention of child abuse and neglect.
(5) - Le travail des enfants, L'intolérable en point de mire-rapport IV(1) -1996 .B.I.T.
(6) - Making reality of the rights of the child-
Thomas Hammerberg
Râada Barnen Swedish save the children, 1993;
(7) - Develolment strategies, Macroeconomic policies and the rights of the child; Stefan de Vylder, Râada Barnen, Swedish save the children 1996.
(8) - By the sweat & toil of children: the use of child labour in American Imports-US Department of labour July 15 1994.
(9) - NGO works for the implementation for the rights of the child: Râada Barnen Sweddish save the children 1994.
The rights of the child.
(10) - Childwatch, An Ngo for street children formed -the news letter of ANPCAN n°6 June 1994.
(11) - Selected proceedings of a workshop on the draft convention on the rights of the child: An African perspective
Nairobi - Kenya 9-11 May 1988.
(12) - La lettre de la rue n° 15/16 Novembre96-Enda, Dakar, Sénégal